

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



PÂQUES

GUILLAUME CUCHET : « NUL NE SAIT JUSQU'OU IL VA MONTER, MAIS LE RÉVEIL RELIGIEUX EST DÉJÀ SIGNIFICATIF » PAGE 14

ENVIRONNEMENT

QUAND MAÎTRISER LES NUAGES DEVIENT UN ENJEU GÉOPOLITIQUE PAGE 13



ESPIONNAGE

L'Allemagne face à la menace des « agents jetables » venus de l'Est PAGE 6

FAMILLE

Lorsque la gestion des écrans tourne au cauchemar PAGE 8

SPORT

Valentin Vacherot, nouveau prince et leader ambitieux du tennis monégasque PAGE 9

FIGARO SANTÉ

Covid long : un antidépresseur permet de réduire l'épuisement des patients PAGE 11

CONSOUMATION

Épargne salariale : le Sénat veut redonner du pouvoir d'achat aux Français PAGE 18

EXPOSITION

Le Douanier Rousseau en majesté à l'Orangerie PAGE 24

CHAMPS LIBRES

• La chronique de Nicolas Baverez
• La tribune de Christophe Dickès PAGE 15

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de samedi :

« Développer et mieux faire connaître l'islam » : êtes-vous choqué par les propos du ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez ?

OUI 88% NON 12%

VOTANTS : 19884

Assemblée, mairies : êtes-vous inquiet de la brutalisation de la vie politique par LFI ?

Téléchargez l'appli du Figaro pour voter

FABIEN CLAIREFOND - SERGEY BORISOV/SBORISOV - STOCK.ADOBE.COM

LFI impose sa stratégie de la tension dans les mairies

La violence verbale et les scènes houleuses qui ont suivi les élections dans les mairies remportées par LFI laissent présager une montée de la conflictualité alimentée par le parti mélenchoniste.

Derrière les scènes choquantes par leur agressivité qui ont émaillé les passations de pouvoir dans les villes remportées par des maires LFI, on peut voir le révélateur d'un basculement plus profond du rapport au politique.

De Mantes-la-Jolie à Fresnes, les municipales ont été marquées par des épisodes de tension inédits, liés à la poussée des mélenchonistes. Ces débordements traduisent une dégradation du rapport au politique, sur

fond de défiance généralisée et de conflictualité assumée. Une « hooliganisation » de la vie publique qui inquiète jusqu'au sommet de l'État à l'approche d'une présidentielle sous tension. Entre logique de « dédagisme »,

radicalisation des discours et amplification par les réseaux sociaux, certains craignent l'installation durable d'une logique d'affrontement. Pour combattre ce phénomène, Bruno Retailleau veut désormais incarner l'axe anti-LFI.

→ À SAINT-DENIS, UN RASSEMBLEMENT CONTRE LE RACISME AVEC 2027 DANS LE VISEUR → BRUNO RETAILLEAU VEUT INCARNER L'AXE ANTI-LFI → LE NAUFRAGE DE RIMA HASSAN, FIGURE DE LA « NOUVELLE FRANCE » DE MÉLENCHON PAGES 2 ET 3



« Que ceux qui ont des armes en main les déposent » : à Pâques, l'appel pour la paix de Léon XIV

Lors de la traditionnelle bénédiction urbi et orbi de Pâques, la première depuis son élection l'an dernier, le pape américain a appelé « ceux qui ont le pouvoir de déclencher les guerres » à « choisir la paix ». PAGE 4 ET L'ÉDITORIAL

En Iran, l'incroyable sauvetage du pilote américain

Au terme d'une opération de 48 heures, le deuxième pilote d'un F-15 abattu au-dessus de l'Iran a pu être sauvé par les forces spéciales américaines. Donald Trump a salué une réussite. Le président américain, qui a besoin de donner des gages de victoire à une opinion publique dubitative, a toutefois repoussé de 24 heures son « ultimatum » adressé à l'Iran. Bien qu'affaibli, le régime iranien semble estimer qu'il a intérêt à faire durer la guerre, ce qui rend très incertaine la perspective d'une reprise des pourparlers. PAGE 5

ÉDITORIAL par Laurence de Charette

Réveil pascal

Depuis Spinoza, les philosophes s'interrogent : l'homme ne pourrait-il pas vivre sans Dieu ? Des Lumières à la modernité, le voici en quête de « raison », de « liberté » et de puissance, jusqu'à se penser aujourd'hui comme un produit autoengendré que le progrès et l'IA ne tarderont plus à « augmenter ». Que pourraient bien pour lui les Églises, vestiges des siècles passés ? C'est entendu : la matrice chrétienne s'efface du monde qu'elle avait façonné, chassée par les uns, ignorée par les autres. Depuis quelques années pourtant surgissent sur les parvis de nouveaux arrivants, des cœurs neufs, souvent vierges de tout rudiment religieux, mais remplis d'un pressentiment, d'un appel vibrant, et qui puisent dans l'Évangile une joie qu'ils n'ont pas rencontrée ailleurs. Les fidèles se pincent : on se presse aux offices de Noël, de la semaine sainte, au pèlerinage de Chartres... Plus de 21 000 cathéchumènes ont été baptisés cette année à Pâques, célébration sublime et essentielle, au cœur de la foi chrétienne, de ce surgissement fou de l'amour vainqueur de la mort dans nos vies. Les statisticiens diront que 21 000 reste un chiffre modeste quand 43 % des Français se déclarent sans religion. Mais ce que les chiffres ne

traduisent pas, c'est la détresse de nos contemporains face au désenchantement du monde, cette grande errance à laquelle les a livrés la modernité amputée du sacré, cette incurable nostalgie qui habite l'âme privée de l'infini de Dieu et que ni Freud, ni Marx, ni les sciences, ni le grand tourbillon de la distraction et de la consommation ne sont parvenus à combler – et qui les poussent au réveil. Après l'effondrement des idéologies du XX^e siècle, Benoît XVI avait prévenu : ni le matérialisme ni le scientisme ne suffisent à dessiner le monde. À ceux qui en cherchent la profondeur, le mystère, Pâques, fontaine d'espérance, offre plus qu'un week-end prolongé, plus que la commémoration d'un événement extraordinaire du passé : un avènement, un élargissement de l'âme et du regard. C'est pourquoi il faut plus que jamais prendre soin de la culture chrétienne : nourrie de deux millénaires de contemplation et de quête, elle n'est pas une revendication identitaire et partisane, mais un trésor qui veut encore, et encore, se donner – à tous, a rappelé hier Léon XIV, évidemment sans aucune distinction d'aucune sorte. ■

TISSOT
MONTRES SUISSES DEPUIS 1853

TISSOT GENTLEMAN AUTOMATIQUE 38MM

VOIR LE FILM

De l'Assemblée aux mairies, comment la violence a réinvesti la vie politique

Lucas Hélin

Les scènes houleuses dans certaines mairies remportées par LFI laissent présager une brutalisation durable de la vie politique à un an de l'élection présidentielle.

Hélène Geoffroy ne veut pas incriminer ceux qui l'ont conspuée. Battue dimanche 22 mars, la maire socialiste sortante de Vaulx-en-Velin (Rhône) a été prise à partie par des habitants lui intimant, dans un accès de rage à l'annonce des résultats, de « déguerpir ». L'élue, en haut des marches de l'hôtel de ville, paraît sonnée par cette soudaine violence verbale. La scène est filmée et largement relayée sur les réseaux sociaux. La France insoumise vient de triompher dans cette municipalité de la banlieue lyonnaise.

« Je n'en veux pas à ceux qui m'ont hurlé dessus car ce sont des personnes qui souffrent et qui ont été, pendant cette campagne, survoltés sciemment et cyniquement », confie l'ex-édile au Figaro. « Bien sûr que je pointe LFI, je leur reproche d'avoir abandonné le combat universaliste de la gauche pour fragmenter la société. Ce « eux contre nous », qui est aussi la marque du Rassemblement national, contribue à cet essor de la violence en politique », déplore Hélène Geoffroy, qui se dit surtout « triste et meurtrie » par cet événement au-delà même de sa défaite personnelle.

D'autant qu'elle n'est pas un cas isolé. La soirée du second tour des élections municipales a été émaillée de tensions autour de maires battus, jusqu'à inquiéter au plus haut sommet de l'État.

Mantes-la-Jolie, Creil, Le Blanc-Mesnil... Autant d'exemples de villes moyennes qui ont basculé en faveur de candidats LFI et qui ont fait parler d'elles après des instants houleux et chaotiques à l'annonce des résultats. À Fresnes (Val-de-Marne), à la veille du premier conseil municipal, la mairie a aussi été saccagée par des jeunes, le maire élu dénonçant un acte « clairement lié à l'élection ». Une enquête est en cours après l'interpellation d'une dizaine de mineurs des alentours.

« Révolution citoyenne »

Des images choquantes qui interrogent encore aujourd'hui sur une nouvelle forme de violence d'atmosphère à l'égard du politique. Certains diront que cela a toujours existé en se replongeant dans les livres d'histoire. D'autres s'étonneront d'une forme « d'hoooliganisation » de la vie politique française ces dernières années. « Ce qu'il s'est passé aux municipales, comme avant à l'Assemblée nationale, n'est qu'une étape d'un processus du rapport au politique qui a perdu de sa mythologie républicaine. On arrive dans un moment où tout le modèle républicain se démantèle », souligne Luc Rouban, chercheur au CNRS et récent auteur de *La Société contre la politique* aux Presses de Sciences Po.

« Entre un État affaibli, une indignation morale collective et un Parlement qui ne



La soirée du second tour des élections municipales (ici, à la mairie du Blanc-Mesnil) a été émaillée de tensions autour de maires battus, jusqu'à inquiéter au plus haut sommet de l'État.

HELENE HAUS/PHOTOPQR/LE PARISIEN/MAXPPP

joue plus un rôle d'amortisseur, ces violences surviennent en effet miroir », analyse le politologue Brice Soccol, auteur, avec le directeur général de l'Ifop Frédéric Dabi, de *L'Écharpe et les Tempêtes* aux Éditions de l'Aube. Dans leur livre, les deux experts avaient déjà soulevé une défiance « par ruissellement » envers les élus locaux, qui s'est donc muée en violence. « Est-ce que cette violence ambiante peut désormais s'installer ? Je le crains », concède Brice Soccol.

Cette brutalisation générale de la vie

publique, qui a commencé sur les bancs Insoumis au Palais Bourbon, n'a pas non plus échappé à un scrutin local. Qu'en sera-t-il de l'intense campagne présidentielle à venir ? Le ministère de l'Intérieur précise au Figaro un chiffre de 130 faits « judiciairisés » pour des violences, des dégradations et des menaces de novembre 2025 à mars 2026. « Hélas, il y a une vraie montée des atteintes aux élus au-delà même des municipales », souffle-t-on Place Beauvau alors qu'un nouveau rapport d'activité du Centre d'analyse et de lutte contre les atteintes aux élus (Calae) doit être publié très prochainement.

Le parti de Jean-Luc Mélenchon, partisan de longue date du « bruit et de la fureur », a été tenu en partie pour responsable de ces instants de désordre après avoir prôné le dédagisme durant toute la campagne. Outre leur notion de « nou-

velle France », sorte de poursuite du concept de « créolisation » du pays, les Insoumis évoquent de longue date une « révolution citoyenne » pour parvenir aux responsabilités. « Un processus où la société reprend le pouvoir sur elle-même en vue de la satisfaction de ses propres besoins humains », peut-on lire dans le « guide » LFI. Traduction de cette violence par endroits aux municipales ? « Ils veulent refléter une colère de la rue dans une tradition blanquiste qui favorise la conflictualité directe », confirme le politologue et essayiste Brice Soccol. « C'est une sorte d'émeute qui se nourrit de ressentiments mais sans véritablement de corpus idéologique. La France insoumise la capte mais de manière négative », prolonge le directeur de recherches Luc Rouban, qui note malgré tout un phénomène « d'amplification par les réseaux sociaux ».

À Saint-Denis, un rassemblement contre le racisme avec 2027 dans le viseur

Victor Mérat

« **É**tre là, c'est aussi pour rendre hommage à ceux qui ont toujours lutté contre le racisme et le fascisme. Nous allons gagner cette lutte ! Nous n'avons pas peur ! » C'est près de deux heures après le début du « grand rassemblement citoyen » appelé de ses vœux ce samedi 4 avril que le maire Insoumis de Saint-Denis et Pierrefitte (Seine-Saint-Denis) Bally Bagayoko, élu le 15 mars, a pris la parole face à un parvis bondé de 6 000 soutiens - d'après une source police -, juste à côté de la basilique. Ponctuant ses propos de l'anaphore « Résistance ! », l'édile âgé de 52 ans d'origine malienne, a également dénoncé « l'ensemble des médias racistes qui font prospérer le racisme ».

L'appel à la mobilisation avait été lancé dimanche soir dernier par l'élue LFI sur son compte Instagram après plusieurs prises de parole polémiques le visant tenues sur CNews. Vendredi 28 et samedi 29 mars, sur la chaîne détenue par Vincent Bolloré, des liens ont été faits entre Bally Bagayoko et « la famille des grands singes », et une attitude de « mâle dominant » lui a été reprochée. Des accusations niées par la chaîne qui conteste « formellement que de quelconques propos racistes aient été tenus » sur son antenne. La direction a, de son côté, estimé auprès de l'AFP que des propos avaient été « délibérément déformés sur les réseaux sociaux, alimentant une polémique infondée ». Jeudi, le parquet de Paris a indiqué avoir ouvert une enquête pour « injure publique en raison de l'origine, l'éthnie, la race ou la religion », au lendemain du dé-

pôt de plainte de l'élue, qui a également appelé à fermer la chaîne. Le préfet s'est constitué partie civile comme l'avait demandé le premier ministre, Sébastien Lecornu.

Les deux séquences polémiques ont d'ailleurs été diffusées sur un écran géant avant la prise de parole du maire de la deuxième plus grande ville d'Île-de-France avec 150 000 habitants. À l'issue de son discours Bally Bagayoko a accueilli sur scène le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, et ses lieutenants. Et *La Marseillaise* a retenti. Face à la scène érigée pour l'occasion, et derrière laquelle se tenaient plusieurs dizaines d'élus locaux et nationaux, les soutiens et militants sont venus en nombre. Plusieurs milliers de visages sur lesquels le soleil dardait ses rayons et au-dessus desquels flottaient un ensemble de drapeaux, notamment français, qui laissent imaginer une gauche politique et syndicale unie. Lutte ouvrière, Solidaires, Parti communiste, L'Après, Les Écologistes - Marine Tondelier, qui devait être présente, était finalement absente -, Révolution permanente, La France insoumise, CGT, Nous Toutes, La Ligue des droits de l'homme...

« En 2027, rien à faire de la primaire. En 2027, il n'y a qu'un seul bouclier face à l'extrême droite, c'est celui de l'insoumission. Les socialistes sont des traîtres "H24". Soit ils se ressaisissent, soit nous devons les déguerpir »

Aly Diouara

Maire LFI de La Courneuve

Une gauche unie... qui exclut le Parti socialiste, fustigé et hué à plusieurs reprises lors du rassemblement qui, par moments, ressemblait à un tour de chauffe pour l'élection présidentielle de l'année prochaine. « C'est aussi l'inconséquence du Parti socialiste et de SOS-Racisme qui a fait que nous en sommes là aujourd'hui. En 2027, rien à faire de la primaire. En 2027, il n'y a qu'un seul bouclier face à l'extrême droite, c'est celui de l'insoumission. Les socialistes sont des tra-

Le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, et le maire de Saint-Denis, Bally Bagayoko, samedi, lors de la manifestation.

TOM NICHOLSON/REUTERS



tres "H24". Soit ils se ressaisissent, soit nous devons les déguerpir », a exhorté, Aly Diouara le maire LFI de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) face à une foule conquise et écoeuvée par cette « gauche caviar ». « Il faut se ressaisir », a également souligné la militante Assa Traoré, qui a dénoncé une « République malade ».

Comme le parti dirigé par Olivier Faure, le président de la République, Emmanuel Macron, sa ministre Aurore Bergé, en charge de la Lutte contre les discriminations, le président des Républicains (LR), Bruno Retailleau, et la présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, ont été sifflés. Tout comme le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, qui avait qualifié les propos tenus sur

CNews « d'ignobles » et « absolument inacceptables ».

Un autre nom était sur toutes les lèvres : celui de Vincent Bolloré, et la chaîne dont il est le propriétaire, CNews. « CNews opprime la nouvelle France et adule le racisme systémique en France (...) Nous sommes les représentants de la nouvelle France, celle qui ne se laisse pas faire », lance à la tribune Walid, lycéen « fils d'immigré algérien » avant d'exhorter la foule à scander : « La jeunesse emmerde le Front national ».

Cette dernière reprend également en chœur les slogans habituels des manifestations marquées à gauche : « Siamo tutti antifascisti », littéralement « nous sommes tous antifascistes ». « Nous soutenons les camarades de la Jeune Garde », lance même le maître de cérémonie. Des membres de ce collectif antifasciste, créé en 2018 par le député Raphaël Arnault et dissous en 2025 par Bruno Retailleau, sont soupçonnés d'avoir participé au lynchage mortel du militant nationaliste Quentin Derançat à Lyon le 12 février dernier.

« Nous avons une opportunité très claire. C'est 2027 », a conclu Bally Bagayoko, qui a par ailleurs demandé un rendez-vous au premier ministre et lancé un réseau d'élus engagés dans la lutte contre l'extrême droite. Avant le début du meeting, une petite main distribuant des drapeaux en tout genre prévenait les membres de la foule : « Pensez à me les rendre à la fin. C'est loin d'être le dernier rassemblement. » Le maire Insoumis se projette déjà vers une nouvelle journée de mobilisation le 3 mai, à Paris. « Prochain rendez-vous le 3 mai pour marcher à Paris contre le racisme », a confirmé sur X, après la manifestation, le député de Seine-Saint-Denis Éric Coquerel. ■



À la suite de ces faits, mais aussi d'une polémique sur de supposés propos racistes tenus sur CNews contre le maire de Saint-Denis, Bally Bagayoko, et qui font désormais l'objet d'une enquête judiciaire (la chaîne de télévision conteste tout racisme et dénonce une manipulation) le premier ministre, Sébastien Lecornu, a sonné le tocsin mardi lors des questions au gouvernement. « Dans cette ambiance malsaine, il faut bien le reconnaître et le souligner, il faut toujours refuser la violence physique et verbale dans le débat public. Le racisme n'est pas une opinion, comme l'antisémitisme », a-t-il lancé à l'Assemblée. « La manière dont se sont passées les élections municipales n'est pas une réussite collective », a encore reconnu le locataire de Matignon.

Au-delà des étiquettes politiques, une violence décomplexée touche les élus au

point de les décourager, comme le maire à peine élu de Moncontour (Côtes-d'Armor) qui a déposé sa démission après avoir été visé par des actes de vandalisme. Dans la dernière enquête du Cevipof pour l'Association des maires de France (AMF), 65% d'entre eux déclarent avoir subi des incivilités, 36% des injures, 28% des menaces ou attaques en lignes et 8% des violences physiques. « Le citoyen disparaît derrière l'image d'un consommateur. L'intérêt général et le droit n'existent plus puisqu'il y a une absence de règles sociales », résume Luc Rouban. Le chercheur au CNRS évoque alors la crise des « gilets jaunes » comme point de départ. Et de préciser : « Emmanuel Macron avait intitulé son livre Révolution en 2016 : il est à la fois l'annonciateur et l'amplificateur de ces nouvelles formes de violences. » ■

Le naufrage de Rima Hassan, figure de la « nouvelle France » de Mélenchon

Richard Flurin

Un scénario rocambolesque, et qui conserve de nombreuses inconnues, précipite une nouvelle fois Rima Hassan au cœur de l'actualité. L'eurodéputée de La France insoumise était convoquée jeudi matin par la police judiciaire de Paris et placée ensuite en garde à vue pour des faits d'apologie du terrorisme. À cette première affaire, liée à la publication sur X d'un message à la gloire d'un terroriste japonais condamné à la prison à perpétuité pour avoir tué 26 personnes dans un attentat en Israël, s'est ajoutée une seconde : le sac avec lequel elle s'est rendue devant les autorités contenait de la drogue.

Cette histoire a immédiatement rencontré un écho politique et médiatique. Il faut dire que la trentenaire aux centaines de milliers d'abonnés sur les réseaux sociaux est devenue en quelques mois une figure de premier plan de la gauche radicale. Le mouvement de Jean-Luc Mélenchon en a fait l'une des incarnations emblématiques de la « nouvelle France » promise à longueur de meetings et de plateaux. Rima Hassan elle-même plaide de longue date pour faire davantage de place aux personnes « racisées » sur la scène politique et exerce à l'intérieur de LFI un rapport de force pour que toute la place soit faite aux questions « antiracistes » et « décoloniales ».

Récemment encore, elle se félicitait de la victoire des candidats Insoumis aux élections municipales dans un certain nombre de villes. De ces succès à Saint-Denis, Vaulx-en-Velin, La Courneuve, Creil, Roubaix, Sarcelles, Fleury-Mérogis, Mantes-la-Jolie, la récente élue Insoumise tire un seul enseignement politique. « Dès les législatives de 2024, j'avais insisté sur la nécessité d'en finir avec le porte-parolat afin d'ouvrir la voie à un véritable renouveau démocratique. Il ne peut y avoir de démocratisation de la politique sans une représentation fidèle, assumée et digne des personnes issues des quartiers populaires », affiche-t-elle.

L'expression « porte-parolat » indique que des minorités raciales, sociales ou de genre sont représentées par des personnalités qui n'en sont pas issues, notamment au sein des institutions publiques. Comme elle le signale, Rima Hassan avait déjà fait part de ce combat lors d'un meeting du Nouveau Front populaire. C'était le 18 juin 2024 à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Sur

scène, plusieurs représentants de la gauche politique et associative, unie pour battre le Rassemblement national aux législatives anticipées, se sont succédé pour accabler « l'extrême droite raciste » ; un détail a manifestement sauté aux yeux de l'Insoumise : tous avaient la peau blanche.

En montant sur l'estrade, Rima Hassan proclame ainsi qu'« il n'y a pas de gauche sans les luttes antiracistes et décoloniales ». Avant de développer : « L'antiracisme a besoin de voix et de visages incarnés et non pas de porte-parole éloignés de ces réalités. Cette époque du porte-parolat est révolue. Nous la voulons derrière nous. Parce que tout ce qui est fait sans nous est fait contre nous. C'est pourquoi, dans cette quête d'union, nous n'avons pas le droit de négliger, d'invisibiliser ou d'oublier les voix politisées concernées par le racisme et les discriminations. »

La fin du « porte-parolat »

Après son propos, l'eurodéputée Insoumise reste sur scène et ne prête ostensiblement aucune oreille aux orateurs qui suivent. Dont François Ruffin, qui vient de quitter LFI à la suite de la « purge » orchestrée quelques jours plus tôt par Jean-Luc Mélenchon parmi les députés de son mouvement. Dans la circonscription de Montreuil, justement, la direction de LFI avait préféré investir Sabrina Ali Benali, activement soutenue par Rima Hassan, plutôt qu'un historien du mouvement, Alexis Corbière, appuyé pour sa part par François Ruffin.

Au-delà de cette querelle circonstanciée, la fin du « porte-parolat » décrétée par Rima Hassan constitue l'un des fondements de son engagement politique. Celui-ci ne se résume effectivement pas à la seule cause palestinienne, bien que ce combat revête à ses yeux un caractère matriciel ou « paradigmatique », comme elle l'a souligné récemment lors d'un colloque à l'Assemblée nationale. Au cours de la campagne municipale, l'élue de gauche radicale au Parlement européen avait déjà soutenu lors d'un meeting la candidature d'Aly Diouara à La Courneuve en invoquant ses origines. « Dans un État raciste, qui relativise son histoire coloniale, voire qui la glorifie, le nom, la couleur de peau, c'est politique », avait-elle déclaré.

La lutte contre le « porte-parolat » prend racine dans le cadre théorique des études postcoloniales, que Rima Hassan connaît bien. Elle est effectivement proche des Indigènes de la République, un mouvement

politique qui a fait du « décolonialisme » son fer de lance. Un texte en particulier est à la racine de cette revendication selon laquelle la représentation, fondement des démocraties occidentales, serait un simulacre : *Can the Subaltern Speak?* (*Les Subalternes peuvent-elles parler?*, en français), écrit par la philosophe indienne Gayatri Spivak. Pour elle, la représentation politique trahit la parole des « subalternes » (comprendre les « minorités opprimées ») en imposant des cadres discursifs dominants. Il devient donc difficile pour eux de se constituer comme sujets politiques à part entière.

Dans la droite ligne de cette thèse, l'agenda politique de toute une partie de la gauche, que l'on peut qualifier d'« antiraciste » ou de « décoloniale », consiste donc notamment à porter aux responsabilités des personnalités « racisées ». Pour ce faire, ils ont développé une forme d'entrisme assumé au sein de LFI, qui est devenu ces dernières années une force politique de premier plan. Ce faisant, ils obtiennent des victoires idéologiques. Par exemple, alors que Jean-Luc Mélenchon est historiquement favorable à la solution à deux États au Proche-Orient, suivant la position officielle de l'ONU partagée par l'ensemble de la classe politique française, il a récemment confié à Rima Hassan la conduite d'un groupe de travail pour étudier la possibilité de défendre la création d'un État binational unique, comme le souhaite de longue date l'intéressée.

Le rapprochement bon gré mal gré de LFI permet aussi d'obtenir des investitures, nerf de la guerre politique. De ce point de vue, le cas d'Aly Diouara, élu maire à La Courneuve il y a quelques jours, est particulièrement intéressant. Pas plus tard qu'en 2022, il s'en prenait vertement sur les réseaux sociaux à Jean-Luc Mélenchon, qualifié de « vieux type » contre qui sa « révolusion grandit chaque jour un peu plus », mais qui constitue tout de même « un moindre mal national auquel nous devons nous accrocher à gauche ». L'auteur de cette diatribe, qui se revendique aussi de la lutte contre le « porte-parolat », finira par mettre de l'eau dans son vin pour obtenir du fondateur de LFI une investiture aux législatives de 2024, puis aux municipales de 2026. Rima Hassan aussi, avant d'être investie par LFI aux européennes, reprochait en novembre 2023 à la classe politique française, « tous bords politiques confondus » précisait-elle, d'avoir « oublié la question palestinienne ». La gauche aussi, les Insoumis aussi.

Ce processus d'entrisme a été décrit par la journaliste Nora Bussigny, auteur des *Nouveaux Antisémites. Enquête d'une infiltration dans les rangs de l'ultra-gauche* (Albin Michel, 2025). « Il apparaît ainsi que certains collectifs et figures militantes s'inscrivent dans une démarche structurelle animée par l'ambition d'investir un parti politique, même si l'ensemble de ses positions ne correspond pas à leurs orientations. Leur stratégie consiste alors à cibler certains candidats qu'ils choisissent de soutenir, car ils ne se reconnaissent pas dans l'intégralité des figures de ce mouvement », expliquait-elle devant les députés de la commission d'enquête parlementaire sur les liens entre islamisme et partis politiques.

Bascule idéologique

Le rapport de force instauré à l'intérieur de LFI par Rima Hassan et toute la frange antiraciste du mouvement, incarnée de plus longue date par la députée Danièle Obono, finit par créer du remous. Le départ de François Ruffin, surnommé « le machiste picard » par Jean-Luc Mélenchon, est évocateur. Dans un livre publié quelques semaines après avoir quitté LFI, il constatait : « Aujourd'hui, (Mélenchon) divise le peuple sur une base géographique : « Le peuple, il faut aller le chercher là où il est : dans les quartiers populaires », et pas ailleurs. C'est même, je dirais, sur une base ethno-géographique : lui compte qu'il y a « 25 % de racisés, qui ont un parent ou un grand-parent d'origine immigrée »... »

Cette bascule idéologique a également conduit au départ du cégétiste Cédric Brun, ancien cadre du mouvement dans le Nord, qui décrit par le menu la stratégie d'entrisme et ses conséquences sur l'orientation politique. Il s'en trouva traité d'« islamophobe mythomane » par des députés Insoumis, selon son témoignage. Des attaques qui concernent désormais tout le reste de la gauche. La secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier, est accusée de racisme par la frange « décoloniale » de LFI. Rima Hassan n'hésite pas à parler de « gauche coloniale » pour qualifier un certain nombre de socialistes, dont Raphaël Glucksmann. Comme toujours avec l'extrême gauche, c'est moins une victoire politique à l'échelle du pays qu'elle semble chercher qu'une hégémonie idéologique au sein de la gauche elle-même. ■

Bruno Retailleau veut incarner l'axe anti-LFI

Claire Conruyt

Si a désigné le Rassemblement national (RN) comme son « adversaire », Bruno Retailleau a réservé le terme d'« ennemi » à La France insoumise (LFI). De fait, le président des Républicains (LR) ne compte pas dresser de signe « égal » entre ces deux forces politiques. Car, selon l'image d'un « retailiste », « le diable, c'est Mélenchon ». Si le parti lepéniste est loin de convaincre le Vendéen, c'est avant tout en raison d'un programme à l'opposé de son logiciel économique : « Marine Le Pen et Jordan Bardella sont socio-étatistes », dit-il souvent. Quand le mouvement mélenchoniste, lui, porte à ses yeux un danger quasi ontologique. Un proche poursuit : « Dans son esprit, ce combat est presque moral, existentiel, pour le pays. »

Alors, au lendemain des élections municipales, l'ex-ministre de l'Intérieur compte mettre les communes remportées par LFI « sous surveillance ». Dénonçant la « violence », la « drague du vote musulman », le « racisme anti-Blancs » et l'« antisémitisme » du parti de Jean-Luc Mélenchon, Bruno Retailleau a lancé un « observatoire des villes LFI » vendredi dernier, à Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) où la maire LR, Kristell Niasme, a battu Louis Boyard lors d'une élection partielle, le 2 février dernier. Tout un symbole, naturellement. L'édile, réélue dès le premier tour il y a trois semaines, a désormais pour mission de faire vivre cet « outil d'alerte », nourri par les observations des élus d'opposition, militants et bénévoles. Déclarations, actes administratifs, subventions versées... Tout sera scruté, assure-t-on, et accessible

aux citoyens. « Il n'est pas question de laisser faire les fous furieux de LFI au comportement antirépublicain et antidémocratique », a martelé Bruno Retailleau, lors d'une conférence de presse. « La « nouvelle France » de Jean-Luc Mélenchon, ce n'est pas notre France. On ne pense pas en termes de « grand remplacement ». »

Un projet « malin », approuvent les soutiens de celui qui s'est lancé dans la course élyséenne. Mais dont la « rentabilité électorale » est loin d'être acquise, rétorquent d'autres. « On comprend très bien le timing, grince un cadre LR. On n'est pas loin du 18 avril. » Date à laquelle les adhérents seront amenés à trancher le mode de désignation du candidat LR à l'élection présidentielle. Le tout sur fond de divisions internes quant à l'attitude de la droite face à LFI et au RN. À l'instar du maire de Meaux, Jean-François Copé, qui a récemment déclaré sur LCP : « Jean-Luc Mélenchon reste un danger absolu aussi grave que Marine Le Pen. » Ou encore, Xavier Bertrand. Martelant le « ni LFI, ni RN », le président LR des Hauts-de-France a régulièrement demandé à Bruno Retailleau de « clarifier » sa position vis-à-vis du parti lepéniste.

Autant de dissonances qui traduisent surtout des stratégies divergentes quant à l'électorat à conquérir d'ici à 2027. « Si on schématise grossièrement, c'est très simple, résume un édile du sud de la France. Il y en a qui pensent qu'il faut parler aux macronistes jusqu'aux LR purs. Et les autres qui considèrent que le réservoir de voix se trouve principalement chez Bardella. » Là où, estiment les fidèles du Vendéen, se trouve un « espace ». Ils en sont d'autant plus convaincus qu'en face Édouard Philippe ne « crante pas » sur les sujets très identifiés à droite, com-

me la politique migratoire et la sécurité. « C'est vraiment la France heureuse, il parle à demi-mot, il n'a aucune crédibilité sur le régalién. C'est la différence fondamentale entre lui et nous. » Tel est donc le pari : distiller dans les esprits l'idée que si le chef d'Horizons est indéniablement le grand favori des sondages, il ne s'impose pas (encore) comme le choix du « vote utile ».

Un ministre LR, que cette lecture ne convainc guère, commente : « On ne peut pas convertir le vote d'un militant RN. Je ne connais pas un seul sympathisant qui me dise : « Allez, je lâche Le Pen ou Bardella, et je change mon vote. » Ça ne l'empêche pas de donner des bons points à Retailleau, mais ça ne se transforme pas en une adhésion dans les urnes. » Avant d'ajouter : « Quand Bruno Retailleau était à Beauvais, où se trouvait sa cote de popularité ? Chez les macronistes ! Il parlait aux déçus du quinquennat, il en charmait pas mal dans le



SCORCELLE/LE FIGARO MAGAZINE

La « nouvelle France » de Jean-Luc Mélenchon, ce n'est pas notre France. On ne pense pas en termes de « grand remplacement »

Bruno Retailleau
Président des Républicains

camp présidentiel. Je me souviens, ça se voyait chez Renaissance et ça inquiétait beaucoup Gabriel Attal... »

Qu'à cela ne tienne, dans le premier cercle du président LR, on croit que LFI « deviendra de plus en plus un repoussoir », et cette lutte est « clairement un marqueur d'un combat de droite ». Tout en relevant opportunément la « pudeur » du patron d'Horizons sur le sujet. Plus généralement, sont persuadés les « retaillistes », Jean-Luc Mélenchon heurte « un électoral qu'il est encore difficile d'identifier mais qui ne reste pas cantonné au nôtre ». « Combattre La France insoumise, c'est parler de la République, de la démocratie, c'est parler aux gens ordinaires qui sont de bonne foi, outrés par leur comportement. »

Au Sénat, une voix importante tempère : « Bruno Retailleau, comme tout bon candidat de droite à la présidentielle, a besoin d'un duel. Le concernant, je le crois sincère dans son combat contre Jean-Luc Mélenchon. Mais il faut arrêter de se raconter des histoires : à ce jour, le duel, c'est Mélenchon versus Bardella. Pas Mélenchon versus Retailleau. »

Pour cela, en réalité, développe un député, « il faudrait qu'il incarne « el famoso » titre du candidat de droite et du centre... ce qui n'est pas gagné ». Et ce qui, précisément, permet à d'autres ambitions du « bloc central » et à leurs soutiens de marteler l'importance d'une primaire ouverte pour qu'un tel profil émerge. Ce même parlementaire médite : « Je dois reconnaître en revanche que Retailleau est plus clair que Philippe : on ne sait pas très bien si Horizons veut la jouer comme Macron, en érigeant Le Pen comme la menace suprême. Alors que Retailleau, lui, l'a identifiée : c'est LFI. À la fin, qui en récolte les fruits ? » ■

Pâques : Léon XIV oppose à la guerre la « force » de la paix et du dialogue

Jean-Marie Guénois

Lors de la bénédiction urbi et orbi, place Saint-Pierre, le pape a adressé au monde un message poignant pour que cessent les conflits.

Pour Pâques, Léon XIV déclare la guerre à la guerre, mais avec les armes de la paix. Depuis le grand balcon des bénédictions de la place Saint-Pierre, celui qui célébrait la première Pâque de son pontificat a d'abord poussé un cri puissant sur un ton peu commun depuis son élection le 8 mai 2025 : « *Que ceux qui ont des armes en main les déposent! Que ceux qui ont le pouvoir de déclencher des guerres choisissent la paix! Non pas une paix imposée par la force, mais par le dialogue! Non pas avec la volonté de dominer l'autre, mais de le rencontrer!* » Il a ensuite convoqué toute l'Église catholique à implorer la paix samedi prochain : « *J'invite tout le monde à se joindre à moi, à la veillée de prière pour la paix que nous célébrerons ici, sur la place Saint-Pierre, samedi prochain, 11 avril.* » Il a enfin dénoncé la tentation d'« *indifférence* » face aux guerres et à leurs violences mortelles et « *aux conséquences économiques et sociales qu'elles engendrent et que chacun ressent pourtant.* »

Car, a-t-il plaidé, « *la force par laquelle le Christ est ressuscité est totalement non violente.* » Pour l'expliquer, le pape a comparé cette force à un « *grain de blé* » qui est étouffé dans la terre mais

qui finit « *par se frayer un chemin entre les sillons* » pour devenir un « *épi doré* ». Cette « *force* » de Dieu, a-t-il ajouté, est également semblable à un « *cœur humain offensé* » qui « *repousse l'instinct de vengeance* » pour choisir de « *prier pour celui qui l'a offensé* ».

Oui, a martelé le chef de l'Église catholique, « *telle est la véritable force qui apporte la paix à l'humanité, puisqu'elle produit des relations respectueuses à tous les niveaux : entre les personnes, les familles, les groupes sociaux, les nations* ». Cette « *force* », a insisté le pape, « *ne veut pas imposer son propre projet* », mais elle cherche à « *contribuer à l'élaborer et à le réaliser avec les autres* », parce qu'elle « *ne vise pas un intérêt particulier, mais le bien commun* ».

Ce message fait évidemment référence à tous les conflits de la planète mais il vise sans ambiguïté ceux qui ont enclenché la guerre qui enflamme le Moyen-Orient. Relativement discret sur ce sujet, jusqu'à la guerre déclarée par les États-Unis et Israël à l'Iran, le 28 février, Léon XIV, citoyen américain né à Chicago il y a soixante-dix ans, marque ainsi une désapprobation formelle et publique face à son pays d'origine, même s'il ne nomme pas son pays ni son président.



Dimanche, à Rome, le pape Léon XIV salue la foule depuis le grand balcon des bénédictions de la place Saint-Pierre.

REMO CASILLI / REUTERS

Léon ne va toutefois pas jusqu'à qualifier ce conflit d'« *injuste* » ou comme ne répondant pas aux critères d'une « *guerre juste* ». C'est pourtant cette critique explicite que la plupart des évêques américains formulent actuellement à l'adresse du président Trump et à propos du conflit en Iran. Critique publique encouragée, en arrière-plan, par le pape américain, qui a affirmé dès le début du pontificat qu'il n'entrerait pas dans les affaires de son pays d'origine, sinon à travers l'épiscopat des États-Unis. Les catholiques américains ont un poids politique certain bien que beaucoup vivent actuellement un dilemme de loyauté et de conscience entre leur appartenance nationale et leur identité catholique.

Dimanche, le pape n'a pas passé en revue la géopolitique guerrière de la planète pour demander, encore et encore, la paix. Il a concentré ce message urbi et orbi de Pâques sur la guerre et la paix et ses racines humaines et spirituelles. Sur ce registre, plus théologique, il a rappelé le sens de cette approche chrétienne des conflits. Si « *Pâques est une victoire : celle de la vie sur la mort, de la lumière sur les ténèbres, de l'amour sur la haine* », elle a un « *prix très élevé* », celui de « *la mort sur une croix* » du Christ, « *Fils du Dieu vivant* », après « *une injuste condamnation* » et des « *tortures* ».

« Que ceux qui ont des armes en main les déposent! Que ceux qui ont le pouvoir de déclencher des guerres choisissent la paix! »

Léon XIV

Mais « *comment Jésus a-t-il vaincu?* », demande Léon XIV. « *Quelle est la force avec laquelle il a vaincu une fois pour toutes l'ancien adversaire, le prince de ce monde?* », c'est-à-dire le diable, dans la tradition chrétienne. Réponse : « *Cette force, cette puissance, c'est Dieu lui-même, amour qui crée et donne la vie, amour fidèle jusqu'à la fin, amour qui pardonne et rachète.* » Ainsi « *ce "roi victorieux" a mené et remporté son combat dans un abandon confiant en la volonté du Père* », Dieu, selon la théologie chrétienne. « *Il a ainsi parcouru jusqu'au bout le chemin du dialogue, non pas en paroles mais en actes.* »

Le « *dialogue* », telle est la voie royale que prône l'Église, qui accepte le recours à la force armée, mais seulement en cas de défense légitime. Et seulement en dernier recours, après que toutes les négociations diplomatiques

possibles ont échoué. Ajoutant une dernière condition importante : la mesure et la proportion entre le feu de l'agresseur et le feu de celui qui défend son pays.

Dernière dimension de ce premier message pascal de Léon XIV, qu'il avait déjà exprimé, le week-end dernier à Monaco et à Rome : la lutte contre l'indifférence face à la guerre. « *Nous nous habitons à la violence, nous nous y résignons et nous devenons indifférents. Indifférents à la mort de milliers de personnes. Indifférents aux répercussions de haines et de divisions que les conflits sèment. Indifférents aux conséquences économiques et sociales qu'ils engendrent et que chacun ressent pourtant.* » Il a alors cité son prédécesseur, François, et sa fameuse formule de la « *mondialisation de l'indifférence* », reprenant en cette fête chrétienne sa dernière phrase publique, au même lieu et au même endroit, lors de la fête de Pâques 2025, il mourrait le lendemain matin : « *Que de volonté de mort nous voyons chaque jour dans les nombreux conflits qui touchent différentes parties du monde!* »

Mais pour le milliard quatre cents millions de chrétiens qui habitent la planète, c'est avant tout la fête de Pâques et « *nous avons besoin aujourd'hui de ce chant d'espérance. C'est à nous, ressuscités avec le Christ, qu'il revient de le porter dans les rues du monde* », a-t-il lancé à la fin de l'homélie de la messe du matin. Un enseignement spirituel réaffirmé avec force dans le message urbi et orbi qui suivait cette célébration : « *À la lumière de Pâques, laissons-nous émerveiller par le Christ! Laissons son immense amour changer notre cœur! (...) La résurrection qui nous rappelle que le mal n'a pas le dernier mot, car il a été vaincu par le Ressuscité.* »

Sous le soleil, avant de souhaiter en plusieurs langues, dont le français, « *Joyeuses Pâques! Portez à tout le monde la joie de Jésus ressuscité et présent parmi nous* » à une foule estimée à 50 000 personnes et devant les télévisions du monde entier, Léon XIV pouvait donc conclure : « *La paix que Jésus nous donne n'est pas celle qui se limite à faire taire les armes, mais celle qui touche et transforme le cœur de chacun! Convertissons-nous à la paix du Christ! (...) En ce jour de fête, abandonnons toute volonté de querelle, de domination et de pouvoir, et implorons le Seigneur pour qu'il accorde sa paix à ce monde endeuillé par les guerres et marqué par la haine et l'indifférence qui nous font nous sentir impuissants face au mal.* » ■

LES CROISIÈRES LE FIGARO

Golf & Pro-Am

Des Canaries à la côte andalouse

> DU 25 MARS AU 4 AVRIL 2027

> avec Bernard PASCASSIO

Mettez le cap vers les îles Canaries jusqu'aux rivages andalous en faisant escale le long du littoral marocain. Jouez six somptueux parcours en formule Pro-Am ou en Loisir : Tecina, Abama, Lanzarote, Mazagan, La Reserva et La Hacienda.

OFFRE EARLY BOOKING*

CROISIÈRE

À bord du Dumont d'Urville
11 jours/10 nuits

à partir de 7 020 €**

Forfait Pro-Am : 4 100 €
Forfait Loisir : 2 700 €

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS

01 57 08 70 02

lesvoyages.fr

* Offre premiers inscrits. ** Tarif Early Booking par personne sur la base d'une occupation double en cabine Deluxe, taxes portuaires incluses. Il varie en fonction des disponibilités de la croisière et peut être modifié sans préavis. Document non contractuel. Droits réservés. Crédit photo : Shutterstock.

Trump tente d'exploiter l'incroyable sauvetage des pilotes américains tombés en Iran

Adrien Jaulmes Correspondant à Washington

L'opération est un succès, mais la perte de plusieurs appareils indique que l'Iran détient encore des moyens antiaériens.

Le deuxième aviateur de l'appareil américain abattu vendredi a été recueilli lors d'une opération d'extraction complexe et risquée longue de 48 heures lancée en plein territoire iranien. L'épisode illustre de nouveau le professionnalisme des forces américaines, mais relative les déclarations du président Donald Trump sur la destruction complète des capacités militaires de l'Iran.

L'appareil, un F-15 Eagle, avait été abattu vendredi dans le sud-ouest de l'Iran. Les deux membres de l'équipage avaient réussi à s'éjecter. Une opération de sauvetage avait été immédiatement lancée, et des commandos hélicoptères américains envoyés en plein territoire iranien, alors que Téhéran déployait ses forces pour tenter de les capturer avant eux.

Le premier aviateur, le pilote, a été recueilli dès vendredi. Le second, l'officier en charge des systèmes d'armes, a mis plus longtemps à être localisé, puis secouru. Selon les rapports encore fragmentaires, l'officier, blessé, aurait réussi à activer sa balise de détresse et à échapper aux forces iraniennes lancées à sa recherche en se cachant dans une anfractuosité rocheuse dans la chaîne montagneuse des Zagros.

Les Américains auraient engagé dans l'opération de sauvetage des dizaines d'aéronefs : hélicoptères Black Hawk et C-130 Hercules transportant les forces spéciales chargées de l'extraction, avions de ravitaillement, hélicoptères et avions d'appui pour bombardier les routes et tenir à l'écart les forces iraniennes. L'officier blessé aurait finalement été secouru par une équipe des Navy SEALs près de la ville de Dehdasht, dans le district de Kohgiluyeh, dans le sud-ouest de l'Iran.

D'après le site Axios, la CIA aurait mené parallèlement une vaste opération de diversion en faisant croire que le pilote était en train d'être exfiltré par voie terrestre ou maritime. Un aéroport de fortune aurait aussi été utilisé par les Américains comme base temporaire de ravitaillement au sud d'Ispahan. Deux Black Hawk auraient été touchés, mais ont pu terminer leur mission. Les forces américaines auraient perdu un ou deux C-130, abandonnés à cause de problèmes techniques et détruits sur place, et deux petits hélicoptères AH-6 Little Bird, appartenant au 160^e régiment d'aviation des opérations spéciales, les Night Stalkers.

L'Iran a diffusé les images des carcasses des appareils en revendiquant leur destruction. Plusieurs gardiens de la révolution auraient aussi été tués.

Prouesses des commandos

Donald Trump a célébré le succès de l'opération dimanche matin par un message triomphal. « ON L'A RETROUVÉ ! Chers compatriotes, au cours des dernières heures, l'armée américaine a mené à bien l'une des opérations de recherche et de sauvetage les plus audacieuses de l'histoire des États-Unis, pour l'un de nos incroyables officiers, qui se trouve également être un colonel très respecté, et dont je suis ravi de vous annoncer qu'il est désormais SAIN ET SAUF ! », a écrit Trump. « Ce courageux guerrier se trouvait derrière les lignes ennemies, dans les montagnes traîtresses d'Iran, traqué par nos ennemis qui se rapprochaient de plus en plus d'heures en heure. » « Mais il n'a jamais été vraiment seul car son commandant en chef, le secrétaire à la Défense, le chef d'état-major interarmées et ses compagnons d'armes surveillaient sa position 24 heures sur 24 et planifiaient avec diligence son sauvetage. Sur mes instructions, l'armée américaine a envoyé des dizaines d'appareils, armés des armes les plus meurtrières au monde, pour le récupérer. Il a été blessé, mais il s'en sortira très bien. »

Le président américain a présenté le succès de l'opération de sauvetage comme la preuve de la supériorité militaire des États-Unis sur l'Iran, alors que la guerre entre dans sa sixième semaine. « Le fait que nous ayons pu la mener à bien sans qu'un seul Américain ne soit tué, ni même blessé, prouve une fois de plus que nous avons atteint une supériorité et une supériorité aériennes écrasantes dans le ciel iranien. C'est un moment dont TOUS les Américains, républicains, démocrates et tous les autres, devraient être fiers et autour duquel ils devraient s'unir. »

Mais l'incident indique aussi que l'Iran dispose toujours de moyens de défense antiaérienne. Et que si les États-Unis et Israël disposent de la supériorité aérienne qui leur permet d'opérer partout au-dessus de l'Iran, ils n'ont pas atteint la supériorité aérienne, leur permettant de le faire sans risque. Dans son discours du 1^{er} avril, le président américain avait déclaré que l'Iran « n'a plus aucun équipement antiaérien. Leurs radars sont dé-

Dimanche, les médias iraniens ont diffusé des images de carcasses d'appareils américains détruits.

truits à 100 %. En tant que force militaire, nous sommes irrattrapables. » Le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, avait annoncé la semaine dernière que la destruction des défenses antiaériennes iraniennes allait permettre d'envoyer en mission au-dessus de l'Iran des bombardiers B-52, particulièrement vulnérables.

Vendredi, un deuxième appareil américain, un avion d'attaque au sol A-10 avait été touché par un missile sol-air iranien au-dessus du détroit d'Ormuz. Le pilote aurait réussi à voler jusqu'à l'espace aérien koweïtien avant de s'éjecter et d'être secouru.

Les prouesses des commandos américains viennent d'éviter à Trump le développement désastreux qu'aurait été la capture des pilotes. Il a fait de l'épisode un nouveau triomphe personnel. Il a annoncé une conférence de presse lundi avec des membres des forces armées. Le président américain a reporté de 24 heures son ultimatum à l'Iran pour rouvrir le détroit d'Ormuz, le repoussant à mardi soir. Il a renouvelé ses menaces dans un langage peu diplomatique. « Mardi, ce sera à la fois la Journée des centrales électriques et la Journée du pont en Iran. Il n'y aura rien de comparable!!! Ouvrez ce

putain de détroit, bande de fous furieux, ou vous allez vivre un enfer - VOUS ALLEZ VOIR! Loué soit Allah. »

Mais il s'est aussi dit confiant dans le fait qu'un accord soit trouvé. « Je pense qu'il y a de bonnes chances pour demain, ils sont en train de négocier », a-t-il déclaré dans un entretien au téléphone avec la chaîne Fox News. « Si l'Iran ne parvient pas à conclure un accord... vous verrez des ponts et des centrales électriques s'effondrer partout dans leur pays... S'ils ne concluent pas d'accord rapidement, je vais tout faire sauter et m'emparer du pétrole. » ■



Ali Vaez : « Le conflit est devenu plus difficile à résoudre. »

Le directeur du projet Iran à l'International Crisis Group estime que, bien que considérablement affaibli, le régime iranien n'a pas intérêt à engager des négociations tant que le coût de la guerre n'est pas suffisamment élevé pour les États-Unis.

LE FIGARO. - Le président américain a annoncé dans son discours du 1^{er} avril que le conflit touchait à sa fin, mais il a depuis répété son ultimatum si l'Iran ne rouvre pas le détroit d'Ormuz : qu'est-ce que cela signifie pour la suite du conflit ?

ALI VAEZ. - Ce discours ne contenait aucune information nouvelle. Le président américain l'a prononcé pour rassurer ses électeurs, parmi lesquels le soutien à l'effort de guerre est en baisse. Si l'on regarde les actions américaines plus que les déclarations du président, et notamment l'envoi de forces terrestres, il est tout à fait possible que Trump cherche à porter un coup supplémentaire à l'Iran afin d'essayer de modifier l'équilibre du conflit, ou d'obtenir au moins un symbole victorieux. Mais on a du mal à imaginer ce que cela pourrait être. L'engagement de forces terrestres risque d'aggraver cette crise et d'en augmenter à la fois le coût et les risques. Et surtout, la fin de la guerre dépend de l'Iran, qui ne va pas, cette fois-ci, permettre à Trump de décréter un cessez-le-feu unilatéral.

Où en sont les négociations ?

Il n'y a pour le moment aucune négociation directe à aucun niveau. La position de principe de l'Iran est de ne pas négocier avec les États-Unis tant que les bombardements continuent. Toute déclaration contraire n'est qu'une illusion. Il y a des échanges de messages par l'intermédiaire des médiateurs. Mais les Iraniens n'ont même pas répondu à la proposition qui leur a été envoyée la se-

maine dernière par les Saoudiens, les Égyptiens, les Turcs et les Pakistanais, avec la bénédiction de la Chine.

Que veut Téhéran ?

Les Iraniens veulent que le coût de la guerre soit suffisamment élevé pour que les États-Unis ne soient pas tentés de recommencer, ou de permettre à Israël de recommencer. Ils estiment que, sans cette dissuasion, il serait pour eux dangereux d'accepter un cessez-le-feu. Ils se retrouveraient alors dans un conflit gelé, avec leurs infrastructures détruites, leurs capacités militaires considérablement affaiblies, toujours soumis aux sanctions et sans aucune ressource pour leur reconstruction, sans compter la perspective d'être bombardés de nouveau dans six mois ou un an. Or ce niveau n'a pas encore été atteint, et c'est l'une des raisons pour lesquelles les Iraniens ne sont pas intéressés par des négociations. Une autre raison est qu'il n'y a aucun signe que Trump soit prêt à accepter un accord dans lequel les Iraniens obtiendraient quoi que ce soit. Ils considèrent par conséquent qu'il vaut mieux pour eux poursuivre un conflit ouvert que de chercher à le geler.

Les négociations sont donc devenues plus complexes qu'avant la guerre ?

Oui, puisque les Iraniens exigent à présent de garder le contrôle du détroit d'Ormuz au-delà de la fin des hostilités. Comme ils ne voient aucune perspective que l'Administration Trump allège de façon significative les sanctions, ils voient la perception de droits de transit dans le détroit comme un moyen de financer leur reconstruction.

En quoi le régime a-t-il changé depuis le début de la guerre ?

Le régime n'a pas changé. Sa direction a changé, mais pour le pire. Tout ce que Trump a obtenu, c'est de modifier l'équi-

libre des pouvoirs à la tête du régime. Alors que les gardiens de la révolution étaient jusqu'alors subordonnés au guide suprême, son successeur est à présent subordonné aux gardiens de la révolution, puisqu'il leur doit sa position. De plus, les personnages désormais aux commandes sont les plus bellicistes, ceux qui ont joué un rôle significatif dans la répression intérieure et les agressions à l'étranger. Cette nouvelle équipe est nettement plus intransigente que celle qui était au pouvoir il y a quelques semaines. Donc Trump a raison en disant que le régime a changé, mais ce n'est pas pour le mieux.

Quelle issue envisager ?

L'Iran a déjà payé un prix astronomique dans ce conflit, et il lui faudra des années, voire des décennies pour s'en remettre. Le coût pour Israël et les États-Unis n'a pas encore atteint un niveau intolérable, mais cela peut changer si la guerre se prolonge ou s'intensifie, si les États-Unis envoient des troupes sur le terrain et subissent des pertes, ou si les infrastructures énergétiques en Iran ou dans le reste de la région sont touchées et que le prix du pétrole dépasse les 200 dollars le baril. Le calcul optimiste d'Israël et des États-Unis est de continuer à affaiblir les capacités de l'Iran, en espérant que le régime s'effondre ou implose, ou se transforme en État en faillite, qui cesse de représenter une menace pour Israël. Mais, même affaibli, le régime iranien n'a pas besoin de grand-chose pour exercer une pression sur le détroit d'Ormuz. Il leur suffit d'un ou deux drones par jour pour perturber le trafic maritime. Comme l'ont montré les houthistes au Yémen, ceux-ci n'ont pas besoin d'être lancés depuis la côte et peuvent être lancés depuis l'intérieur des terres. Les Iraniens ne vont pas céder tant qu'ils n'auront pas obtenu ce qui est, de leur point de vue essentiel à leur survie, à savoir une source de revenus.

C'est-à-dire le détroit d'Ormuz, comme une prise d'otage stratégique ?
Oui, c'est ce que font parfois les États faibles pour survivre. La survie du régime est en jeu. Le fait que l'Iran soit tellement plus faible qu'Israël et les États-Unis ne signifie pas qu'il n'a pas d'options. Ce qui est ironique est que le régime est désormais plus fort qu'au début de la guerre, car il s'est rassemblé autour de ses éléments les plus radicaux. Il a militarisé la sphère interne, ses opposants ont été réprimés, sa base a été dynamisée, et il a découvert une arme de dissuasion avec le détroit d'Ormuz. Les autres options lui sont aussi encore ouvertes, car il a toujours la possibilité de se doter de l'arme nucléaire, et la capacité de reconstituer son programme de missiles. Il a aussi démontré que ses mandataires dans la région peuvent encore amplifier sa capacité à projeter sa puissance, comme avec les houthistes. Et chaque fois que Trump profère des menaces, il aide le régime, en validant le discours des extrémistes, mais aussi en aliénant de nombreux Iraniens patriotes qui détestent le régime mais n'apprécient pas que leur pays soit bombardé.

Les conditions de négociation sont encore pires qu'avant ?

Oui, car les Iraniens ne vont pas se montrer enclins à plus de concessions, mais risquent d'augmenter leurs revendications. Ils font moins confiance que jamais aux États-Unis, et c'est pourquoi ils demandent des garanties, comme l'intervention de la Chine. Le conflit est devenu plus difficile à résoudre. Mais il n'y a pas d'autre solution que diplomatique, ce qui nécessitera beaucoup de patience et beaucoup de concessions de part et d'autre, deux choses qui manquent beaucoup en ce moment. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ADRIEN JAULMES

L'Allemagne face à la menace des « agents jetables » venus de l'Est

David Philippot Berlin

Les services secrets russes recrutent des délinquants pour monter des opérations d'espionnage à bas coût mais à haut risque.

L'Allemagne a fait l'objet en 2025 de 321 « cas suspects de sabotage guidés par un État », selon le bilan de la police criminelle (BKA). C'est presque un par jour, sans compter les survols de drones. La police ne reste pas inactive face à cette menace.

Mais les dernières interpellations semblent traduire une montée en gamme des opérations de déstabilisation menées sur le sol allemand. Une Roumaine et un Ukrainien sont ainsi en détention, poursuivis pour avoir espionné le directeur d'une usine bavaroise. Sa société exporte des drones et des pièces d'armement vers l'Ukraine. Un autre suspect, Vitalii M., a également été écroué la semaine dernière, après avoir documenté l'emploi du temps d'un ex-combattant ukrainien, réfugié à Olpe (Rhénanie-du-Nord-Westphalie). Les enquêteurs cherchent à établir que ces suspects menaient des opérations de repérage en vue d'homicides commandités par la Russie.

Pour la première affaire, les services de sécurité ont reçu, dès la mi-décembre, des informations concernant une menace potentielle pesant sur le fabricant de drones. Des policiers ont interpellé un certain Sergey N. à proximité du domicile de l'entrepreneur, alors qu'il prenait des photos avec son portable. Les conversations trouvées dans son téléphone ont montré qu'il était en contact avec au moins un commanditaire en Russie, lequel serait un membre du GRU, le service de renseignement militaire russe. Relâché, Sergey N. s'est enfui en

Espagne, où il a été à nouveau arrêté. Selon les informations du *Spiegel*, les espions russes avaient alors contacté une autre personne, Alla S., via la messagerie Telegram, pour le remplacer.

Un procès se déroule depuis la mi-mars devant le tribunal de Stuttgart, où trois Ukrainiens sont jugés pour avoir mené des préparatifs en vue d'attentats à l'explosif. L'enquête a mis en évidence leurs profils d'agents jetables. Le mode opératoire des services secrets russes, leurs méthodes pour recruter, manipuler et diriger ces « petites mains » viennent d'être révélées dans le détail par des médias allemands. La radio publique et le journal *Süddeutsche Zeitung* ont eu accès aux conversations sur la messagerie Telegram entre un certain « Lucky Strike » et ses interlocuteurs disséminés dans les pays européens. Un post critique sur l'Ukraine ou pro-Poutine incitait le ou les instigateurs cachés derrière ce faux profil à prendre contact.

« Propension accrue au risque »

Les révélations de la presse allemande offrent une plongée dans l'univers de ces espions à la petite semaine, chargés d'organiser des « groupes de partisans » afin de repérer des convois ferroviaires ou l'activité de bases militaires. Pris au jeu, de petits délinquants réclament, comme le Londonien Dylan E., 4 000 dollars pour incendier un entrepôt ou espionner un militaire britannique. Son officier traitant réclame des photos en guise de preuve ou le tance quand ce dealer prend des initiatives sans son feu vert. La communication est brutalement interrompue après que



Dylan E. a été mis hors d'état de nuire. Les comptes et les groupes suivis par les médias sur la messagerie russe ont depuis été désactivés sur Telegram. En février, le ministre russe du Numérique a officiellement fait part de sa méfiance à l'égard de cette plateforme, affirmant que des services de renseignements étrangers pouvaient désormais y lire les conversations.

« Une fois arrêtés, les « agents » de ces opérations low cost sont littéralement abandonnés à leur sort », explique Hans-Jakob Schindler, directeur du Centre international de contre-terrorisme (ICCT). L'activité de ces apprentis espions a servi de parade aux services

russes après l'expulsion par les États européens, depuis 2022, de centaines d'espions déguisés en diplomates.

Mais une nouvelle phase est à l'œuvre, selon certains professionnels du renseignement. Les services secrets lituaniens avertissent que le GRU chercherait désormais à enrôler des criminels plus expérimentés. Sinan Selen, chef du service de renseignement intérieur allemand (Verfassungsschutz), a récemment mis en garde contre une « propension accrue au risque » des opérations de déstabilisation. Hans-Jakob Schindler fait remarquer que les services russes avaient déjà mis un contrat sur la tête d'Armin Papperger, le

PDG de Rheinmetall. « À défaut de rapporter des victoires décisives sur le front, la Russie fait preuve d'une volonté continue de vouloir affaiblir l'ennemi. Sabotage d'infrastructures, tentatives d'assassinat, cyberattaques : ils jouent sur tout le répertoire de la guerre hybride pour affaiblir l'Allemagne, plateforme logistique de l'Otan et premier soutien en armement de l'Ukraine », affirme-t-il. L'expert en terrorisme rappelle que l'allié iranien a déjà eu recours au service d'un criminel chevronné. En 2022, un motard des Hells Angels, d'origine iranienne, avait mis le feu, moyennant finances, à une école juive et tiré sur le domicile d'un rabbin en Rhénanie. ■

Ioulia Galiamina : « Changer la Russie implique d'agir ici et maintenant, au niveau

Propos recueillis par
Alain Barluet
Correspondant à Moscou

Privée de la possibilité d'enseigner à l'université, déchue de son mandat d'élue locale à Moscou et reconnue « agent de l'étranger », cette figure de l'opposition restée en Russie est l'une des rares à s'exprimer publiquement. Elle réclame un arrêt immédiat des combats en Ukraine.

LE FIGARO. - Vous avez été femme politique et enseignante à l'université. Que faites-vous aujourd'hui, après avoir été réprimée par le pouvoir ?
IOULIA GALIAMINA. - Je me considère toujours comme une femme politique. Je m'occupe toujours de projets, mais je ne peux pas le faire publiquement, ni rentrer ici dans les détails, car j'ai été désignée comme un « agent étranger ». J'aide des militants et des communautés qui s'engagent dans la vie publique et œuvrent pour le bien commun. Je ne peux pas être en première ligne ; je travaille en coulisses : j'aide, je forme, je conseille...

En tant qu'« agent étranger » conservez-vous une marge de manœuvre ?

Gagner sa vie est pratiquement impossible. Les possibilités d'emploi officiel sont minimes. Le taux d'imposition pour les « agents étrangers » est très élevé : 30 % de l'impôt sur le revenu. Et d'ailleurs, qui souhaiterait recruter un « agent de l'étranger » ? Mes droits au travail sont bafoués et mes droits politiques aussi. En politique, il m'est interdit de me présenter aux élections, de rejoindre

l'équipe de campagne d'un candidat ou de soutenir officiellement qui que ce soit... Avec ce statut, dont je suis frappée depuis septembre 2022, le pouvoir a tenté de m'effacer complètement. Il faut dire qu'en 2020, j'ai fait l'objet d'une procédure pénale pour participation à l'organisation de manifestations contre la réforme constitutionnelle (permettant à Poutine de rester au pouvoir jusqu'en 2036, NDLR). J'ai écoupé d'une peine de deux ans avec sursis, ce qui a restreint toutes mes activités publiques.

Et pourtant vous restez déterminée à agir ?

Bien sûr, mais il ne faut surtout pas en parler. Dans notre pays, les autorités s'attachent avant tout à la forme : si rien n'est visible, c'est que rien ne se passe et que tout va bien. Personne n'ira creuser. Les Russes, dans leur grande majorité, ne soutiennent ni la répression, ni l'autoritarisme, ni la guerre ; ils font juste semblant.

Actuellement, ce sont surtout les blocages de l'internet qui irritent les Russes...

Oui, le mécontentement populaire grandit : les prix augmentent, les conditions de vie se dégradent... Et les élections à la Douma se tiendront en septembre prochain. Pour les dirigeants, tous les maux viennent des réseaux sociaux. Mais en les interdisant les uns après les autres, (WhatsApp, Telegram...), ils ne font qu'attiser le mécontentement. Les entreprises en souffrent ; les gens simples aussi - par exemple, ceux qui prennent leurs rendez-vous médicaux en ligne... D'abord, les pouvoirs nous ont forcés à entrer dans ce « goulet numérique », et maintenant ils nous en expulsent.

Comment les gens peuvent-ils exprimer leur mécontentement ?

C'est très difficile. La seule chose qui fonctionne, c'est l'action collective : recueillir des signatures, poster des messages vidéo... Cela ne garantit pas le résultat. Mais on sent que les autorités hésitent, elles avancent d'un pas, puis reculent... Par exemple, non loin d'ici (dans un quartier du nord de Moscou, NDLR), il y a une maison centenaire. Il y avait le projet de la démolir et de construire une grande tour à la place. C'était en 2023, déjà durant la guerre. Nous avons recueilli quatre mille signatures contre la démolition, sans organiser de manifestations. Nous faisons des séances de peinture en plein air dans le parc, en dessinant cette maison... Les fonctionnaires ont



Je dirais à Poutine : « Il est inutile de rechercher à imposer ce que vous qualifiez de « juste » par la force et la violence car cela ne mène qu'à davantage de victimes »

Ioulia Galiamina
Figure de l'opposition à Vladimir Poutine

finalement fait marche arrière. La maison est toujours là. Partout dans le pays, des gens agissent et obtiennent parfois des résultats : ils organisent des collectifs, des groupes... Certaines choses marchent, d'autres non.

Peut-on, de cette façon, obtenir un vrai changement politique ?

Si vous protestez radicalement et frontalement, vous vous heurterez à une forte réaction des autorités. Et cela se termine par l'émigration, la mort, la prison... J'ai commencé à étudier la philosophie précisément parce que j'ai compris que nous ne savions pas comment agir. Comment faire pour permettre le changement nécessaire ? Nous partons du concept philosophique d'« événement politique mineur », c'est-à-dire un événement qui se produit ici et maintenant, et qui entraîne un changement dans certains lieux, sur certains sujets. C'est ainsi que se transforme le tissu social, les expériences, les habitudes et le quotidien des gens.

Quelques exemples concrets ?

En Russie, différentes communautés peuvent se réunir, discuter de différents domaines, parler de l'avenir... Je connais un groupe qui s'appelle le club Vert : les gens y parlent de bouteilles de fleurs mais lisent aussi des livres de philosophie. Ils participent à des campagnes pour la défense de l'environnement, militent pour le tri des déchets, organisent des conférences publiques... Les gens se regroupent, échangent et cherchent un nouveau sens à leur vie. Ils ne font rien de radical mais s'impliquent en tant que citoyens. Avec une association de quartier, nous essayons de protéger la forêt. Nous écrivons aux instances gouvernementales et planifions des actions communes.

On ne change pas le système par des actions radicales, qui mènent souvent à des violences majeures, mais en modifiant de petites habitudes politiques quotidiennes. Il faut essayer d'élargir des « bulles de liberté », où se créent des alternatives politiques. Le pouvoir nous en empêche ; il faut se relever et continuer.

Mais dans l'ensemble, aujourd'hui, les Russes ne souhaitent pas s'impliquer dans la grande politique. Ils veulent que quelqu'un prenne les décisions à leur place et que les autorités leur permettent de vivre tranquillement. Le programme nucléaire iranien ne les inquiète pas ; de même que le régime nazi ukrainien dont parle le pouvoir. Seuls 7 à 10 % de la population s'en soucient. Cependant, beaucoup plus souhaitent participer à la gouvernance au niveau local et à la solution des problèmes qui les concernent directement : comment empêcher un oligarque de bloquer l'accès à la rivière en y construisant sa maison, comment interdire l'installation d'une décharge à côté de chez soi, comment empêcher la construction d'une église dans un parc public, ou empêcher la fermeture d'une église là où elle est nécessaire...

Comment, selon vous, mettre fin à la guerre en Ukraine ?

La Russie, l'Ukraine et les Européens ont chacun leur vision particulière de ce qui est « juste ». Je propose d'abandonner cette « théorie de la guerre juste », au profit du pacifisme, pour donner la priorité à la vie des gens plutôt qu'aux frontières et aux territoires. Je dirais à Poutine : il est inutile de rechercher à imposer ce que vous qualifiez de « juste » par la force et la violence car cela ne mène qu'à davantage de victimes. La seule chose à faire est

Menaces, promesses : l'armée russe convoite les étudiants

C'est arrivé un jour où Maria Kirsanova est sortie de ses gonds. Devant des étudiants manifestement réticents à s'engager pour défendre le pays, la directrice de l'Institut technologique des transports de Novossibirsk, en Sibérie occidentale, n'a pas mâché ses mots. « Les gars, la patrie l'exige, il faut y aller. Vous nous demandez : "Est-ce qu'on va revenir dans un cercueil en zinc ?" Mais pourquoi avez-vous peur ? Et qui va nous protéger ? », s'est-elle indignée. « Vous êtes tous des lâches », a fini par s'emporter la directrice. « Prendre de la drogue ne vous inquiète pas et vous ne craignez pas d'aller en prison pour quinze ou vingt ans, mais quand il s'agit de défendre la patrie, vous calez ! », a-t-elle ajouté. Filmée à l'insu de cette fonctionnaire zélée, la scène a largement alimenté les réseaux sociaux, en février dernier.

L'arbre cachait une abondante forêt : une campagne massive, et musclée, menée actuellement dans les universités russes afin de recruter un maximum d'étudiants pour participer à la guerre contre l'Ukraine. En décembre dernier, Vladimir Poutine a déclaré que 410 000 Russes avaient signé un contrat avec l'armée en 2025. Mais les pertes dans ses rangs sont énormes, évaluées au total à plus de 300 000 morts, selon des sources occidentales. Pour pallier cette hémorragie, on estime à 35 000 les recrutements nécessaires chaque mois. Par ailleurs, en décembre dernier, pour s'adapter au nouveau visage de cette guerre - caractérisée par l'omniprésence des drones -, le ministère de la Défense a mis en place une branche des forces armées regroupant les troupes de systèmes sans pilote (TSSP).

Auparavant, les opérateurs de drones étaient affectés à d'autres spécialités : artilleurs, personnel de reconnaissance, spécialiste des communications. Ils ont désormais un statut officiel, leur structure et un système de gestion propre, centralisant la formation, la logistique et l'utilisation des drones sur le champ de bataille. La défense russe prévoit de recruter 78 000 hommes et femmes avant la fin de cette année, parmi lesquels 58 000 étudiants. Vingt mille personnes supplémentaires devraient par ailleurs être incorporées à ces nouvelles unités, par la conversion de conscrits et de militaires d'active en personnels contractuels. L'effectif cible a été fixé à 165 000 hommes, âgés de moins de 35 ans pour les opérateurs de drones.

L'« opération spéciale du recrutement » a donc été promptement engagée. Selon le site d'information Viortska (« Mise en page », en russe) des événements sur ce thème ont déjà été organisés dans plus de deux cents établissements d'enseignement supérieur et universités du pays. Expositions de photos et de matériels, « réunions d'information », « ateliers de motivation » animés par des vétérans, projection de films patriotiques, conférences et même entretiens individuels : les autorités ne lésinent pas sur les moyens pour attirer les candidats. Avec, à la clef, la signature d'un contrat d'un an contre un bon salaire, la possibilité pour certains de retrouver après leur place à l'université, voire l'obtention directe d'un diplôme et la vague « promesse » que les intéressés ne seront pas envoyés en première ligne.

Une brochure du ministère de la Défense a été distribuée aux recteurs universités, expliquant comment inciter les étudiants à s'engager dans les forces de drones en leur vantant divers « avantages », pécuniaires ou académiques

Une brochure du ministère de la Défense a été distribuée aux recteurs universités, expliquant comment inciter les étudiants à s'engager dans les forces de drones en leur vantant divers « avantages », pécuniaires ou académiques, indique Artiom Klyga, un avocat, défenseur des objecteurs de conscience, qui a quitté le pays. Selon Groza, un média en ligne bloqué en Russie spécialisé sur les questions d'enseignement, les établissements d'études supérieures rivalisent d'ingéniosité pour conduire les étudiants à signer des contrats avec l'armée. Dans des universités réputées, à Moscou et à Saint-Petersbourg, les candidats se voient ainsi proposer la gratuité de la scolarité (à l'issue de leur contrat), un

accès illimité aux soins médicaux et aux centres de loisirs universitaires, des bourses spéciales, ou encore une inscription en master ou en doctorat sans concours...

Des « quotas » auraient également été imposés à certaines universités qui auraient établi des listes d'étudiants « bons pour le service ». À Vladivostok, Marina Barinova, ancienne conseillère de l'ex-recteur de la prestigieuse université fédérale d'Extrême-Orient (FEFU) a révélé que l'administration avait répertorié 267 jeunes hommes susceptibles d'être envoyés au front (sur un effectif total de 7250 étudiants). Parmi ceux-ci, 32 devaient partir combattre en février dernier, une information que l'université n'a pas confirmée.

Diverses sources ont aussi témoigné des stratagèmes et de la pression des autorités pour étoffer les listes de recrutement. Une épée de Damoclès pèserait ainsi sur la tête des étudiants ayant un niveau jugé insuffisant. À Kazan, un groupe d'étudiants de l'université de l'Innovation a été convoqué sans explication préalable, selon des témoignages rapportés par Groza. La directrice, Ioulia Khadioullina, leur aurait annoncé tout de go qu'ils étaient « renvoyés » de l'établissement. Mais un représentant du ministère de la Défense présent dans la salle et qui s'est présenté comme étant « Andreï » aurait alors proposé à ces mêmes étudiants de pouvoir réintégrer l'université, s'ils signaient un contrat avec l'armée...

« Andreï » aurait assuré à ces « volontaires » qu'ils ne quitteraient pas leur future unité, basée à Ieisk, dans le district de Krasnodar, c'est-à-dire loin du front. « Nous n'envoyons personne à la SVO », (l'« opération militaire spéciale » en Ukraine) aurait aussi déclaré, main sur le cœur, la directrice Ioulia Khadioullina. D'après Viortska, les recruteurs insisteraient, lors des entretiens individuels, pour répondre aux inquiétudes des étudiants et de leurs parents, assurant que les recrues seraient en sécurité « à l'abri dans un bunker à au moins 70 km du front... »

Roman, un étudiant à l'université d'État de Voronej, dans l'ouest de la Rus-

sie, raconte, lui aussi, avoir été mis au pied du mur. Avec d'autres camarades, il s'est vu proposer le marché suivant : « Vous avez deux options, soit vous êtes renvoyés pour vos mauvais résultats et donc, n'étant plus étudiant, vous rejoignez l'armée pour faire votre service militaire ; soit vous signez un "contrat spécial" avec nous. Nous vous dispensons d'études pour un an et vous pourrez vous la couler douce pour deux millions de roubles (environ 230 000 euros). À votre retour, nous vous remettrons un diplôme avec mention... »

Rien de tout cela n'est assuré, objectent des sources critiques qui ont disséqué textes et règlements. En réalité, le « contrat spécial » évoqué par les recruteurs pour servir dans des unités de drones serait un contrat standard du ministère de la Défense. Comme tout autre contrat, il est à durée indéterminée, tant que la « mobilisation partielle » décrétée en septembre 2022 reste en vigueur, affirme Viortska.

« Personne ne parle du fait que les opérateurs de drones sont en première ligne, ils accompagnent les équipes d'évacuation et sont en tête des groupes d'assaut. Les opérateurs de drones sont la cible numéro un »

Un acteur de terrain

Seule nouveauté concernant ce document, un avenant relatif à l'affectation au sein des systèmes sans pilote. C'est cet avenant qui mentionne la possibilité d'être libéré après un an de service. Par ailleurs, une note en bas de page indique que la signature du fameux contrat ne garantit pas de pouvoir servir dans une unité de drones - cette possibilité est soumise à une sélection préalable. Si le candidat échoue, il se retrouvera avec un contrat standard du ministère de la Défense qui ne préserve en rien d'être versé dans l'infanterie et d'être envoyé en première ligne...

« Et même si vous finissez par intégrer les forces sans pilotes, ça reste la guerre. Il faut être sportif, avoir de la cervelle, du courage. Les opérateurs de drones sont la cible prioritaire de l'ennemi », écrit l'un de ces combattants dans un chat dont le site Viortska, encore lui, se fait l'écho. « Personne ne parle du fait que les opérateurs de drones sont en première ligne, ils accompagnent les équipes d'évacuation et sont en tête des groupes d'assaut. Les opérateurs de drones sont la cible numéro un. Ils ne sont pas planqués dans un bunker, mais ils sont avec les gars, planqués dans un buisson... », témoigne un autre acteur de terrain.

Une étudiante d'une université du sud de la Russie a confié, quant à elle, qu'une partie des professeurs de cette institution estiment que la signature d'un contrat par les étudiants n'est pas une bonne idée. « La vice-doyenne chargée des études nous a parlé franchement et nous a dit : "Ne signez en aucun cas, sous aucun prétexte ; c'est la mort", c'est absolument terrifiant », rapporte cette étudiante.

Reste que les étudiants récalcitrants - tout comme les conscrits effectuant leur service militaire et donc théoriquement pas exclus du front - subissent une forte pression pour signer un contrat. À Novossibirsk, outre « l'avoinée » de leur directrice, les étudiants de l'Institut technologique des transports se sont vu infliger un autre coup de semonce : la projection d'un film choc, *Trahison*. Produit par la chaîne pro-Kremlin Rossiya 1, ce documentaire relate à traits forcés l'histoire de personnes condamnées en Russie pour « extrémisme » et « activités terroristes ».

Le film inclut notamment une interview de Daria Trepova, condamnée à 27 ans de prison pour le meurtre, en avril 2023, du blogueur « Z-patriote » Vladlen Tatarsky, à Saint-Petersbourg, avec une statuette piégée à l'explosif. De quoi, censément, convaincre les étudiants encore récalcitrants de sauter le pas... Improbable toutefois de connaître à ce stade le nombre exact de recrutements effectués dans les universités russes. ■

A.B.



Des ressortissants ukrainiens comparaissent devant le tribunal de Stuttgart, le 17 mars, accusés d'activités criminelles et d'espionnage au profit du renseignement russe.

HEIKO BECKER/REUTERS

local

d'arrêter tout et de geler la situation sur le terrain.

Par ailleurs, il me semble que l'Europe n'a aucun plan d'avenir concernant la sécurité du continent. Elle s'en tient à la vision de la Russie comme puissance adverse et perpétue les mêmes structures systémiques, telle l'Otan, qui ont fait de notre pays un ennemi potentiel. Je ne parle pas de la Russie de Poutine, mais de la Russie tout court. Vous dites que vous allez vous défendre contre la Russie... mais Poutine partira un jour. Et s'il n'y a pas de compréhension que la Russie sans Poutine est un partenaire, cela pourrait reproduire les conditions d'une troisième guerre mondiale.

Poutine est là néanmoins.

Comment envisagez-vous l'avenir ?

Quand Poutine partira, deux voies s'ouvriront. Soit une jungle de « siloviki » émergera (ce terme désigne les « structures de forces », c'est-à-dire les « services », l'armée, NDLR), soit un néolibéral quelconque prendra le pouvoir, par exemple Mikhaïl Michoustine (l'actuel premier ministre) ou Sergueï Sobianine (le maire de Moscou). Dans les deux cas, l'état se desserrera peu à peu, car aucun de ces deux camps n'aura le pouvoir de préserver le système actuel. Selon moi, s'ouvrira alors une phase dans laquelle il faudra nécessairement accorder une certaine liberté au peuple. Nous devons en tirer parti.

Cependant, il existe déjà de petites fenêtres d'opportunité pour changer progressivement les choses. Je ne crois pas à un scénario révolutionnaire - comme l'espèrent certains de mes collègues, membres de l'opposition partis à l'étranger. Il faut agir, ici et maintenant, et adapter notre tactique en fonction de la réalité du pays. ■

N°7 NOUVEAU

TV MAG JEUX

LES MOTS FLÉCHÉS
de Julien Maurel

100 pages + solutions

N°7

6,90 € | **LES MOTS FLÉCHÉS DE JULIEN MAUREL**
EN VENTE ACTUELLEMENT chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr

Agnès Leclair

Insultes, menaces, coups, chantage au suicide... Des professionnels de santé reçoivent des adolescents accros qui « explosent » quand on leur retire le portable. Leurs parents, à bout de nerfs, se heurtent à des situations de violence lorsqu'ils essaient de poser des limites.

Dans leur maison du Loiret, les cloisons défoncées par les coups témoignent encore des explosions de rage de leur fils. « On a vécu quatre années d'enfer. Les écrans ont abîmé notre vie de famille. » Les parents de Noé* sont encore à vif. De 2021 à 2025, cette famille a évolué au rythme des crises de leur fils aîné, happé par les jeux vidéo sur smartphone. Cris, menaces, chantage... C'est en 2020, pendant les longues journées d'ennui imposées par le confinement, que Noé, alors âgé de 11 ans, a commencé à jouer en ligne. Rapidement, le jeune garçon devient accro à Brawl Stars, jeu vidéo de tir multijoueurs au succès foudroyant. Sa mère, Isabelle*, agent de cantine, doit gérer ses deux autres enfants en bas âge. Son père, Laurent*, intermittent du spectacle, n'est pas toujours à la maison.

« On était tellement dépassés. Noé jouait trois ou quatre heures d'affilée et je n'arrivais pas à l'arrêter. Quand il perdait, il poussait des hurlements. Il tapait sur des objets ou sur son petit frère, plus jeune de deux ans, décrit Isabelle. Quand on lui demandait de rendre son téléphone, il se roulait par terre ». À 13-14 ans, en pleine crise d'adolescence, la situation empire. « Il se mettait à la fenêtre et disait qu'il allait sauter dans le vide. On était dans tous nos états. Ce jeu nous sortait par la tête », confie sa mère. Sur Brawl Stars, Noé enchaîne les parties jusqu'à figurer dans le top 10 français des meilleurs joueurs. Une place dont il est fier et qu'il craint de perdre en limitant son temps d'écran. À l'école, en parallèle, ses résultats scolaires s'effondrent. Le climat familial devient « lourd, irrespirable ».

« À partir de la quatrième, il s'est isolé. Il jouait et ne pensait qu'à ça. Un jour, il est monté sur le toit de la maison et ne voulait plus en descendre. Il a failli être hospitalisé car nous avons trouvé une lettre où il disait qu'il voulait mettre fin à ses jours »

Isabelle Mère de Noé

Si les dangers des réseaux sociaux sur la santé mentale des jeunes et le cyberharcèlement sont très médiatisés, la dérive des relations familiales minées par les écrans a tendance à rester dans l'ombre. Dans des services d'urgences psychiatriques, comme dans des consultations privées, les professionnels sont pourtant sollicités par des parents à bout de nerfs, confrontés à des situations de violence. « Nous accueillons des jeunes en proie à des troubles du comportement qui "explorent" quand on leur retire le portable. Le phénomène de l'addiction aux écrans a pris une ampleur inédite ces cinq dernières années. C'est allé tellement vite que ni les parents ni les professionnels de l'enfance n'ont eu le temps de s'adapter », explique Philippe Babe, chef de service des urgences pédiatriques de l'hôpital pédiatrique universitaire CHU-Lenval de Nice.

À l'hôpital, il estime désormais recevoir une centaine de jeunes par an pour des « crises sévères avec des violences, des réactions typiques du phénomène de manque » sur les 4000 à 5000 adolescents pris en charge annuellement.



Lorsque la gestion des écrans tourne au cauchemar familial

Certains « sont amenés par les pompiers, et les parents demandent un placement, notamment des mères seules qui ne savent plus comment faire ». Un phénomène qui n'existait pas il y a quelques années. Il arrive aussi que des jeunes « aillent jusqu'à signaler des actes de maltraitance quand leurs parents les empêchent d'accéder à leur téléphone ou aux réseaux sociaux, ajoute-t-il. Ils ne veulent plus rentrer chez eux à cause de conflits majorés par la problématique de gestion des écrans. »

Être dénoncés, c'est ce qui est arrivé aux parents de Noé. Un soir, son père, excédé par les insultes, bouscule son fils en lui donnant une grande tape sur l'épaule. L'adolescent se plaint et signale à l'association des violences familiales. La machine administrative se met en route. La PMI (protection maternelle et infantile) entame une enquête sociale. « Nous avons été dénoncés comme parents maltraitants. C'est comme si nous l'avions tabassé... La situation s'est retournée contre nous », soupire Isabelle, encore heurtée.

La famille en souffrance est finalement orientée vers un Centre médico-psychologique (CMP). Mais l'adolescent continue de vriller. « À partir de la quatrième, il s'est isolé. Il jouait et ne pensait qu'à ça. Un jour, il est monté sur le toit de la maison et ne voulait plus en descendre. Il a failli être hospitalisé car nous avons trouvé une lettre où il disait qu'il voulait mettre fin à ses jours », confie sa mère.

En mal de solution, Isabelle et Laurent ont fini par toquer à la porte de la nouvelle consultation de la psychologue Sabine Duflo (1). Aujourd'hui, Noé, scolarisé dans un internat, a retrouvé le chemin de l'école. Inscrit en première dans un lycée professionnel, sa moyenne a remonté. Ses parents jugent cependant que cet épisode a laissé des traces, avec une forme d'« aigreur » et de « manque d'empathie » chez leur fils.

Spécialiste reconnue des questions d'addiction numérique, Sabine Duflo a alerté dès 2017 sur les ravages des écrans chez les tout-petits. En septembre 2024, elle a créé un nouveau service nommé Étap, dédié aux addictions des adolescents aux écrans, au sein de l'établissement public de santé mentale (EPSM) Georges-Daumezon. Une réponse à un besoin croissant alors que le temps passé devant les écrans n'en finit pas de grimper : 42 % des 12-17 ans passent entre 2 et 5 heures par jour sur leur smartphone, et 9 % y passent plus de 5 heures par jour, selon le dernier rapport de l'Anses, « Usages des réseaux sociaux numériques et santé des adolescents ».

Dans sa consultation, en lien avec le CHU d'Orléans, Sabine Duflo est aux premières loges des conflits parfois extrêmes qui éclatent autour de cette « nouvelle addiction ». Elle reçoit « 90 % de garçons », pour la plupart âgés de 13-14 ans, sans antécédents psychiatriques, « plutôt préservés » jusqu'à l'entrée en sixième.

Après l'achat du premier smartphone, la psychologue décrit un scénario récurrent : « Ils enchaînent les parties courtes sur des jeux comme Brawl Stars, Roblox ou Clash Royale, jusqu'à arriver à une dizaine d'heures de temps d'écran pour certains. Cela prend le pas sur toutes les autres activités et leurs relations sociales. La tension monte quand les parents réalisent que le jeu envahit tout : sommeil, devoirs, vie de famille. Ils commencent par discuter, argumenter, fixer des limites, mais c'est trop tard. Alors ils décident de leur retirer le téléphone, de limiter le forfait ou l'accès. Et là, l'adolescent explose. Certains lancent des objets sur leurs parents, les menacent, les insultent. La situation dégénère, alors qu'ils n'étaient pas violents à l'origine. »

Lors de ses prises en charge, Sabine Duflo a rencontré plusieurs familles sous le coup d'une enquête de l'aide sociale à l'enfance, à la suite de conflits ou de privation d'écran. « Les jeunes se plaignent de coups et de mauvais traitements auprès de l'infirmière scolaire ou du 119. Cela peut mener à une information préoccupante, ce qui révèle une méconnaissance totale des mécanismes de l'addiction à l'œuvre avec les écrans », déplore-t-elle. En consultation, quand la violence va trop loin, elle recommande d'ailleurs un sevrage pour reconnecter avec la réalité. Si l'addiction aux écrans n'est pas reconnue comme diagnostic par l'OMS - contrairement

Si l'addiction aux écrans n'est pas reconnue comme diagnostic par l'OMS, contrairement au trouble du jeu sur internet, les professionnels de santé n'hésitent plus à employer le mot.

ASTROSYSTEM/STOCKADOBEBE.COM

au trouble du jeu sur internet -, ces professionnels n'hésitent plus à employer le mot.

« Avant 20 ans, le cerveau n'est pas mûr pour l'autorégulation : la zone du plaisir est hyperactive et on les plonge dans un véritable "casino numérique". Ces adolescents n'ont aucun pare-chocs cognitif face à leurs émotions, explique le docteur Anne-Hélia Roure. Quand on leur supprime les écrans, ils paniquent, se sentent agressés. On retrouve les mécanismes de la dopamine propres aux addictions, qu'elles soient comportementales ou liées à un produit. » Et de dénoncer : « Ce qu'on inflige à leur cerveau relève clairement de l'expérimentation. »

Cette pédopsychiatre se souvient notamment d'une jeune fille privée de portable qui a « coupé les cheveux de sa mère pendant la nuit pour se venger ». Ou encore d'un garçon qui a « vidé des tubes de crèmes sur tous les vêtements de ses parents ». « Ces adolescents accros utilisent également le chantage. Certains disent que l'absence de téléphone va détruire leur vie sociale. D'autres menacent de ne plus aller à l'école, voire de se suicider. Des mères célibataires se retrouvent face à des ados plus grands

« Dans ces familles, les écrans ont plus de poids que l'autorité parentale et que les liens affectifs »

Karine de Leusse

Psychologue clinicienne

qu'elles et hyperagressifs », rapporte-t-elle. Dans les cas les plus graves, elle va jusqu'à conseiller aux parents d'appeler les pompiers ou le Samu.

Dans son cabinet parisien, la psychologue clinicienne Karine de Leusse (2) fait le même constat d'une déferlante de violences physiques et psychiques chez des adolescents captifs des écrans. Le plus souvent, elle commence par voir les parents à bout qui viennent chercher de l'aide. Comme ce père dont le fils de 14 ans a lancé : « Si tu touches encore à mon téléphone, je te tue dans ton sommeil. » Ou cette mère qui reçoit des coups et des insultes - « salope », « va te faire niquer » - par son adolescent de 12 ans dès qu'elle veut confisquer l'écran. D'autres encore ne savent plus quoi faire d'un ado qui ne veut plus sortir de la maison et passe « dix-huit heures par jour sur son smartphone ».

« Dans ces familles, les écrans ont plus de poids que l'autorité parentale et que les liens affectifs. L'hyperconnexion efface les émotions, la raison, dit-elle. Cette violence est taboue car, les parents la vivent comme un échec. Ils en arrivent à avoir trop peur des réactions de leurs ados pour leur enlever leur écran, notamment face à la menace de suicide. »

Aux urgences pédiatriques de Nice CHU-Lenval, les jeunes sont parfois hospitalisés quelques jours pour évaluer la situation, dans les cas les plus graves. « Aujourd'hui, nous ne sommes pas assez équipés pour répondre à ces problématiques. Les deux addictologues spécialisés dans les adolescents au CHU de Nice n'y suffisent pas, souligne le Dr Philippe Babe. D'autant que 60 % à 70 % de ces adolescents sont dans des familles séparées ou recomposées, avec deux références éducatives, ce qui majore les difficultés. »

Pour éviter que ces situations ne dégénèrent, Karine de Leusse préconise des cadres horaires stricts, afin d'« ancrer l'usage dans le réel », comme pour n'importe quelle autre activité. « Ce n'est pas un combat à armes égales. Il faut instaurer des règles très claires, poser des limites, dès l'acquisition du portable », insiste de son côté Anne-Hélia Roure. Beaucoup de parents, observe-t-elle, « sont eux-mêmes happés par leurs écrans et ne proposent pas grand-chose à leurs enfants ». La « bonne nouvelle », ajoute-t-elle, c'est que les familles qui s'engagent dans un sevrage numérique « disent assez vite qu'elles retrouvent leur enfant ».

* Les prénoms ont été modifiés.

(1) Sabine Duflo, « Il ne décroche pas des écrans ! Comment protéger nos enfants et nos adolescents », Éditions L'Échappée, 2024. ■

(2) Karine de Leusse, « Sous écran total. Du mythe de l'homme augmenté à la cyberaddiction », Éditions du Net, 2024

Valentin Vacherot, nouveau prince et leader ambitieux du tennis monégasque

Romain Schneider Envoyé spécial à Monaco

Rencontre avec l'attraction nationale dans «son» tournoi du Rolex Monte-Carlo Masters, qui lance la saison sur terre battue.

C'est un rendez-vous en terre connue pour un joueur encore inconnu du grand public il y a un an. Valentin Vacherot tentera de faire mieux qu'un deuxième tour pour sa cinquième participation au Masters 1000 de Monte-Carlo, avec un nouveau statut à défendre aux portes du top 20 (il est 23^e à l'ATP). Encore classé 204^e mondial fin septembre dernier et passé par les qualifications, le Monégasque avait signé un exploit retentissant au Masters 1000 de Shanghai en dominant en finale son cousin français Arthur Rinderknech, après avoir fait tomber la légende Novak Djokovic en demi-finale.

Né en Principauté de parents français, le joueur de 27 ans, élu par ses pairs révélation masculine de la saison 2025, est définitivement rouge et blanc, plus que bleu-blanc-rouge, malgré ses liens étroits avec la France. Il est tombé «dans le chaudron monégasque», comme il le résume au Figaro. «Je suis un enfant du Monte-Carlo Country Club (MCCC). Tout jeune, je voyais mon frère Benjamin jouer la Coupe Davis à domicile, même si on était en troisième division. Et, évidemment, je ne manquais rien du tournoi de Monte-Carlo, et c'est fou pour moi de disputer un Masters 1000 sur les courts sur lesquels je joue depuis que j'ai 7 ans, dans la ville dans laquelle je suis allé en primaire, au collège et au lycée.» «Son pays de cœur, c'est Monaco. L'important, c'est là où le cœur de la personne se pose», s'enthousiasme le président de la Fédération monégasque de tennis, Mélanie-Antoinette de Massy.

Au centre des attentions dans la Principauté, le nouveau héros tempère : «Depuis mon titre à Shanghai, ça fait plaisir qu'on commence à me reconnaître dans la rue et à me dire davantage bravo. Mais ça reste très calme. Ce n'est pas anodin si beaucoup de grands champions choisissent de vivre ici : les gens te saluent sans l'arrêter toutes les deux minutes pour une photo. À Monaco, on croise des athlètes de tous les horizons, dont plusieurs numéros 1 mondiaux de disciplines différentes, alors forcément, il y a toujours quelqu'un au-dessus de toi (sourires).» Et notamment, selon lui, le pilote de Formule 1 Charles Leclerc. «C'est un honneur de faire partie des figures emblématiques de la Principauté, mais je ne

peux pas me comparer à lui. On verra si j'arrive à entrer dans le top 5 mondial de mon sport comme lui. En tant que pilote Ferrari, avec la proximité de l'Italie, lui n'a pas la même tranquillité que moi ici.» Une certitude : «Il y a un changement de statut, oui, et c'est une fierté de mettre Monaco sur la carte.»

Quand il était aux États-Unis, dans une université du Texas, il était considéré comme un «frenchy». «J'ai dû expliquer aux Américains où c'était sur la carte. Ils ne sont pas toujours très forts en géographie (sourire). Mais ils ont vite compris que j'étais bien plus de Monaco que de France», s'amuse ce grand gabarit (1,94 m), d'une spontanéité rafraîchissante dans un milieu où la parole est de plus en plus contrôlée.

«C'est fou pour moi de disputer un Masters 1000 sur les courts sur lesquels je joue depuis que j'ai 7 ans, dans la ville dans laquelle je suis allé en primaire, au collège et au lycée»

Valentin Vacherot

Spectateur assidu dans sa jeunesse du tournoi monégasque, «de 8 heures à 18 heures chaque jour», Vacherot se souvient particulièrement de l'épopée de son grand frère Benjamin Balleret, devenu depuis son entraîneur. Invité aux qualifications en 2006 (alors 351^e mondial), le local avait atteint les huitièmes de finale face à Roger Federer. S'il assure que son objectif ultime serait de gagner son Masters 1000 avant de remporter un Grand Chelem, Vacherot nourrit d'autres rêves. Avant d'exploser au plus haut niveau en Chine, il s'est illustré dans l'ombre en Coupe Davis. «Dès qu'il est rentré des États-Unis, il a disputé toutes les rencontres à partir de 2020, confie Mélanie-Antoinette de Massy. En 2025, il a battu entre autres le Portugais Nuno Borges, à ce moment-là 37^e mondial. On a vu que Valentin était vraiment un joueur du niveau du top 30.»

En février, à Astana, la victoire sur le Kazakhstan a propulsé la Principauté en groupe mondial 1 pour la première fois depuis... 1929. En septembre, une ultime marche se dressera en Finlande : en cas



de succès, la «petite équipe» jouera l'année prochaine les phases de qualification, dans la cour des grands. «C'est insensé pour nous de nous dire que si on gagne en Finlande, on se retrouvera dans le groupe mondial et qu'il y aura peut-être une petite chance qu'il y ait un Monaco-France en 2027, par exemple», souffle Vacherot.

Si la Coupe Davis a perdu de son éclat ailleurs, elle garde sur le Rocher un parfum d'événement unique. Les rencontres à domicile se disputent sur le court Elizabeth-Ann-de-Massy, ancien court n°18, rebaptisé en hommage à la mère de la présidente, décédée en 2020, et qui s'était battue, il y a une quinzaine d'années, pour sauver le tournoi menacé par le président de l'ATP de l'époque, Étienne de Villiers. Un court enclavé, un mur pour concentrer le bruit, la grande bleue en toile de fond et le prince Albert en tribune. Environ 700 à 1000 spectateurs s'y tassent. «Jusqu'à ce jour, on n'a jamais vendu de billets pour nos matchs de Coupe Davis. C'est comme un match d'interclubs, sauf que c'est du haut niveau, mais c'est un peu le même esprit. Si c'est Monaco-France ou Monaco-États-Unis, je pense qu'il va falloir qu'on revoie notre organisation», sourit Mélanie-Antoinette de Massy. «Il y a un fort attachement à cette épreuve de la part de toute l'équipe», enchaine Vacherot. Guillaume Couillard, notre capitaine, a joué en Coupe Davis depuis ses 20 ans. Romain Arneodo et Hugo Nys sont arrivés à Monaco à 18 ans. Moi, j'en avais 11, et on a la chance d'être tous ensemble désormais. On a créé une équipe formidable. On est une petite famille. Et on se pousse entre nous.»

Outre son nouveau leader, la Principauté peut s'appuyer sur un double très solide. Hugo Nys avait triomphé en double au Masters 1000 de Rome en 2023, puis Romain Arneodo l'année

dernière à domicile. «J'ai eu les larmes aux yeux... et des idées», lâche Vacherot.

Reste à trouver un deuxième joueur de simple de haut niveau. «J'ai souhaité, il y a trois ans, développer une vraie structure junior à la fédération, poursuit Mélanie-Antoinette de Massy. Avant, c'était moins professionnalisé. Il n'y avait pas autant d'entraînement physique dédié aux jeunes.» Monaco aligne désormais pour la première fois une équipe de Coupe Davis juniors avec Lenny Petit et Leonardo Ljubicic, et des formations U18, U16, U14 et U12. La prochaine étape? Voir ces jeunes pousser la porte de l'équipe A et combler le manque criant d'un deuxième joueur de simple derrière Vacherot. «C'est encore plus fou que, sans réel numéro 2 en simple, on arrive à être là où on est, reconnaît le leader du Rocher. Désormais, on attend la relève.»

À trouver parmi les 2500 licenciés qui évoluent tous, ou presque, au Monte-Carlo Country Club et ses 2200 membres, ses 23 courts, dont deux couverts et deux en dur, à la fois siège de la fédération, théâtre du Masters 1000 printanier et lieu d'entraînement des ténors de la petite balle jaune, entre mer et rocher. Le cadre de vie, la qualité des infrastructures et la fiscalité avantageuse ont convaincu la moitié du top 50 de s'y installer. Les stars s'entraînant au club, parfois sous l'œil distrait des membres attablés au restaurant, qui croisent sans y prendre garde une dizaine de joueurs du top 20. «La féd et les joueurs s'entraînent là. Donc c'est très familial. On se connaît tous par cœur. On a quand même un sens d'appartenance très fort», insiste Mélanie-Antoinette de Massy. En attendant de rêver collectif, la Principauté espère un nouvel exploit de Vacherot pour hisser haut dès cette semaine le drapeau blanc et rouge. ■

Valentin Vacherot (ici, l'année dernière à Monte-Carlo) a connu une ascension fulgurante sur le circuit ATP, passant de la 204^e place en septembre à la 23^e position aujourd'hui.

DUBREUIL CORINNE/ABACA

EN BREF

Cyclisme : roi du Tour des Flandres, Pogacar donne rendez-vous à Roubaix

Tadej Pogacar n'a pas tremblé, ce dimanche, pour remporter son 3^e Tour des Flandres et son 2^e Monument d'affilée cette saison après Milan-San Remo. Le Slovène a terminé en solitaire en devançant Mathieu van der Poel, lâché dans la dernière ascension du Vieux Quaremont, et Remco Evenepoel. Avec ce nouveau succès, Pogacar donne rendez-vous à ses rivaux, dimanche prochain, lui qui va tenter de remporter Paris-Roubaix pour la première fois et, pourquoi pas, de devenir le premier coureur à s'imposer dans les cinq Monuments lors de la même année. Du côté de la course féminine, Pauline Ferrand-Prévot s'est classée deuxième (comme en 2025), derrière la Néerlandaise Demi Vollering.

Rugby : un quart de finale UBB-Toulouse

Impressionnant vainqueur de Leicester (64-14), l'Union Bordeaux Bègles accueillera en quart de finale de la Champions Cup le Stade Toulousain, tombé sans pitié de Bristol (59-26). Le choc prévu le week-end prochain sera la revanche de la demi-finale européenne de la saison dernière remportée par l'UBB. Vainqueur à la dernière seconde des Stormers (28-27), Toulon défiera, lui, Glasgow en terre écossaise, une mission compliquée.

8^{ES} DE FIN. CHAMPIONS CUP

NORTHAMPTON	49-41	CASTRES
BATH	31-22	SARACENS
TOULON	28-27	STORMERS
GLASGOW	25-21	BULLS
TOULOUSE	59-26	BRISTOL
HARLEQUINS	17-26	SALE
BORDEAUX B.	64-14	LEICESTER
LEINSTER	dim.	EDIMBOURG

28^E JOURNÉE LIGUE 1

PARIS SG (1)	3-1	TOULOUSE (10)
STRASBOURG (8)	3-1	NICE (15)
BREST (11)	3-4	RENNES (6)
LILLE (3)	3-0	LENS (2)
ANGERS (12)	0-0	LYON (5)
METZ (18)	0-0	NANTES (17)
LE HAVRE (14)	1-1	AUXERRE (16)
LORIENT (9)	1-1	PARIS FC (13)
MONACO (7)	dim.	MARSEILLE (4)

Alcaraz-Sinner : duel sur le Rocher pour la place de numéro 1

À un mois et demi de Roland-Garros, le Rolex Monte-Carlo Masters, avec son cadre princier, s'impose comme le premier grand rendez-vous de la saison sur terre battue. Si Novak Djokovic et le meilleur Français actuel, Arthur Fils, sont absents, le gratin mondial est bien au rendez-vous sous le soleil de la Principauté. Et contrairement à la saison dernière, le Masters 1000 monégasque sera le théâtre d'un duel au sommet entre les deux champions qui (archi-)dominent leur sport depuis deux ans et demi.

Après un début de saison parfait (titres à l'Open d'Australie et à l'ATP 500 de Doha), Carlos Alcaraz a calé en demi-finale à Indian Wells puis dès le 3^e tour à Miami. Et voilà que sa couronne est en danger. Tenant du titre, le Murcier a 1000 points à défendre cette semaine, tandis que Jannik Sinner, lui, a tout à gagner puisqu'il n'avait pu

disputer le tournoi l'an dernier, suspendu pour dopage. La balle est désormais dans le camp du protégé de Darren Cahill et Simone Vagnozzi, qui retrouverait automatiquement le trône s'il remportait le Masters 1000 monégasque pour la première fois. Il redeviendrait également numéro 1 mondial (pour la première fois depuis novembre dernier) s'il atteignait la finale face à un autre adversaire qu'Alcaraz, ou s'il se hissait dans le dernier carré et que le Murcier échouait avant les demi-finales.

À l'heure où Alcaraz connaît un coup de mou légitime, l'Italien de 24 ans a réalisé le «Sunshine Double» aux États-Unis en triomphant à Indian Wells et à Miami. Un doublé qui lui a permis de revenir à seulement 1190 points de son grand rival. «Dopé» par ses résultats sur dur, sa surface de prédilection, le métronome italien arrive dans un tempo parfait sur

terre battue. Demi-finaliste à Monte-Carlo en 2023 et 2024, il se montre toutefois plus humain sur l'ocre, où il domine moins la concurrence. Une surface sur laquelle il n'a pas encore remporté de Masters 1000 (sur ses sept titres dans cette catégorie).

«Ce serait chouette de remporter un gros titre sur terre. J'en ai été proche ces deux dernières années»

Jannik Sinner

«J'aime jouer sur terre, même si ce n'est pas ma surface préférée, a-t-il reconnu en conférence de presse. Je crois pouvoir y produire du bon jeu. Ce serait chouette de remporter un gros titre sur cette surface. J'en ai été proche ces deux dernières années.» Difficile de le contredire. Personne n'a oublié la fa-

meuse finale de Roland-Garros où il avait été renversé par Alcaraz, après avoir obtenu trois balles de match, en vain, au terme d'une bataille mythique de 5h29 min.

La saison dernière, déjà, le mois de mars d'Alcaraz avait été décevant, avec une défaite en demi-finale à Indian Wells et une élimination précoce à Miami. L'Espagnol allait ensuite connaître une campagne de terre battue quasi parfaite, remportant 22 de ses 23 matchs au printemps, avec des succès à Monte-Carlo, Rome et Roland-Garros, et une seule défaite, en finale, à Barcelone. La nouvelle terreur de la terre battue depuis la retraite de Rafael Nadal, c'est bien lui. La bête noire de Sinner, c'est lui aussi. Il mène 10 à 6 dans leurs confrontations, avec trois victoires lors de leurs quatre derniers affrontements sur terre battue. Bref, les jeux sont loin d'être faits en Principauté... ■

R. S.

« Mourir en France à la naissance : le désarmement démographique »

La médecine sait désormais sauver les bébés les plus fragiles, mais le manque de moyens accordés aux services spécialisés ne permet pas d'accueillir les familles dans les conditions les plus propices, dénonce la fondatrice de SOS Préma.



TRIBUNE
Charlotte Bouvard*

Depuis des années, nous accompagnons des parents dont la vie a basculé trop tôt. Des parents qui se battent pour leur bébé. Et parfois, des parents qui perdent. Aujourd'hui, une réalité s'impose, brutale : en France, les nouveau-nés meurent plus qu'avant. Depuis 2012, la mortalité infantile augmente. Pendant que nos voisins européens progressent, nous reculons. De 3^e, nous sommes passés au 23^e rang. Ce ne sont pas des chiffres abstraits. Ce sont des vies. Ce sont environ 1 200 bébés supplémentaires chaque année.

Et ce que nous refusons collectivement de regarder en face, c'est que cette situation n'est pas une fatalité. La médecine néonatale a fait des progrès immenses. Grâce à la recherche scientifique, nous savons aujourd'hui sauver des enfants de plus en plus fragiles, de plus en plus prématurés. Nous savons aussi que la qualité des soins ne repose pas uniquement sur la technicité. Elle repose aussi sur une évidence longtemps ignorée : un nouveau-né a besoin de ses parents pour vivre et se développer.

Les soins modernes intègrent cette dimension essentielle : des soins centrés sur la famille qui nécessitent la présence continue des parents. Avec toutes les conditions pour les accueillir : architecturales, matérielles et sociales.

Mais sur le terrain, la réalité est tout autre. Des services saturés. Des équipes épuisées. Des soignants en sous-effectif

chronique. Des lits fermés faute de personnel. Des parents parfois tenus à distance, faute de place, faute d'organisation, faute de moyens, faute de politique sociale adaptée. Comment parler de soins de qualité quand les conditions minimales ne sont pas réunies ? Comment parler d'innovation quand les bases ne tiennent plus ? Les professionnels font tout ce qu'ils peuvent. Ils tiennent, souvent au prix de leur propre

« Ce que nous vivons aujourd'hui est un échec collectif. Un échec d'organisation. Un échec de priorisation. Un échec politique »

Charlotte Bouvard
Fondatrice et directrice de SOS Préma

équilibre. Mais un système ne peut pas reposer sur le dévouement seul.

Ce que nous vivons aujourd'hui est un échec collectif. Un échec d'organisation. Un échec de priorisation. Un échec politique. Car oui, nous savons ce qu'il faut faire et la Société française de néonatalogie s'époumone à le formuler : adapter les capacités aux besoins, renforcer massivement les équipes, former et fidéliser, moderniser les unités, permettre réellement la présence des parents, investir dans la qualité des soins. Ce n'est pas un luxe, c'est un minimum. Les soins critiques néonataux sont l'un des investissements les plus efficaces qui existent : sauver un bébé, c'est lui offrir toute une vie.

Alors pourquoi ce domaine reste-t-il le grand oublié ? Parce que ces enfants ne parlent pas. Parce qu'ils ne votent pas. Parce que leur cause est silencieuse.

Depuis 2012, la mortalité infantile augmente en France.

PETERBAKO / STOCKADOBECOM

Nous, parents, refusons ce silence. Nous refusons que la naissance devienne un facteur de risque dans un pays comme le nôtre. Nous refusons que des parents soient séparés de leur enfant faute de moyens. Nous refusons que des vies soient perdues alors que des solutions existent. Il est temps d'ouvrir les yeux. Il est temps d'agir. Parce qu'une société se juge aussi à la manière dont elle protège les plus vulnérables. Et aujourd'hui, ce sont les nouveau-nés que nous ne protégeons plus assez. ■

*Charlotte Bouvard est la directrice et fondatrice de l'association d'aide aux familles d'enfant prématuré SOS Préma.

Propos recueillis par
Delphine Chayot

La dysplasie bronchopulmonaire est une maladie respiratoire peu connue liée à la grande prématurité qui touche des milliers de nouveau-nés chaque année en France. Chef de service de pédiatrie et réanimation néonatale à l'hôpital Antoine-Béclère, à Clamart, le Pr Daniele de Luca coordonne un essai clinique visant à évaluer l'efficacité d'un traitement contre cette maladie chronique.

LE FIGARO. - À quoi est due la dysplasie bronchopulmonaire ?

DANIELE DE LUCA. - Quand un enfant naît très prématurément, ses poumons n'ont pas le temps de produire le « surfactant », une substance blanche qui contribue à l'ouverture des alvéoles *in utero*. Pour éviter une détresse respiratoire, nous leur donnons le plus rapidement possible après la naissance un surfactant produit à partir de cochons. Environ la moitié des grands prématurés (nés entre 24 et 28 semaines de grossesse) reçoivent ce traitement. Mais cela ne suffit pas, et certains nouveau-nés développent malgré tout cette maladie respiratoire chronique, la dysplasie bronchopulmonaire. Leurs poumons ne se développent pas correctement et leur fonction est endommagée de façon chronique, à long terme.

Quels sont les symptômes ?

La maladie se manifeste par une insuffisance respiratoire plus ou moins sévère. Dans certains cas, le nourrisson rentre à la maison sous oxygène et voit son développement entravé, car il faut beaucoup d'énergie pour grandir. La dysplasie bronchopulmonaire est aussi associée à une plus grande susceptibilité aux infections respiratoires. Ces bébés sont souvent réhospitalisés dans leurs deux premières années de leur vie, avec un coût économique, social et familial dramatique. Il n'existe à ce jour aucun médicament approuvé dédié à cette pathologie.

En quoi consiste l'essai clinique que vous coordonnez ?

Certaines protéines naturellement présentes dans le surfactant humain ne le sont malheureusement pas dans la formule couramment utilisée. C'est le cas de la protéine D, connue pour son action anti-inflammatoire, qu'une start-up américaine issue de l'université de Cincinnati a réussi à cloner en laboratoire. L'objectif de l'essai clinique est d'évaluer l'efficacité de ce traitement auprès de la population la plus à risque de dysplasie bronchopulmonaire, soit les bébés nés avant 28 semaines. Ils



La dysplasie bronchopulmonaire se manifeste par une insuffisance respiratoire plus ou moins sévère.

Un traitement testé en France pour éviter les séquelles pulmonaires de la prématurité

seront répartis de façon aléatoire en deux groupes, l'un recevant la protéine D, l'autre un placebo. Le traitement est délivré via la trachée. L'objectif est d'inclure environ 300 nourrissons dans une vingtaine d'hôpitaux, dont une dizaine en France (notamment Béclère, Cochin et Robert Debré à Paris, mais aussi Nancy, Lille ou Nice).

Quel est l'effet attendu ?

Nous espérons que le traitement permettra de réduire l'inflammation, renforçant de ce fait l'action bénéfique du surfactant sur le développement du tissu pulmonaire. L'idée est simplement de reproduire le processus physiologique naturel chez l'humain et remplacer une protéine qui n'a pas eu le temps d'être produite dans le poumon à cause de la naissance prématurée. On sait que les enfants atteints par la dysplasie bronchopulmonaire ont des taux de

protéines D moins élevés que des bébés sains du même âge. L'essai vise à évaluer si le taux de diagnostic à 36 semaines de vie est plus faible chez les bébés traités, et si la survie est améliorée.

Y a-t-il d'autres pistes pour ces enfants ?

Un autre essai clinique est en cours. Cette fois, il s'agit de fournir au nouveau-né une hormone impliquée dans la croissance des tissus pulmonaires, appelé IGF-1, normalement produite par le placenta. Ce traitement est administré en continu, par intraveineuse, durant quatre semaines. Une étude de phase 2 lancée avant la pandémie de Covid, a montré des résultats encourageants. Mais les recherches ont été arrêtées à la suite d'un changement de direction du laboratoire qui produisait la molécule. Une étude de phase 3 a finalement été relancée sous la houlette d'un

« Si les progrès des soins aux grands prématurés ont considérablement amélioré leur survie, les avancées dans le traitement des pathologies qui affectent ces enfants sont au point mort en raison d'un manque d'innovation dans ce domaine »

Pr Daniele de Luca

laboratoire italien. Malheureusement, la France n'y participe pas, en raison d'un refus inexplicable de reconduire l'approbation éthique de l'étude.

Vous avez participé en 2025 à la création d'une commission auprès de la revue *The Lancet*. Pourquoi ?

Si les progrès des soins aux grands prématurés ont considérablement amélioré leur survie, les avancées dans le traitement des pathologies qui affectent ces enfants sont au point mort en raison d'un manque d'innovation dans ce domaine. L'idée était donc d'appeler à l'action et d'identifier des leviers de recherche, pour éviter que ces bébés soient soignés dans vingt ans comme il y a vingt ans. La recherche en néonatalogie intéresse peu l'industrie pharmaceutique. Mais il faut penser aux bébés, qui représentent le futur de notre société. ■

Imaginez avoir une fatigue constante qui vous limite dans chacune de vos tâches quotidiennes, vous empêchant de travailler, de vous occuper de votre famille ou de reprendre une vie normale. Cet épuisement est le principal symptôme du Covid long. Selon Santé publique France, 4% de la population française adulte aurait développé un Covid long fin 2022 et 1,2% une forme avec un impact fort sur la vie quotidienne, soit environ 620 000 individus. Et même s'il n'y a pas d'estimations nationales plus récentes, le Covid long continue d'affecter la vie de milliers de personnes. L'offre de soin consiste essentiellement en du « pacing », qui consiste à mieux gérer son énergie en fragmentant ses tâches et en alternant périodes d'activité et de repos, et en des thérapies cognitives.

Pour l'heure, aucun traitement médicamenteux ne permet une vraie amélioration sur le plan symptomatique. Mais les résultats d'une étude publiée le 31 mars dans *Annals of Internal Medicine* viennent de montrer qu'un antidépresseur, la fluvoxamine, réduisait significativement l'épuisement ressenti par les patients atteints de Covid long.

Pour parvenir à cette conclusion, les chercheurs ont réparti aléatoirement 399 adultes brésiliens souffrant de fatigue chronique dans trois groupes pour tester l'efficacité de deux médicaments par rapport à un placebo : la fluvoxamine, utilisée contre la dépression, et la metformine, utilisée contre le diabète. « Nous voulions vérifier si ces deux médicaments pouvaient être utiles. Tous deux présentaient des raisons biologiques de penser qu'ils pourraient agir contre la fatigue persistante liée au Covid-19, mais aucun n'avait été rigoureusement testé à cette fin dans le cadre d'un essai clinique approprié », indique Edward Mills, auteur principal de l'étude et professeur en méthodes de recherche en santé de l'université McMaster (Canada).

Au cours de cet essai thérapeutique, les participants ont dû ingérer deux comprimés quotidiennement pendant 60 jours, puis ils ont été suivis jusqu'au jour 90. Les chercheurs ont constaté que la fluvoxamine réduisait la fatigue davantage qu'un placebo, avec une probabilité de 99% que le médicament soit plus efficace. De son côté, la metformine, qui a déjà montré un intérêt pour réduire le risque de développer un Covid long lorsqu'elle est prise pendant la phase aiguë de l'infection, n'a en revanche apporté aucun bénéfice significatif dans cette étude. « Ce sont des résultats intéressants, parce que la méthodologie est solide. L'étude est randomisée, multicentrique, avec une cohorte de taille conséquente, et l'on observe une réduction significative de l'épuisement sur les trois mois », observe Jérôme Larché, médecin et conseiller pour le Covid long à l'agence régionale de santé d'Occitanie.

La fluvoxamine est un antidépresseur de la famille des inhibiteurs sélectifs de la

Covid long : un antidépresseur permet de réduire l'épuisement des patients

Quentin Benoist

Après une infection au Covid-19, des symptômes comme la fatigue peuvent perdurer chez certains patients. Il n'existe pour l'heure aucun traitement médicamenteux pour traiter ces symptômes, mais une étude vient de publier des résultats prometteurs à partir d'un antidépresseur.



Selon Santé publique France, 4% de la population française adulte aurait développé un Covid long fin 2022 et 1,2% une forme avec un impact fort sur la vie quotidienne, soit environ 620 000 individus. JOYFOTOLIAKID / STOCKADOB.COM

recapture de la sérotonine (ISRS), commercialisé depuis les années 1990, et prescrit notamment dans le traitement de la dépression et du trouble obsessionnel compulsif. « C'est un médicament générique, peu coûteux, facilement disponible », rappelle Edward Mills. « Cela pourrait aboutir à une nouvelle indication thérapeutique, même si, en raison de certaines interactions médicamenteuses, ce

n'est pas la molécule la plus maniable », précise le Pr Cédric Lemogne, chef du service de psychiatrie de l'adulte à l'Hôpital Hôtel-Dieu (AP-HP Paris), impliqué dans la prise en charge du Covid long.

Reste une zone d'ombre : quel est le mécanisme d'action de la molécule sur le Covid long ? « Nous n'avons pas étudié comment agissait la molécule pour réduire la fatigue donc je n'ai pas d'hypothèse à ce

sujet », indique Edward Mills. Les causes possibles de cette maladie sont nombreuses : dysfonctionnement des mitochondries, persistance virale, dérèglement immunitaire, atteinte microvasculaire... L'effet de cet antidépresseur relance une question qui divise la communauté scientifique. Pourquoi les symptômes perdurent-ils dans le temps ? Deux visions de la maladie coexistent. La première avance

que les manifestations du Covid long s'expliquent par des anomalies biologiques persistantes entravant le fonctionnement des organes (telles que la persistance du virus ou un épuisement des cellules). La seconde, plus minoritaire et décrite par des associations de malades, suggère que l'explication réside essentiellement dans un dérèglement du fonctionnement cérébral : le cerveau continuerait de percevoir et d'amplifier les signaux de fatigue, malgré l'absence de lésions d'organes. Des hypothèses qui ne sont pas forcément contradictoires puisqu'il n'existe pas un seul Covid long mais bien une multitude de symptômes disparates qui ne relèvent pas tous des mêmes mécanismes.

« Cette étude vient renforcer l'idée que le Covid long repose sur des dérèglements physiologiques bien identifiés, et non sur de simples troubles fonctionnels. La fluvoxamine ne se limite pas à son intérêt pour la dépression. Elle agit aussi sur l'inflammation, sur la neuroprotection, protège l'endothélium des vaisseaux et pourrait même freiner l'entrée du virus dans les cellules, ce qui peut expliquer son efficacité sur le symptôme de la fatigue », souligne Jérôme Larché. « Il faut se garder d'en tirer des conclusions sur la physiopathologie du Covid long, estime pour sa part Cédric Lemogne. Le bénéfice observé peut refléter

« Il faut se garder d'en tirer des conclusions sur la physiopathologie du Covid long. Le bénéfice observé peut refléter une amélioration de la perception des symptômes »

Pr Cédric Lemogne, chef du service de psychiatrie de l'adulte à l'Hôpital Hôtel-Dieu (AP-HP Paris)

une amélioration de la perception des symptômes. La dépression et le Covid long pourraient néanmoins partager une physiopathologie commune comme le suggère l'épidémiologie. »

« Par la suite, il faudra utiliser des biomarqueurs inflammatoires et métaboliques, afin d'élucider les mécanismes sous-jacents à la fluvoxamine », précisent les auteurs de l'étude. La durée de suivi serait également à allonger : « C'est très court, soixante jours de traitement. La plupart des patients que je vois ont au moins deux ans d'évolution des symptômes. On aurait bien aimé connaître la suite de l'histoire », commente Brigitte Ranque, professeur de médecine interne et responsable de l'unité Casper, dédiée aux patients ayant un Covid long à l'Hôtel-Dieu à Paris. « Ce sont des résultats plus que préliminaires, et qui nécessitent de se poser vraiment la question : "Est-ce que, dans la pratique clinique, cela ne vaut pas la peine de commencer à introduire ce type de molécule ?" », conclut Jérôme Larché. ■

« Il y aura d'autres morts sirien ne bouge » : la mise en garde des syndicats de médecins contre les injections esthétiques illégales

Stéphany Gardier

Une influenceuse qui procédait illégalement à des actes de médecine et de chirurgie esthétique a été mise en examen suite au décès d'une de ces clientes. Deux syndicats de médecins ne cessent d'alerter sur les dangers de ces pratiques de plus en plus fréquentes.

Elle avait 38 ans et elle est décédée subitement, lors d'une injection d'acide hyaluronique dans les fessiers, le 20 mars dernier, à Villeurbanne (Rhône). Cette femme n'était pas la patiente d'un cabinet médical mais la cliente d'une influenceuse qui affiche plus de 30 000 abonnés sur Instagram et qui pratiquait en toute illégalité la médecine esthétique en France et à l'étranger. Elle a été mise en examen, ainsi que deux autres personnes présentes sur les lieux au moment du drame, pour homicide involontaire et exercice illégal de la médecine, a confirmé ce lundi le parquet.

« C'est dramatique mais malheureusement nous ne sommes pas surpris et il y aura d'autres morts si rien ne bouge », prévient le Dr Adel Louafi, chirurgien plasticien et secrétaire général Syndicat national de chirurgie plastique reconstructrice et esthétique (SNCPRE). Depuis 2022, le SNCPRE, le Syndicat national de dermatologie et vénéréologie (SNDV), et plusieurs sociétés savantes alertent sur la pratique de ces « fake

injectors » ou injectrices illégales. Les actes pratiqués par ces femmes, qui recrutent leur clientèle via les réseaux sociaux, sont de plus en plus diversifiés et invasifs. La sévérité des complications augmente elle aussi, avec au moins « 15 hospitalisations en réanimation pour des complications gravissimes », rapporte le SNCPRE.

Des recours peu efficaces

En France, les injections de produits de comblement, de toxine botulique, et encore plus les actes relevant de la chirurgie esthétique, ne peuvent être réalisés que par des médecins, titulaires du diplôme de docteur en médecine et inscrits à l'Ordre des médecins. Aucun infirmier ou infirmière n'a le droit de pratiquer ces actes. Pas plus que les esthéticiennes. Or, en plus des « influenceuses », les centres de soins esthétiques qui proposent ce genre de prestations illégalement ne sont pas si rares. « Dernièrement, une médecin me rapportait encore un cas, une patiente qui avait eu un problème avec des injections

réalisées par une esthéticienne qui n'hésite pas à faire la promotion de cette activité sur son site internet. La patiente n'a pas osé porter plainte et ces pratiques vont donc continuer. Nous nous sentons très démunis face à la multiplication des cas d'exercice illégal de la médecine », regrette le Dr Isabelle Rousseaux, vice-présidente du SNDV.

Contacté par *Le Figaro*, le Conseil national de l'Ordre des médecins n'a pas souhaité répondre. Ce dernier avait rapporté, lors d'une récente conférence de presse sur ce sujet, avoir effectué 213 signalements en 2025 auprès des agences régionales de santé (ARS) et 20 saisines auprès des procureurs. « Mais pour quel résultat, interroge le Dr Adel Louafi, dont le syndicat s'est porté partie civile dans la procédure judiciaire qui vise un centre d'esthétique lyonnais. Vingt-huit plaignantes se sont déjà fait connaître, les gérantes ont été mises en examen il y a plus d'un an mais l'établissement reste ouvert. Elles ont même maintenant une succursale à Paris. Pourquoi les préfetures ne font-elles pas fermer administrati-

vement ces structures en attendant la fin de la procédure pénale ? Qui assumera la responsabilité si d'autres personnes subissent des complications ? »

Risques minimisés

« Nous constatons que les personnes qui ont recours à ces injections illégales n'ont pas conscience des risques liés à ces actes, banalisés, mais aux conséquences parfois désastreuses », regrette le Dr Isabelle Rousseaux. L'injection d'acide hyaluronique réalisée dans une veine peut provoquer une embolie pulmonaire, potentiellement mortelle. Dans une artère, cela peut entraîner un accident vasculaire cérébral ou une perte de vision. S'il est injecté dans un vaisseau du visage, le produit peut le boucher, induire un manque d'oxygénation des tissus, et sans une prise en charge rapide, une possible nécrose avec à la clé parfois des amputations. « Alors qu'il s'agit d'une complication exceptionnelle dans la carrière d'un médecin. Il n'y a aucun cas de complication grave irréversible liée à une injection légale répertoriée

en France, mais le risque est démultiplié lors d'injections illégales. Par ailleurs, nous, médecins, sommes formés à repérer et à traiter rapidement cette complication alors que les injectrices vont évoquer un simple « bleu », pour rassurer les clientes », dénonce le Dr Adel Louafi.

La nature même des produits injectés est aussi une source de danger potentiel (acides hyaluroniques adultérés, périmés, ou dilués, toxine botulique trop concentrée, etc.), tout comme le manque d'hygiène (seringues utilisées sur plusieurs personnes, flacons non stériles...) lors des actes. L'utilisation d'anesthésiques locaux, comme dans l'affaire de Villeurbanne, augmente encore les risques pour les clientes. Ainsi la lidocaïne injectée dans un vaisseau peut provoquer un trouble du rythme cardiaque, potentiellement mortel. Les médecins appellent donc le public à une grande prudence et plaident pour un renforcement des contrôles, ainsi qu'une meilleure coordination entre la justice, les préfetures et le secteur de la santé. ■



Des fusées hygroscopiques sont larguées lors d'un vol d'ensemencement des nuages opéré par le Centre national de météorologie, entre al-Aïn et al-Hayer, aux Émirats arabes unis, le 24 août 2022.

AMR ALFIKY / REUTERS

Quand maîtriser les nuages devient un enjeu géopolitique



PAR
Anne-Laure Frémont

À qui appartiennent les nuages ? Ce n'est pas la première question qui vient à l'esprit quand on lève les yeux au ciel, et pourtant... Depuis des décennies, partout dans le monde, des pays tentent de les manipuler et dépensent parfois des sommes folles pour combattre la sécheresse ou la grêle, en profitant du vide juridique entourant les cirrus, nimbostratus et cumulonimbus. Avec la hausse globale des températures, les nuages deviennent un réel enjeu économique, mais aussi l'objet de tensions diplomatiques. Il y a quelques années, l'écrivain et ancien avocat Mathieu Simonet a lancé la Journée internationale des nuages, qui a lieu chaque 29 mars. Si elle n'est pas encore endossée par l'ONU, elle a pour vocation de faire réfléchir, entre autres, au statut juridique des nuages, en France comme à l'international.

Il serait bien présomptueux de dire que l'homme veut maîtriser les nuages. Leur formation est un processus complexe que les scientifiques cherchent encore à élucider. On sait toutefois que les particules flottant dans l'air comme les pollens et la poussière servent de support à la vapeur d'eau : « Selon leur taille et leur composition chimique, ces aérosols vont servir de noyau (de condensation ou glaciogène) à l'intérieur des nuages qui, en grossissant, finissent par retomber sous forme de pluie, de grêle ou de glace », explique Andrea Flossmann, professeur émérite de l'université Clermont-Auvergne. En envoyant des particules dans les nuages à l'aide de fusées, de brûleurs - aussi appelés générateurs -, voire par avion ou par drone, on peut ainsi, en théorie, faire la pluie et le beau temps : cette technique s'appelle « l'ensemencement des nuages ».

Beaucoup l'ignorent, mais elle est courante. « On cherche à faire pleuvoir depuis des siècles. Le principe chimique d'ensemencement des nuages a été exploré dès les années 1940 par un laboratoire menant des recherches pour les forces armées des États-Unis », raconte Marine de Guglielmo Weber, chercheuse à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem). « Cela s'est concrétisé de manière très marquante avec la guerre du Vietnam, quand l'armée américaine a mené plus de 2000 opérations d'ensemencement en utilisant de l'iodure d'argent », un composé inorganique considéré comme efficace. L'objectif était d'intensifier les pluies pendant la mousson pour freiner le déplacement des troupes communistes à Hô Chi Minh, d'embourber leur matériel et d'inonder les tunnels.

« Cet épisode a conduit à la signature en 1976 de la convention Enmod de l'ONU, qui interdit l'utilisation

L'ensemencement des nuages, qui consiste à envoyer des particules pour faire pleuvoir ou pour réduire la grêle, est une technique bien plus répandue qu'on ne l'imagine à travers le monde, y compris en France.

de techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou hostiles », indique Grégoire Leray, professeur de droit privé à l'université Côte d'Azur. Mais, comme une bonne moitié des pays du monde, la France ne l'a pas ratifiée, craignant que sa formulation trop vague n'entrave son programme nucléaire. « Hormis cette convention donc, l'ensemencement n'est régi par aucun cadre juridique international », ajoute-t-il.

Un vide propice aux tensions. Certes, il ne s'agit pas à proprement parler de « géo-ingénierie climatique », ces techniques qui consistent à modifier l'atmosphère globale pour lutter contre le réchauffement de la planète. Avec l'ensemencement, les impacts sont a priori plus locaux. Reste qu'aujourd'hui, une cinquantaine de pays y ont recours... d'après ce que l'on sait, puisque ceux qui le pratiquent ne sont pas obligés de le déclarer. L'Europe, France en tête, l'utilise pour lutter contre la grêle ; les pays du Sahel et ceux du Golfe pour faire venir la pluie ; en Russie, pour que cette dernière ne vienne pas gêner certains défilés officiels ; en Australie, selon Andrea Flossmann, on essaie d'ensemencer les nuages pour accroître leur pouvoir réfléchissant (l'albédo) et ainsi faire baisser les températures locales.

Puis il y a la Chine, « leader mondial de la modification de la météo », selon Marine de Guglielmo Weber, auteur de l'ouvrage *Géopolitique des nuages* (1). En 2008 déjà, Pékin avait tout fait pour garantir un ciel dégagé pour la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques. « Mais il faut savoir qu'ils ont investi plus de 1,5 milliard de dollars ces dernières années, poursuit-elle. Ils sont notamment en train d'installer des champs de générateurs de modifications de la météo sur le plateau tibétain, dont la superficie équivaut à trois fois la taille de l'Espagne. Leur but étant principalement de faire pleuvoir à des endroits stratégiques pour que l'eau

via les fleuves, mais aussi tout un système de canaux et de barrages, remonte vers le nord du territoire chinois, là où il y a le plus de sécheresse. »

Un apparent « détournement » des ressources hydriques dénoncé à bas bruit par son voisin indien. En 2024, rappelle la chercheuse, le ministre indien de la Défense a affirmé que certaines régions frontalières indiennes avaient « constaté une augmentation du nombre de catastrophes naturelles au cours des dernières années ». « Le ministère indien de la Défense prend cette question très au sérieux et sollicitera l'aide de pays alliés afin d'étudier et d'exclure toute implication d'un pays ennemi dans cette affaire », a ajouté le ministre, allusion à peine voilée à son puissant voisin. Autre exemple, l'Iran, qui a accusé Israël à plusieurs reprises d'être responsable des sécheresses qui frappent son territoire. « Depuis plusieurs années, dès qu'une catastrophe naturelle affecte un territoire, il y a une recrudescence des théories conspirationnistes, en particulier sur les réseaux sociaux, qui vont attribuer cette catastrophe à l'intervention d'un tiers. Certains dirigeants se laissent séduire par ce type de thèses », souligne Marine de Guglielmo Weber.

Pourtant, malgré des décennies de recherche, le consensus scientifique sur l'efficacité de cette technique reste très fragile. « Est-ce que le fait d'ensemencer un nuage à un lieu précis peut affecter les précipitations à un endroit précis ? Dans des cas très spécifiques, on a pu prouver une efficacité de l'ordre de 10 à 15 %, mais c'est très difficile à chiffrer car cela dépend avant tout de la présence ou non du nuage, largement influencée par la variabilité naturelle », rappelle Andrea Flossmann, qui a présidé pendant huit ans le groupement d'experts sur la modification du temps de l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

« L'OMS l'a bien documenté, l'iodure d'argent est un produit toxique pour l'écosystème aquatique (...). Les quantités émises restent en dessous des seuils, mais il faudrait financer des études d'impact »

Andrea Flossmann, Professeur émérite de l'université Clermont-Auvergne

« Nos analyses en région Midi-Pyrénées montrent une diminution du nombre de grêlons de plus de 7 mm et une diminution de 50 % de l'intensité de la chute de grêle », indique pour sa part Claude Berthet, directrice de l'Anelfa. Cette association réalise depuis 1951 l'ensemencement des nuages en France, grâce à des générateurs installés au sol. Ces brûleurs en forme de cheminées métalliques diffusent de l'iodure d'argent non pas pour faire pleuvoir mais pour limiter le grossissement des grêlons : « On vient ajouter des noyaux de congélation artificiels dans le nuage pour limiter

la croissance des grêlons et faire en sorte qu'ils soient plus petits quand ils tombent au sol », explique la directrice.

Son association travaille surtout dans le Sud-Ouest, là où la grêle est la plus fréquente et la plus intense, et peut anéantir les récoltes en quelques minutes ; mais l'Anelfa est implantée sur tout le territoire métropolitain, avec quelque 1000 générateurs mis en route par des bénévoles en moyenne 15 fois par an, lors d'alertes météo, afin de protéger vignes et vergers, mais aussi bâtiments et véhicules. Financé par des coopératives agricoles, des chambres d'agriculture ou des collectivités par exemple, le fonctionnement annuel d'un générateur coûte « environ 3000 euros tout compris ».

« Il n'existe pas de réglementation en France, mais nous remettons chaque année un rapport à Météo-France pour les informer de ce que nous faisons », assure Claude Berthet, ajoutant que les quantités d'iodure d'argent diffusées « sont très faibles » : « Un générateur qui fonctionne, c'est 0,1 g par hectare par an qui retombe sur le sol, ce qui fait dire à l'Organisation météorologique mondiale qu'il n'y a pas de risques pour la santé et l'environnement. » Le ministère de l'Écologie français assurait en 2005 qu'« aucune étude n'avait été en mesure de démontrer un quelconque effet nocif » de cette technique. En 2024, celui de l'Agriculture admettait néanmoins qu'elle soulevait « des questions nécessitant de conforter les premières évaluations effectuées par l'OMM sur son efficacité et surtout sur son innocuité sur la santé humaine et sur l'environnement ».

Les études dans ce domaine sont insuffisantes. « L'OMS l'a bien documenté, l'iodure d'argent est un produit toxique pour l'écosystème aquatique (notamment pour les animaux à sang froid, comme les poissons ou les batraciens, NDLR). Certes, de ce que l'on sait, les quantités émises restent en dessous des seuils, mais il faudrait financer des études d'impact sur la biodiversité, la santé des sols et la santé humaine, afin de savoir où on en est vraiment », estime Andrea Flossmann. « Tous les savoirs émergents liés à l'écotoxicologie nous montrent que ce n'est pas qu'une question de quantité : vous pouvez avoir des impacts importants avec une toute petite quantité sur une espèce précise, ou des effets cocktails quand un composé chimique se mélange à d'autres comme certains pesticides. Ces questions restent ouvertes », abonde Marine de Guglielmo Weber.

En attendant, dans une démarche qu'il revendique « poético-politique », l'écrivain Mathieu Simonet pousse pour que la Journée des nuages soit officiellement reconnue par l'ONU, pour que la France ratifie la convention Enmod de 1976, pour que l'ensemencement soit encadré... et pour une reconnaissance des nuages au Patrimoine mondial de l'Unesco. Entre poésie et ingénierie, reste à savoir quel statut donner, ou non, à ces passants du ciel. ■

(1) « Géopolitique des nuages » (2025), Éditions Bréal.

Guillaume Cuchet : « Quels sont les moteurs du réveil religieux en France ? »

ENTRETIEN

À l'occasion de la fête pascale, l'historien et professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne* montre la recomposition en cours du paysage religieux français. Il constate un certain regain pour le catholicisme, en miroir d'un retour plus vaste du religieux, analyse-t-il.

PROPOS RECUEILLIS PAR
Eugénie Boillat

LE FIGARO. - Que célèbrent les chrétiens à Pâques ?

GUILLAUME CUCHET. - La fête de Pâques commémore pour les chrétiens la Résurrection du Christ, le surlendemain de sa Passion, d'après les Écritures. C'est la fête la plus importante du calendrier liturgique. La sociologie religieuse du XX^e siècle faisait de la pratique pascale son indice phare. Depuis le concile de Latran IV en 1215, tous les chrétiens étaient censés communier au moins une fois par an à Pâques et, pour cela, s'être confessés au préalable. L'Église du XX^e siècle comptait méthodiquement les pratiquants à cette occasion : environ 30 % des adultes en France au milieu des années 1960 avec de fortes variations locales. Comme il fallait se confesser pour communier, le samedi saint était aussi le pic annuel des confessions et le dimanche de Pâques, celui des communions. La semaine sainte telle qu'on la connaît aujourd'hui, notamment la longue Vigile pascale dans la nuit du samedi au dimanche, remonte aux années 1950 et aux réformes du pape Pie XII. En 1951, il a « restauré » la Vigile pascale, célébrée jusque-là le samedi matin devant une assistance clairsemée, relayant la Pâque d'autrefois aux oubliettes. Non sans résistances ni débats (on l'a un peu oublié depuis). La cérémonie récapitule le mystère chrétien au cours d'un long rituel très symbolique et très marquant : le feu sur le parvis, le cierge pascale, l'église plongée dans l'obscurité qui s'embrase de cierge en cierge, les baptêmes d'enfants ou de catéchumènes, une « seconde messe de minuit » (sans réveillon derrière, avait soin de préciser le clergé des années 1950), etc.

Pourquoi, dans un monde aujourd'hui largement laïcisé, cette fête est-elle moins célébrée que Noël ?

Il est amusant de constater qu'en même temps que Pie XII réinventait la liturgie pascale dans les années 1950 le clergé se plaignait de plus en plus de la paganisation de la fête de Noël. L'école publique, disait-on, avait remplacé les crèches par le Père Noël, qui, comme une sorte de coucou, avait fini par en expulser l'enfant Jésus. En 1951, à Dijon, le clergé a même brûlé solennellement devant le parvis de la cathédrale, en présence des enfants des patronages, un mannequin du Père Noël, considéré comme le principal responsable de cette dérive commerciale. Il s'en est suivie toute une polémique dans la presse, étudiée l'année suivante dans *Les Temps modernes* (la revue de Sartre) par Claude Lévi-Strauss dans un texte célèbre sur « Le Père Noël supplicié » !

Précisément, que peut représenter cette fête dans une France en grande partie déchristianisée ?

Le fait que Pâques tombe souvent désormais en dehors des vacances dites « de printemps » contribue sans doute à invisibiliser l'événement, de même que le fait que la semaine sainte n'est pas facile à suivre pour ceux qui travaillent. La nouveauté depuis 2023 est qu'on parle beaucoup de la hausse des baptêmes de jeunes et d'adultes pendant la Vigile pascale, selon une tradition qui

remonte aux années 1950. Une des premières paroisses à l'avoir pratiqué en France est Saint-Séverin à Paris. La pratique, à une époque où les catéchumènes étaient encore le plus souvent baptisés discrètement (pour pouvoir se marier ou devenir « un bon Français »), a profondément renouvelé la puissance de témoignage du sacrement. On a noté également, depuis quelques années, le succès étonnant chez les jeunes du Mercredi des Cendres. Le rappel battu par les influenceurs « cathos », l'imitation plus ou moins consciente de l'Islam (le « ramadan des cathos ») contribuent à l'expliquer. Qui l'eût cru ?

Vous pointez du doigt un « processus de sortie du christianisme ». « Mais force est de constater qu'on en sort lentement », avez-vous ajouté dans un entretien. Qu'est-ce à dire ?

Et comment expliquez-vous cette lenteur ? La déchristianisation de la société française est une vieille histoire qui a commencé dès avant la Révolution, dans les années 1760, dit-on souvent. L'historien ne prétend pas sonder les reins et les cœurs : il se contente de compter les fidèles et de mesurer les taux de pratique, sans prétendre en déduire la teneur en christianisme réel des croyances et des comportements. Il existe sur le sujet des bibliothèques entières, notamment en France, où se publient régulièrement depuis *l'Essai sur l'indifférence en matière de religion*, de Lamennais, en 1817, des ouvrages annonçant à plus ou moins brève échéance la disparition du catholicisme. C'est devenu une sorte de genre littéraire. Certains sont restés célèbres, comme *La France, pays de mission* ? (1943), des abbés Godin et Daniel, ou *La Décomposition du catholicisme* (1968), de Louis Bouyer. J'ai moi-même donné dans le genre en publiant en 2018 *Comment notre monde a cessé d'être chrétien*, un livre sur l'effondrement de la pratique dans les années 1960-1970. Force est de constater cependant qu'il en reste encore ! Deux grands historiens récemment disparus, Gérard Cholvy et Yves-Marie

Le phénomène est surtout français, pour l'heure, mais il se dessine aussi ailleurs en Europe »

Hilaire, avaient insisté dans les années 1980 sur le fait que ce processus de déclin n'était ni linéaire ni homogène dans l'espace et la société, et qu'il était passé par des phases alternées de « flux » et de « reflux ». Les termes sont restés. C'est là une vérité incontestable. Encore faut-il ajouter que les flux n'ont jamais, jusqu'à présent, inversé la tendance baissière de longue durée : tout au plus l'ont-ils stabilisée provisoirement.

Assistons-nous donc à un réveil du catholicisme en France depuis quelques années ?

Quels sont les moteurs de ce réveil du religieux ? C'est la grande question du moment dans l'Église et dans le petit monde des spécialistes du religieux. Le Covid semble avoir joué un rôle de déclencheur. Un mouvement de rattrapage des niveaux antérieurs à la pandémie a débouché sans crier gare sur autre chose, qui se préparait sans doute plus en amont et en profondeur. Il est trop tôt pour dire s'il ne s'agit que d'une microvariation de la courbe, qui sera bientôt absorbée, ou du début d'un mouvement de plus grande ampleur. Peut-être d'un « flux » au sens de Cholvy et Hilaire. La hausse du nombre de catéchumènes baptisés à Pâques, la proportion croissante de jeunes parmi eux, l'afflux des « recommandants », un début, peut-être, de stabilisation de la demande globale de sacrements (en chute libre depuis les années 1960), pourraient le donner à penser. La caractéristique des réveils religieux pour l'historien est qu'ils ne procèdent pas seulement d'une innovation pastorale de la part de l'Église, mais d'une vague culturelle ou contre-culturelle (les deux ne sont pas exclusives) qu'ils attirent et baptisent, un peu comme il y a eu un catholicisme romantique dans les années 1830-1870 ou un catholicisme modernisateur dans les années 1930-1960. Cela dit, il convient d'être prudent.

Les esprits chagrins n'ont pas de peine ici à doucher les enthousiasmes trop prompts à s'enflammer, comme le montre un calcul statistique basique. Il y a vingt ans, il y avait en France 400 000 baptêmes par an en gros,

contre 200 000 environ de nos jours. L'Église a donc perdu 200 000 baptêmes (d'enfants) d'un côté et elle en a gagné 10 000 (de jeunes et d'adultes) de l'autre. Taux de récupération de l'un par l'autre : 5 %. À ce compte-là, la simple distribution aléatoire des préoccupations métaphysiques dans la masse du stock perdu pourrait suffire à l'expliquer. Faut-il pour autant le réduire à ce ressac de l'énorme vague du décrochage antérieur ? Je ne crois pas. Car pourquoi maintenant et pourquoi sous cette forme ? Il faut bien que la vague ait buté sur quelque chose pour revenir. Sur quoi ? Les explications ne manquent pas : rôle déclencheur du Covid (un peu comme le choléra de 1832 pour le réveil romantique de 1835), rapport à l'Islam (capital, à mon avis : la crainte, certes, donc la réaction, mais aussi, ce qui est plus nouveau, l'émulation), apport de l'immigration chrétienne extraeuropéenne, rôle des nouveaux médias et des influenceurs « cathos », réactions naturelles de la troisième génération du décrochage dans les familles (disponible pour de nouvelles aventures), etc. Le phénomène est surtout français, pour l'heure, mais il se dessine aussi ailleurs en Europe.

En quoi ce réveil, s'il se confirme, est-il révélateur d'un changement du paysage religieux français ?

Nul ne peut savoir combien de temps il durera ni jusqu'où il va monter mais, tel quel, il est déjà significatif, je crois, d'un changement notable de la scène religieuse française. Comme souvent avec les révolutions de ce genre, celle-ci est silencieuse, et il faut garder à l'esprit la scène antérieure pour en mesurer la nouveauté. Depuis la fin du XVII^e siècle et le passage des protestants en France de 10 % de la population à moins de 2 % entre l'Édit de Nantes (1598) et les lendemains de sa Révocation (1685), la scène religieuse française était caractérisée par une grande stabilité. À une grande majorité de catholiques (98 % dans le dernier recensement français à avoir comporté officiellement une rubrique religieuse en 1872) s'ajoutaient deux microminorités, protestante et juive. On en était encore là dans les années 1960. La répartition ayant résisté à la Révolution française, l'industrialisation, l'urbanisation, la politique laïque républicaine, les deux guerres mondiales, etc. C'était de l'indice hyper-robuste. Or, depuis une vingtaine d'années, les choses changent, et rapidement. Une bonne moitié de Français ne se reconnaissent plus dans aucun culte. Les philosophes du XVIII^e siècle se demandaient si on pouvait vivre sans religion : la preuve est faite (même si on peut toujours discuter pour savoir s'ils vivent mieux ou moins bien : le moyen d'en juger ?). Les « nones » de la sociologie américaine (ceux qui déclarent « no religion » dans les enquêtes) sont désormais majoritaires. Parmi les 45 % qui restent en gros, surtout chez les jeunes, trois forces vont finir par peser à peu près le même poids : deux qui montent (l'Islam et le protestantisme évangélique) et une qui baisse ou qui, du moins, baissait jusqu'à présent (le catholicisme). Entre elles, on constate déjà des effets d'imitation mutuelle d'autant plus forts que les fidèles sont plus jeunes et n'ont rien connu du monde d'hier. C'est assez fascinant à voir pour l'historien.

Le monde, depuis quelques années, s'enlise dans une crise durable avec une multiplication des conflits armés et des rapports de force.

En France, les citoyens assistent à un affaiblissement autant qu'à une brutalisation du politique. Le religieux constitue-t-il une réponse pour certains ?

Pandémie, bruits de guerre, crise du politique, la période est anxiogène et contribue sans doute à nourrir ce rebond religieux partiel auquel nous assistons. Le discrédit de la parole politique peut, par contraste, contribuer à réévaluer à la hausse la parole religieuse, même si celle-ci, il y a peu encore, a été très affectée par la crise dite des abus sexuels en son sein (après tout, le rapport de la Ciasse - la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église - ne date que de 2021). Depuis, le climat a beaucoup changé, ce qui fait aussi réfléchir l'historien sur la manière dont se produisent périodiquement dans sa documentation des changements de ce genre, souvent plus psychologiques qu'objectifs. « Dieu prend la main », concluait récemment l'évêque d'Arras dans un rapport sur le renouveau du catéchuménat. L'élection du pape Léon XIV en mai 2025 a bien dû jouer un rôle. De l'avis général, elle s'est bien passée, et le nouveau pape a été bien accueilli. Il incarne une forme de continuité par rapport au pontificat antérieur, mais dans un style différent, plus apaisant, moins autoritaire, plus cléral aussi (son prédécesseur l'était si peu). Le contraste avec l'élection de Trump en janvier de la même année est total. Force a été de constater à cette occasion que l'Église, cette vieille monarchie élective matinée d'aristocratie, sélectionnait mieux ses dirigeants que beaucoup de démocraties libérales. ■

* Professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Guillaume Cuchet a notamment publié « Le catholicisme a-t-il encore de l'avenir en France ? » (Seuil, 2021) et « La Religion des morts » (Seuil, 2025).

➤ Lire aussi PAGES 4 ET 15



L'IA : espoirs, peurs et défis du XXI^e siècle

CHRONIQUE
Nicolas Baverez

L'accélération de l'histoire ne touche pas seulement la géopolitique, avec le basculement dans l'âge des empires, et l'économie mondiale, avec l'éclatement de la mondialisation, mais aussi la technologie. Depuis 2022, l'intelligence artificielle (IA) connaît une formidable expansion. Cette quatrième révolution informatique, après l'ordinateur, internet et les réseaux sociaux, bouleverse non seulement la production de tous les secteurs d'activité mais l'organisation du travail et des entreprises, la vie personnelle, les politiques publiques, la formation et la mobilisation des connaissances. Elle est décisive non seulement pour l'économie mais pour les rapports de puissance au XXI^e siècle. Elle marque par ailleurs une rupture anthropologique et éthique puisque la machine n'est plus seulement le prolongement de l'homme mais son substitut, voire son concurrent, avec les projets de développement d'une « superintelligence ». La prochaine étape dite de l'IA argentine repose en effet sur le développement de systèmes capables de décider de manière autonome et de s'adapter à des situations complexes sans intervention humaine.

Mais il en va de la technologie comme de l'histoire universelle. Leur dynamique s'est inversée et leur face sombre prend le pas sur les promesses qu'elles avaient fait naître. Hier, les entrepreneurs prométhéens de la Silicon Valley laissaient espérer et partageaient leurs rêves d'un nouvel âge d'or placé sous le signe de l'abondance et de la fin du travail, d'homme augmenté et de doublement de l'espérance de vie, voire d'immortalité. Aujourd'hui, nombre d'entre eux déchantent et alertent sur les suppressions massives d'emplois, les risques du recours aux armes autonomes - illustrés par les guerres d'Ukraine et d'Iran -, voire la possibilité d'une apocalypse qui résulterait d'une perte de contrôle de l'IA débouchant sur la destruction de l'humanité.

La révolution de l'IA est inédite par son ampleur et sa vitesse de diffusion. Si le deep learning des années 2010 était resté cantonné à certains secteurs, la percée de l'IA générative a été universelle et fulgurante. Dans la lignée de l'irruption de ChatGPT et des 100 millions d'utilisateurs acquis en deux mois, les modèles LLM (large language models) ont envahi la planète. Simultanément se sont développées des IA spécialisées qui sont aujourd'hui indispensables dans les domaines de l'ingénierie logicielle, du marketing et de la finance, de la médecine, du droit ou des

médias, de la logistique ou des opérations militaires. L'héroïque résistance de l'Ukraine à l'invasion russe est ainsi indissociable du recours massif aux drones associés à l'IA, drones dont elle produira 7 à 8 millions d'exemplaires cette année et qui sont responsables de 80 % des pertes des armées de Moscou.

L'IA ne se limite pas aux plateformes et aux modèles. Elle constitue désormais une filière économique à part entière qui comprend les fabricants de processeurs (Nvidia étant le plus célèbre), les data centers, les fournisseurs d'équipements et d'énergie. Elle concentre des centaines de milliards de dollars d'investissements aux États-Unis, où elle a généré près de 1 point de croissance et le renouveau des gains de productivité, notamment dans les services. Mais elle comporte aussi des risques majeurs qui sont occultés par la rivalité stratégique qui oppose les États-Unis et la Chine pour en prendre le leadership.

La révolution de l'IA est la première à toucher en priorité les fonctions de conception et non d'exécution, les services autant que l'industrie ou l'agriculture. Elle fragilise non seulement le salariat mais le fonctionnement du marché du travail et l'équilibre entre les générations en remettant en question la fonction des cadres, le recours aux experts, la place des juniors, les tâches d'exécution qui étaient aussi des instruments de formation (saisie, reporting, recherches, rédaction de présentation ou de documents préparatoires). Au total, ce sont 15 % à 20 % des emplois qui pourraient être détruits dans les pays développés, avec pour signal avant-coureur les plans sociaux géants qui se succèdent au sein des Gafam.

L'IA comporte aussi des risques techniques de biais cognitifs ou d'erreurs, découlant en particulier de l'hétérogénéité et de l'insuffisance qualité des données. Elle est à l'origine d'une bulle spéculative sur les marchés financiers qui n'a été que partiellement corrigée et qui s'ajoute aux dérives des cryptomonnaies et du crédit privé. Elle mobilise de gigantesques ressources en énergie et en eau qui dégradent l'environnement. Enfin, elle soulève des questions éthiques majeures, qu'il s'agisse d'atteintes à la vie privée et aux droits humains, d'armes autonomes ou de son utilisation par les empires autoritaires ou les démocraties illibérales.

En raison de ses enjeux et de ses risques pour l'humanité, l'IA devrait servir de laboratoire à une gouvernance mondiale. Il en va tout autrement dans un système géopolitique multipolaire, hétérogène, volatil et belligère. L'IA se trouve ainsi au cœur de la

guerre technologique totale que se livrent les États-Unis et la Chine, qui ont développé 97 des 100 meilleurs modèles, les trois autres émanant du français Mistral.

Les États-Unis ont érigé l'IA en impératif de sécurité nationale. Ils ont pris l'avantage dans les modèles d'IA générative, les puces spécialisées et les infrastructures, et entendent protéger leur avance en se refusant à toute réglementation du secteur, en exigeant des entreprises américaines que la moitié au moins de leur capacité de calcul dédiée à l'IA soit située sur le territoire national, en relocalisant la production de puces. La Chine, de son côté, a fait de la technologie l'arme de sa conquête du leadership mondial à l'horizon 2049 et déploie pour l'IA le pilotage centralisé, la stratégie de long terme et la mobilisation massive de subventions publiques qui ont forgé son succès dans les industries vertes, la santé ou les biotechnologies.

L'Europe, pour sa part, se trouve dans une impasse avec la prétention d'élaborer une réglementation de l'IA à vocation universelle tout en étant coupée des acteurs du numérique et de la recherche. Quand les États-Unis et la Chine font la course à l'innovation, elle fait la course à la réglementation. Elle cumule les difficultés d'accès aux données du fait du RGPD, l'insuffisance chronique du financement, l'incapacité à attirer et à fidéliser les cerveaux et les talents, le manque d'éducation des dirigeants, des salariés et des consommateurs. Ainsi, chaque année, l'Europe verse 260 milliards aux États-Unis pour les seuls services de cloud tandis que plus de 300 milliards d'euros d'épargne européenne sont investis dans les entreprises américaines, contribuant à financer leur recherche comme le rachat des start-up les plus prometteuses de notre continent. L'Europe s'est donc enfermée dans une situation de vassalisation numérique très dangereuse vis-à-vis d'une Amérique qui bascule dans l'illibéralisme. Comme pour la dérégulation financière en 2008, elle ne sera pas à l'origine du krach de l'IA mais elle supportera l'essentiel de ses coûts.

L'Europe, qui a perdu toutes les batailles technologiques depuis la fin du XX^e siècle, ne peut passer à côté de celle de l'IA sans perdre sa capacité à être l'un des acteurs du XXI^e siècle. Elle est loin d'être sans atouts puisqu'elle dispose de chercheurs de premier plan, d'entrepreneurs, d'une gigantesque épargne de 35 000 milliards d'euros dont 2 000 milliards dorment, d'énergie nucléaire stable et décarbonée. Mais elle les neutralise, faute de volonté, de stratégie et d'esprit d'innovation. ■

Les nouveaux baptisés veulent une Église verticale

➤ Lire aussi PAGES 4 ET 14



CHRISTOPHE DICKÈS

L'explosion du nombre de baptêmes d'adultes révèle un mouvement de réforme « par le bas » au sein de l'Église de France, analyse l'historien*. Ces nouveaux baptisés attendent une institution verticale, claire dans sa doctrine et ferme dans son engagement, ajoute-t-il.

Le phénomène surprend jusqu'aux autorités elles-mêmes : depuis plusieurs années maintenant, le nombre de baptêmes d'adultes pour Pâques est en hausse en France. Alors que, dans la deuxième moitié des années 2010, on recensait une moyenne de 4 000 nouveaux baptisés par an, ce chiffre a tout bonnement triplé en dix ans pour atteindre les 13 000 personnes. On observe même une accélération de plus de 80 % ces trois dernières années ! Un chiffre auquel s'ajoutent les 8 100 adolescents qui souhaitent recevoir le sacrement les faisant entrer dans l'Église catholique.

En dépit des scandales sexuels qui frappent l'institution, de sa présence désormais minoritaire dans la société, ou même de l'inculture religieuse voire de l'anticléricalisme ambiant, l'Église de France sent plus qu'une brise dans ses voiles. Même si les experts ont beau jeu de souligner que ce vent nouveau ne sera pas suffisant pour rattraper le déclin des baptêmes des jeunes enfants, le phénomène est bien là. Plus qu'une tendance, on peut se poser la question de savoir si ce renouveau, couplé à un nouvel élan au sein des jeunes générations, ne révèle pas un véritable mouvement de « réforme par le bas ».

En effet, habitués à la centralisation, qu'elle soit épiscopale ou pontificale, les catholiques attendent généralement que les réformes viennent du haut. Ils ont tort. Dans la longue histoire de l'Église, la réforme « par le bas » les a souvent précédées. Celle-ci ne s'écrit pas dans les programmes des assemblées romaines, ni dans les réunions diocésaines : on la retrouve simplement dans la soif d'une spiritualité mais aussi d'une exigence renouvelée. La recherche historique a, par exemple, décrit la croissance régulière des conversions dans les premiers temps du christianisme, avec un pic dans la première moitié du III^e siècle, bien avant donc la fameuse conversion de Constantin.

Bien plus tard, au XI^e siècle, la réforme dite grégorienne - du nom du pape Grégoire VII, naît d'un vaste mouvement qui implique, certes, moines et évêques, mais aussi des « laïcs » réclamant un clergé exemplaire. Moins de deux siècles plus tard, à l'époque de saint François - que le pape Innocent III voit en songe s'opposer à l'autodestruction de l'Église, c'est bien un élan « laïc » qui est à l'origine d'une renaissance spirituelle.

Quant à l'époque moderne, bien avant Luther, celle-ci voit la multiplication de nouvelles formes de dévotions individuelles qui privilégient la vie intérieure et l'imitation du Christ. Tant et si bien que le concile de Trente au XVI^e siècle répond littéralement à cette volonté de renouvellement spirituel et de réforme de la discipline ecclésiastique. Contrairement à l'image généralement véhiculée d'un concile sur la défensive, ciblant la vague protestante, l'événement trouve son origine lointaine dans une réforme catholique « par le bas » qui devient avec le temps une réforme « avec » et « depuis » l'institution.

En effet, la question de la prise en main de ces mouvements de réforme venant de la base, constitue une clé essentielle pour saisir la manière dont s'articulent et se recomposent ces initiatives populaires. Reprenant la tradition des conciles provinciaux afin de débattre des sujets qui touchent l'Église, les huit diocèses d'Ile-de-France, par exemple, se sentent interpellés par cette vague de conversion et souhaitent y apporter une réponse. L'initiative est importante : elle révèle la capacité des autorités à comprendre ce qui est nouveau en y apportant des réponses.

Mais ce qui est intéressant à voir aujourd'hui est que l'Église de France, pendant près de quatre décennies, s'était engagée dans un mouvement de sécularisation afin de révéler sa proximité avec le monde. Or, comme l'a très bien analysé Yann Raison du Cleuziou, ce mouvement s'inverse désor-

mais. Ainsi, une nouvelle génération de prêtres n'ajuste pas son identité à la société séculière mais souhaite redevenir une force de contradiction dans une modernité en crise et en quête de repères. Cette nouvelle génération répond à la nouvelle soif de spiritualité venant du bas, en prônant une discipline authentique et une cohérence dans l'engagement.

De son côté, une jeunesse décomplexée n'hésite pas à cultiver le goût de la liturgie et même une orthodoxie doctrinale soutenue par des moyens de communication modernes, comme les réseaux sociaux. Autrement dit, baignant dans une radicalité évangélique et prenant au sérieux les exigences d'un tel engagement, elle est en attente, sans revendiquer un pouvoir au sein même des structures ecclésiastiques.

C'est ici un des points les plus singuliers du phénomène : contrairement à l'inspiration du pontificat de François en faveur d'une Église moins cléricale où les laïcs devraient avoir voix au chapitre, cette jeunesse attend que les autorités remplissent pleinement leur rôle : celui de gouverner, d'enseigner et de sanctifier les fidèles. Autrement dit, elle se trouve dans une perspective de verticalité et non d'horizontalité. Elle n'attend pas de la tiédeur ou une forme de compromis. Elle revendique au contraire une exigence.

Dans les galeries des Musées du Vatican, sur les tombeaux des chrétiens du IV^e siècle, on peut voir la figure de Saint-Pierre qui, comme Moïse dans le désert, frappe un rocher d'où coule une source à laquelle s'abreuvent les fidèles impatients. La source symbolise naturellement l'eau du baptême, mais aussi la parole de Dieu. L'image frappe toujours par son actualité. En effet, des siècles plus tard, les nouveaux chrétiens ne demandent pas autre chose : à savoir que l'Église réponde à leur soif. ■

* Dernier livre paru : « Pour l'Église. Ce que le monde lui doit » (Perrin), prix Combour Chateaubriand.

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président-directeur général
Eric Trappier

Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Eric Trappier

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet

Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gèle (International),

Anne Huet-Wullème (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Yves Thérard
(Enquêtes, Opérations spéciales,
Sports, Sciences, Culture,
Télévision).

Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)

Directeur du pôle news
Bertrand Glé

Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont

Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France

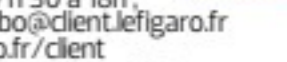
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022

Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h 30 à 18h ;
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70 ou a.abo@client.lefigaro.fr
Gérez votre abonnement sur www.lefigaro.fr/client

Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 439 €. Semaine : 385 €. Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 329 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier LPM porteur de l'écocollable européen
sous le numéro FI/011/001. Eutrophisation : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.



Le journal se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier 16 pages
Cahier 2 Économie
4 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 8 pages

NOUVEAU
AVRIL - MAI 2026

LE FIGARO HISTOIRE



À la conquête du Groenland, des Vikings à Donald Trump

À qui appartient le Groenland ? L'intention de Donald Trump de mettre la main sur ce pays méconnu, sous souveraineté danoise, soulève nombre de questions. *Le Figaro Histoire* revient dans un dossier spécial sur la longue épopée de la plus grande île du monde. Les spécialistes réunis pour l'occasion racontent l'arrivée, au X^e siècle, du mythique chef viking Erik le Rouge, qui y fonda plusieurs établissements, puis celle des Inuits au XIII^e siècle. Ils détaillent les étapes de la colonisation danoise qui suivit, font revivre les grands explorateurs (le commandant Charcot, Paul-Émile Victor, Jean Malaurie) qui parcoururent ses solitudes glacées, et décryptent les raisons pour lesquelles le Groenland est devenu un enjeu de rivalité entre les États-Unis, la Russie et l'Europe.

Dans l'actualité, l'offensive israélo-américaine en Iran est l'occasion de rappeler la série de précédents menés par les Américains depuis la Seconde Guerre mondiale pour parvenir ici ou là à des changements de régime. Parmi ses reportages, *Le Figaro Histoire* vous emmène en Grèce sur les traces des croisés, qui bâtirent dans le Péloponnèse des châteaux dont on admire d'étonnants vestiges, et vous fait découvrir la splendide exposition que le musée Carnavalet consacre à Mme de Sévigné à l'occasion des quatre cents ans de sa naissance.

11 €
,90

En vente actuellement chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr/histoire

  Retrouvez *Le Figaro Histoire* sur X et Facebook

Ou
abonnez-vous
au Figaro Histoire
en flashant ce QR Code



LE FIGARO économie

ESPAGNE

LA CHUTE DE L'EX-PRÉSIDENT DE BBVA, CE BANQUIER QUI AIMAIT TROP ESPIONNER PAGE 19

Francisco Gonzalez



DETTE

THIERRY BRETON VEUT INSCRIRE DANS LA CONSTITUTION FRANÇAISE LE DÉFICIT PUBLIC À 1% DU PIB PAGE 20



L'épargne salariale au secours du pouvoir d'achat

Une proposition de loi, examinée à partir de mardi au Sénat, veut donner une bouffée d'oxygène au portefeuille des Français en facilitant leur accès à cet argent.

Alors qu'avec le conflit en Iran l'inflation repart à la hausse et que la consommation des Français décroche, la question du pouvoir d'achat revient sur toutes les lèvres. Dans ce contexte, les sénateurs s'apprêtent à examiner, le 7 avril, une proposition de loi

qui a pour ambition de redonner du souffle au portefeuille des ménages. Le texte propose de permettre aux salariés de débloquer jusqu'à 5 000 euros de leur plan d'épargne entreprise - sans condition de revenu -, exonérés de cotisations sociales et d'impôt

sur le revenu, pour pouvoir les dépenser à leur guise. Fin 2025, le niveau de l'épargne salariale en France a atteint des niveaux records, avec 230 milliards d'euros placés par quelque 13 millions de salariés sur ce type de produits.

La proposition fait toutefois débat au sein de certaines organisations patronales, qui doutent de sa réelle efficacité sur la consommation, tandis que des syndicats regrettent la portée restreinte d'un dispositif ne s'adressant qu'à ceux qui bénéficient de cette épargne.

→ LES ENTREPRISES VERSENT MOINS DE « PRIMES MACRON » PAGE 18

> FOCUS

BERCY ANNONCE UN « PRÊT FLASH CARBURANT » POUR LES PETITES ENTREPRISES

Le ministère de l'Économie a annoncé, vendredi soir, le lancement prochain d'un « prêt flash carburant » avec Bpifrance, pour soutenir la trésorerie des petites entreprises les plus exposées à la flambée des prix des carburants liée à la guerre au Moyen-Orient. Des sommes de 5 000 à 50 000 euros pourront être prêtées au taux de 3,80%, sans garanties, aux TPE (très petites entreprises) et aux PME (petites et moyennes entreprises) des secteurs éligibles : transports, agriculture, pêche, dont les dépenses de carburant représentent « au minimum 5% du chiffre d'affaires », précise Bercy. « On se réjouit de cette annonce », a déclaré, samedi, la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), précisant avoir « poussé » ce sujet auprès du gouvernement.

Les syndicats représentant les salariés seront, pour leur part, reçus ce mardi à Bercy pour évoquer les « conséquences économiques de la guerre » au Moyen-Orient. « Il était temps ! », estime la leader de la CGT, Sophie Binet, qui demande des mesures au gouvernement depuis plusieurs semaines. « La CGT ira pour demander des mesures d'urgence : le blocage des prix, l'augmentation du smic et des salaires, à commencer par celui des aides à domicile, et des mesures structurelles pour sortir les prix de l'énergie de la spéculation et pour décarboner nos transports et notre industrie », ajoute la syndicaliste. À noter, cependant, le ministre des Comptes publics a de nouveau martelé, ce dimanche, que toutes les aides « ciblées » de l'État face à l'envolée des prix du carburant seront compensées par des coupes dans les dépenses. J.R.P.

Le plan pour aider les Français à passer à l'électrique

Le gouvernement présente cette semaine son plan pour l'électrification. Objectif : réduire la dépendance du pays aux importations de gaz et de pétrole tout en allégeant les factures des ménages et des professionnels.

PAGE 19



le PLUS du FIGARO ÉCO



TECHNOLOGIE

Délits d'initié, menace de mort... Les dérives de Polymarket et Kalshi, les rois des marchés prédictifs, enflamment les États-Unis

PAGE 20



L'HISTOIRE

OpenAI se réorganise après le retrait contraint de la Française Fidji Simo

En prenant le poste de directrice générale des applications de la société OpenAI l'an dernier, elle est devenue la Française la plus puissante de la Silicon Valley. Mais aussi forte soit-elle, Fidji Simo se retrouve contrainte de prendre du recul. Atteinte d'une maladie auto-immune diagnostiquée en 2019 (le syndrome de tachycardie orthostatique posturale), elle doit prendre plusieurs semaines de congé maladie. « Depuis que je suis ici, j'ai repoussé mes examens médicaux et les nouveaux traitements pour rester pleinement concentrée sur mon travail. Il est désormais clair que j'ai un peu trop forcé et que j'ai vraiment besoin d'essayer de nouvelles approches pour stabiliser mon état de santé », a-t-elle expliqué à ses équipes. Le président d'OpenAI, Greg Brockman, prend en charge une partie des responsabilités

liées aux produits en son absence, y compris les projets de superapplication de l'entreprise. Brad Lightcap, le directeur des opérations d'OpenAI, occupera un nouveau poste axé sur les « projets spéciaux », tandis que la directrice marketing, Kate Rouch, a décidé de démissionner pour se consacrer à son rétablissement après un cancer. Cette réorganisation au plus haut niveau de la jeune société intervient à un moment critique pour OpenAI : sous pression pour maintenir son innovation par rapport à la concurrence d'Anthropic et de Google, la société d'IA travaille aussi à une introduction en Bourse à Wall Street. Elle s'est donné toutefois de l'air en bouclant cette semaine une levée de fonds record de 122 milliards de dollars, à laquelle ont pu participer des investisseurs individuels, pour une valorisation de 852 milliards. ■

INGRID VERGARA



Le titre-restaurant pourra être utilisé le dimanche et en grande surface

Les conséquences de la guerre au Moyen-Orient se font déjà sentir dans les habitudes de consommation des Français. Pour les soutenir dans leurs dépenses alimentaires, Serge Papin, le ministre des PME, du Commerce, de l'Artisanat et du Pouvoir d'achat annonce une réforme des titres-restaurant dans Le Parisien : ils pourront être utilisés tous les jours de la semaine, même le dimanche. Le gouvernement veut aussi pérenniser dans la loi son utilisation pour acheter n'importe quel aliment dans les grandes surfaces, « une mesure de liberté, de pouvoir d'achat », défend Serge Papin. Il souhaite également la « dématérialisation complète » de ces tickets et mettre en place la possibilité d'en « faire don à une association agréée ». « Certaines pratiques pour les professionnels seront interdites, comme les rétrocommissions », a-t-il ajouté. Ces annonces devraient entrer en vigueur dans les prochains mois. « Le texte est prêt. Il sera

porté par les parlementaires et déposé d'ici à l'été pour être adopté avant la fin de l'année », a encore indiqué le ministre. Ces tickets sont « autant un titre repas qu'un titre-restaurant », a-t-il souligné, devant la colère des restaurateurs. « On est en train de faire crever notre profession », a réagi Franck Chaumès, président au niveau national de la branche restauration de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie, prévenant que certains de ses adhérents se disent prêts à boycotter les titres-restaurant pour faire entendre leur ras-le-bol. « Le ministre nous laisse les miettes », tonne Franck Delvau, président de l'Umih Paris Île-de-France, auprès du Figaro. Nés à la fin des années 1960 en France, les titres-restaurant sont utilisés aujourd'hui par plus de 5 millions de salariés pour régler des repas et des courses alimentaires chez quelque 244 000 commerçants. C.H.E.T.T.D.

Comment les parlementaires souhaitent redonner du pouvoir d'achat aux Français

Louise Darbon

Les sénateurs s'apprêtent à examiner une proposition de loi qui simplifie le déblocage de l'épargne salariale.

Le pays n'en avait pas franchement besoin, mais une nouvelle crise énergétique vient frapper la France du fait d'un conflit en Iran qui a fait exploser le prix du baril de pétrole. Alors que l'inflation repart à la hausse et que la consommation des Français décroche, la question du pouvoir d'achat revient sur toutes les lèvres. Dans ce contexte, les sénateurs s'apprêtent à examiner une proposition de loi qui a pour ambition de redonner du souffle au portefeuille des ménages. Le texte émane de la droite sénatoriale et propose d'élargir les possibilités de déblocage exceptionnel de l'épargne salariale, qui mêle les dispositifs de participation, d'intéressement et de primes de partage de la valeur - dites « primes Macron ».

Il faut dire que le niveau de l'épargne salariale en France atteint des niveaux records. À fin 2025, l'Association française de la gestion financière estimait à 230 milliards d'euros le montant placé par quelque 13 millions de salariés sur ce type de produits, dont 191 milliards d'euros sur les seuls plans d'épargne entreprise. Selon les règles en vigueur, ces sommes sont normalement indisponibles pendant cinq ans.

S'il existe déjà quatorze cas qui permettent un déblocage anticipé - du mariage à la naissance d'un troisième enfant, en passant par l'achat d'une voiture électrique -, les sénateurs veulent aller plus loin. Ils aimeraient offrir la possibilité aux salariés de déblocer jusqu'à 5 000 euros de leur plan épargne-entreprise - sans condition de revenu -, exonérés de cotisations sociales et d'impôt sur le revenu, pour pouvoir les dépenser à leur guise. L'initiative rejoint ainsi l'idée déjà évoquée par le ministre des PME, Serge Papin - dont le portefeuille contient également le Pouvoir d'achat -, au mois de

essentiellement les cadres et les cadres supérieurs, soit des gens qui n'en ont pas forcément besoin». « Je ne crois pas une minute à l'idée que cela va relancer les achats des Français », assène ainsi Michel Picon, le président de l'U2P - admettant toutefois n'être « ni pour ni contre ». « Cela permet surtout aux salariés percevant de hauts revenus d'encaisser des avantages fiscaux », s'agaçait Luc Mathieu, secrétaire national de la CFDT, au mois de janvier, convaincu que « la question du pouvoir d'achat ne peut se résoudre que par le salaire ». Or, certains craignent que le vote du texte ne se traduise par un phénomène de substitution. Autrement dit, que l'introduction d'un tel mécanisme, combiné à d'autres comme les primes d'intéressement, de participation ou de partage de la valeur, ne se substitue aux augmentations générales de salaire lors des négociations annuelles obligatoires.

Le gouvernement a beau fustiger un procès d'intention fait aux entreprises, la CGT martèle qu'« augmenter le salaire brut, c'est bon pour la vie », alors

Alors que l'inflation repart à la hausse et que la consommation décroche, la question du pouvoir d'achat revient sur toutes les lèvres.

même que « le salaire mensuel de base est inférieur à celui de 2020 comparé à l'inflation », peut-on lire dans un communiqué du 18 mars dernier. « Ce n'est pas la panacée, c'est certain », reconnaît le sénateur Olivier Rietmann, sensible à l'argument. « La panacée serait que les salariés aient des salaires qui permettent de faire face à l'inflation qui vient. Mais pour cela, encore faudrait-il prendre de bonnes décisions politiques qui permettraient le lâcher des rênes côté entreprises, de les soutenir pour produire, créer des richesses et soutenir les salariés », explique l'élu, qui fustige certains discours à gauche. « Ce sont les mêmes qui disent qu'il faut augmenter les salaires et qui refusent d'alléger les charges et les impôts des entreprises. Mais on ne peut pas tout faire en même temps », grogne celui qui maintient que « tant qu'on ne prendra pas les bonnes décisions économiques, on n'aura que ces petites armes-là à disposition ».

Pas de quoi convaincre des syndicats qui regrettent la portée restreinte d'un dispositif ne s'adressant qu'à ceux qui bénéficient d'une telle épargne, « ce qui exclut presque tous ceux des entreprises comptant moins de 50 salariés », avance la CFDT. Alors qu'une majorité des entreprises de plus de 50 salariés ont des contrats d'intéressement, seules 10 %

des TPE en sont dotées. L'argument est balayé d'un revers de la main par le gouvernement, Bercy espérant au contraire qu'un tel texte puisse servir de cheval de Troie pour sensibiliser ces petites entreprises aux mécanismes de participation et d'intéressement qui leur sont ouverts depuis l'accord national interprofessionnel signé par les partenaires sociaux en 2023.

« Tant qu'on ne prendra pas les bonnes décisions économiques, on n'aura que ces petites armes-là à disposition »

Olivier Rietmann Sénateur

« On dirait que le ministre n'est pas au courant de cet accord... », grince-t-on dans des milieux patronaux, où la proposition est loin de faire l'unanimité. Si le Medef est prêt à accepter le texte tel qu'il est écrit pour l'instant - jugeant ses effets négatifs « supportables pour le financement de l'économie » -, l'organisation patronale admet qu'elle reste très vigilante. Elle craint surtout que les discussions parlementaires ne modifient le texte en profondeur, en augmentant par exemple le plafond déblocable, ou en

pérennisant le dispositif, créant « des effets déstabilisants sur le financement de notre économie ». « Il faudrait également introduire une disposition qui empêche le déblocage de l'abondement volontaire de l'entreprise, pour qu'il reste investi sur du moyen ou du long terme », poursuit l'entourage du patron des patrons. Et pour cause, cet abondement « irrigue le tissu du financement des entreprises ». Le Sénat pourrait déposer des amendements en ce sens, mais l'application technique d'une telle disposition peut s'avérer complexe, pointe un conseiller au Palais du Luxembourg.

C'est donc avec un enthousiasme très mesuré que la première organisation patronale accueille cette proposition de loi, questionnant l'opportunité et l'efficacité d'un tel déblocage aux effets « très difficiles à mesurer », d'autant plus dans un contexte de retour de la hausse des prix de l'énergie. Qui plus est, « si ces sommes partent vers des produits importés, où est le bénéfice pour l'économie française ? », souffle-t-on dans les couloirs du Medef où, comme à l'U2P, on demeure sceptique sur les effets réels d'une telle mesure. Peu importe, aux yeux d'Olivier Rietmann, qui demeure certain qu'« il ne peut y avoir que des effets positifs, dans une situation dans laquelle tout est bon à prendre ». ■

5 000 euros

La somme que les sénateurs souhaiteraient permettre aux salariés de déblocer de leur plan épargne-entreprise

janvier dernier. L'ancien patron de Système U défendait alors une ambition un peu plus modeste, puisque le déblocage était plafonné à 2 000 euros et seulement pour les salariés gagnant moins de deux smics ; mais cela pouvait permettre, selon lui, de donner un coup de pouce aux Français dans un contexte où la consommation est à la peine. « Le pouvoir d'achat progresse, mais les gens ne le ressentent pas, ça traduit le sentiment d'un manque de liberté », expliquait alors le cabinet du ministre, soulignant vouloir « offrir cette part de liberté aux salariés ».

« La tournure des événements nous donne raison », appuie le sénateur LR Olivier Rietmann, à l'origine de la proposition de loi (PPL), en référence à la guerre en Iran qui fait déjà constater un retour de l'inflation. Le texte se présente comme « une bouffée d'oxygène » à destination de certains salariés, puisqu'il pousse à « déblocer l'épargne des Français pour la réinjecter dans la consommation, en donnant plus de pouvoir d'achat à nos concitoyens », avance l'élu. « La consommation a besoin d'être soutenue en France », martèle Eric Chevée, vice-président de la CPME en charge des affaires sociales, qui plaide pour un déblocage plus large encore, jusqu'à 10 000 euros. « Nous demandons des montants plus significatifs, qui puissent être investis dans des biens d'équipement, de la rénovation... des domaines qui pâtissent d'une consommation molle », avance le chef d'entreprise.

Si le texte enthousiasme les représentants de PME, il ne fait néanmoins pas que des heureux chez les patrons. Au sein de l'Union des entreprises de proximité (U2P), on y voit surtout un « effet d'annonce » qui va « toucher



Les entreprises versent moins de « primes Macron »

Julie Ruiz Perez

L'idée était née dans les affres de la crise des « gilets jaunes ». Elle a connu plusieurs formes et plusieurs noms depuis. « Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat », « prime Macron », « prime Covid »... Depuis 2022, ce dispositif qui permet aux employeurs d'octroyer une prime partiellement exonérée de charges et contributions sociales à ses employés est désormais pérenne et porte le nom de « prime de partage de la valeur » (PPV).

En 2025, elle a rapporté près de 2,9 milliards d'euros aux salariés, selon des chiffres récemment publiés par l'Insee. Une grande part de ces versements (1,4 milliard d'euros) a eu lieu au quatrième trimestre mais ils affichent un recul de 100 millions sur un an. L'année précédente, les

salariés avaient reçu plus de 3,4 milliards d'euros de PPV. En deux ans, le repli est spectaculaire quand on considère le succès de ce dispositif en 2023 : cette année-là, plus de 5,3 milliards d'euros avaient été versés aux salariés à ce titre.

Contexte morose

Il faut dire qu'entre-temps, le dispositif a perdu en attractivité fiscale, faisant chuter sa popularité. Jadis totalement exonérée, la prime actuelle permet, par exemple, une exonération de cotisations et de contributions sociales jusqu'à 6 000 euros sous conditions. Mais, depuis le 1^{er} janvier 2024, les employeurs qui y ont recours doivent s'acquitter de la contribution sociale généralisée (CSG) et de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

De la même manière, l'exonération d'impôt sur le revenu de la PPV pour

ceux qui la reçoivent ne s'applique plus qu'aux employés des entreprises de moins de 50 salariés. Avant 2024, tous les collaborateurs percevant moins de trois fois le smic pouvaient y prétendre. Ainsi, dès la fin 2024, un rapport sur les salaires dans le secteur privé de l'Insee notait que « la part de bénéficiaires de la PPV recule pour passer de 23,1 % en 2023 à 14,6 % en 2024 et le montant total versé passe de 5,3 milliards d'euros à 3,4 milliards d'euros entre ces deux années », expliquaient les experts.

Par ailleurs, la morosité du contexte français et international, entraînant une forme de pessimisme de la part des employeurs, n'est bien sûr pas étrangère à ce repli. Une étude de la Dares publiée la semaine dernière soulignait qu'en 2023, dans l'immense majorité des cas, le versement de cette prime découlait directement d'une décision du chef d'entreprise. « Parmi

les entreprises de 10 salariés ou plus versant une PPV en 2023, 89,8 % l'instauraient par une décision unilatérale de l'employeur, plutôt que par la voie d'un accord collectif », précisait le rapport.

Ainsi, cette tendance à toutes les raisons de se confirmer dans les prochains mois. En effet, l'indicateur du climat des affaires est « maussade », selon l'Insee en mars. De plus, dans ses prévisions pour le premier semestre, l'institut soulignait que la hausse actuelle des prix « ne serait pas encore intégrée dans les négociations de branche et d'entreprise, et les salaires nominaux resteraient atones, reflet d'un pouvoir de négociation affaibli des salariés ». En effet, les experts prévoient une poursuite des tensions accrues sur le marché du travail dans les prochains mois. Ainsi, comme le reste des hausses de salaire, la « prime Macron » pourrait bien être l'une des victimes de la crise en cours. ■

Le gouvernement veut aider les Français à passer à l'électrique

Elsa Bembaron

Il présente cette semaine son plan pour l'électrification afin de réduire la dépendance du pays aux énergies fossiles.

Comment réduire la facture énergétique des ménages français et des entreprises? Le gouvernement semble avoir trouvé la martingale : en électrifiant les usages, c'est-à-dire en passant du pétrole et du gaz à l'électricité pour rouler, se chauffer ou produire. Avec la flambée du prix des hydrocarbures consécutive à la guerre en Iran, il devient urgent d'agir. Si les prix du gaz ont doublé, ceux de l'électricité ont à peine frémé. Au point que Sébastien Lecornu a mis la pression sur les ministres de l'Économie, Roland Lescure, et de l'Énergie, Maud Bregeon, pour qu'ils présentent plus tôt que prévu le grand plan pour l'électrification. Attendu pour la fin du mois juin, réclamé pour la fin mars par Matignon, il devrait finalement être présenté cette semaine alors que les réflexions sont en cours depuis la fin de l'année 2025.

Ce plan fait écho à la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 3) publiée le 13 février. Celle-ci prévoit la poursuite du développement des moyens de production d'électricité renouvelables et la construction de six nouveaux réacteurs nucléaires. De quoi susciter l'ire d'une partie de l'opposition (RN en tête) qui estime que la France produit trop d'électricité. « La poule ou l'œuf? Faut-il d'abord augmenter notre production électrique ou accélérer sur l'électrification? Il faut faire les deux en même temps », répond Roland Lescure, qui rappelle l'objectif de réduire la place

du pétrole et du gaz dans la consommation énergétique du pays pour la faire passer de 60 à 40 % (et donc faire passer celle de l'électricité de 40 à 60 %, d'ici à 2035) et donc de diminuer la dépendance aux hydrocarbures.

Le gouvernement devrait soutenir les automobilistes pour passer à l'électrique avec un élargissement du leasing social, ce dispositif d'aide à la location de véhicules propres. Toute la question est de savoir qui sera aidé : les ménages les plus modestes ou certaines catégories socioprofessionnelles comme les infirmières à domicile. Ces dernières sont à la crise actuelle ce que les boulangers étaient à celle de 2022.

« Faut-il d'abord augmenter notre production électrique ou accélérer sur l'électrification? Il faut faire les deux en même temps »

Roland Lescure
Ministre de l'Économie

Toutefois, même si plus de 100 000 voitures électriques ont été vendues en France depuis le début de l'année, cela ne va pas suffire à booster la demande d'électricité. En effet, la consommation de 100 000 voitures électriques est estimée à 0,2 térawatt-heure (quand la consommation française a atteint 450 TWh l'année dernière). Des mesures de soutien aux poids lourds électriques sont aussi attendues,



Le leasing social pourrait être élargi afin d'aider les automobilistes à s'équiper en véhicules propres. La question est de savoir qui sera éligible à ce dispositif d'aide à la location. ROSSANDHELEN/STOCK ADOBE

afin d'alléger la facture carburant des transporteurs, notamment.

Du côté du logement, de nouvelles mesures de soutien à la pompe à chaleur (en remplacement de chaudières à gaz ou au fioul) devraient être mises en place. Jusqu'à présent, le gouvernement est plus proche du fiasco que du succès. Quand Bruno Le Maire était ministre de l'Économie « il avait donné une cible d'un million de pompes à chaleur vendues par an. Le marché était à 300 000. Il est tombé à 170 000 », rappelle un acteur du secteur. Cette fois, pour tenir ses objectifs, Bercy devrait à la fois pérenniser les mesures dans le cadre de MaPrimRenov' et surtout, mobiliser les certificats d'économie d'énergie (CEE). Ce dispositif, décrié par une partie de l'opposition, a deux vertus principales aux yeux du gouvernement : il ne pèse pas sur les finances de l'État, puisque ce sont les entreprises qui produisent et distribuent de l'éner-

gie qui le payent. Et il applique le principe du « pollueur payeur ». En outre, le fonctionnement de ce mécanisme est tel que plus il y a d'applications possibles (dites « fiches CEE ») plus le prix du certificat baisse pour les entreprises... limitant ainsi son impact, notamment sur le prix des carburants.

L'accès aux CEE pour les industriels voulant se décarboner pourrait aussi être simplifié. Cet axe est au cœur des priorités du gouvernement, avec l'idée que quelques gros projets suffiraient à augmenter sensiblement la consommation d'électrons en France. Le cas du four électrique prévu par ArcelorMittal pour remplacer un haut-fourneau à Dunkerque en est l'illustration : cet investissement à 1,3 milliard d'euros, soutenu à 50 % par des CEE, devrait générer une consommation additionnelle d'électricité d'environ 1 TWh par an, soit autant qu'une petite ville française. Mais la conversion d'installations exist-

tantes reste longue et coûteuse. Le gouvernement espère encore attirer de nouvelles industries en leur donnant accès à une électricité abondante, disponible et bon marché, avec un prix 30 à 50 % inférieur à ceux de nos voisins italiens ou allemands. Les grands fournisseurs de cloud et les acteurs des centres de données et de l'intelligence artificielle sont attendus à bras ouverts. EDF a mis en place un dispositif leur permettant d'avoir un accès facilité à certains terrains et à une connexion au réseau électrique.

Au total, le gouvernement cible une consommation supplémentaire d'électricité de 250 TWh en dix ans, un bond considérable sachant que l'année dernière, la demande nationale s'est élevée à 449 TWh - et que le pays a exporté 94 TWh. La production devrait être au rendez-vous, avec l'ajout de nouvelles capacités solaires et éoliennes. Reste à savoir si la demande suivra. ■

À Madrid, la chute du banquier qui aimait trop espionner

Mathieu de Taillac Madrid

Le parquet espagnol réclame 173 ans de prison contre Francisco Gonzalez, qui fut président de BBVA pendant 19 ans.

Le personnage est digne d'un polar. Francisco Gonzalez a eu une ascension spectaculaire, d'informaticien à agent de change, de fondateur d'une société de courtage à banquier jusqu'à devenir capitaine d'une des plus grandes banques d'Europe. Le procureur réclame une peine de... 173 ans de prison, dont quinze au maximum seraient exécutoires, contre celui qui fut président de la BBVA pendant dix-neuf ans. Il est accusé d'espionnage contre l'élite politique et économique du pays.

Sept ans après le départ du numéro un de BBVA pris dans le scandale politico-judiciaire, le procureur a récemment remis son acte d'accusation. Un document de 184 pages, auquel a eu accès *Le Figaro*, qui accable Gonzalez, une dizaine d'anciens cadres de la banque et membres d'une société d'espionnage fondée par un ex-commissaire de police. Le temps passé ne semble avoir atténué en rien la crainte que continue d'inspirer celui que tout le monde appelle par ses initiales. Plusieurs personnes ayant travaillé avec lui, ou simplement fait carrière dans le secteur, ont refusé de partager l'opinion qu'ils se font de « FG » ; d'autres ont insisté pour rester anonymes.

La trajectoire de « FG » épouse l'histoire récente du capitalisme à l'espagnole. Programmateuse informatique chez Siemens, il devient agent de change et de Bourse en arrivant major au concours de la fonction publique en 1980. Un titre qui, dès le départ, vaut démonstration de ses capacités intellectuelles, qu'aucun de ses ennemis ne lui conteste... et preuve de son caractère d'outsider. « Il ne connaît rien à la banque » est une phrase

entendue à maintes reprises de la bouche des banquiers pur jus.

« Très vite, sa société de courtage engrange les succès et il commence à compter dans le pays, relate Inigo de Barron, journaliste récemment en pré-traité, spécialiste du secteur bancaire, qui s'est porté partie civile quand il a appris avoir été placé sous écoute téléphonique, à deux reprises, par BBVA. « Il connaît alors des personnes influentes au Parti populaire (PP, le grand parti de la droite espagnole, NDLR). Quand José María Aznar prend la tête du gouvernement en 1996, Gonzalez est nommé à la tête de la banque publique Argentaria. »

Le gouvernement de droite approfondit les privatisations entamées par ses prédécesseurs socialistes, dont Argentaria. S'ensuit en 1999 une fusion avec la grande banque basque BBV, encouragée par l'exécutif. La naissance du groupe BBVA est la première démonstration de l'ambition de « FG » de régner sans partage. Dans ce mariage de raison, BBV arrivait avec deux tiers des membres du conseil d'administration et Argentaria un tiers. Et les deux présidents devaient cohabiter à la tête de la nouvelle structure : Francisco Gonzalez et Emilio Ybarra.

Sauf que trois ans après la fusion, donc en 2002, Ybarra et l'ensemble des conseillers provenant de BBV prennent la porte suite aux révélations à la Banque d'Espagne de l'existence de fonds opaques et offshore, un lointain héritage de BBV. À l'époque, « FG » a lui-même accompagné Ybarra voir le gouverneur, lui aussi proche du PP, pour l'informer des faits. Gonzalez, l'homme d'Argentaria, devient ainsi seul maître à bord d'un navire qui n'était pas le sien.

Autre fait d'armes, en 2004, l'entreprise de BTP Sacyr veut entrer au capital de BBVA. Le gouvernement, désormais aux mains du socialiste Zapatero, ne s'y oppose pas. « Cette opération devient une obsession pour Gonzalez, qui, lui, y voit un cheval de Troie des socialistes, indique Inigo de Barron. On sait désormais que Sacyr voulait simplement acquérir 5 % du capital pour avoir un ou deux membres au conseil d'administration. »

En référence à cette affaire, plusieurs sources interrogées utilisent un même adjectif, « paranoïaque », pour décrire sa méfiance. « Il n'est pas interdit de croire que le Parti socialiste ait voulu au final par cette opération faire partir Gonzalez, nuance le journaliste. Le fait est que c'est à ce moment qu'explorent les commandes au commissaire Villarejo. » Cet ancien policier a monté une société de renseignement, Cenyt. Il offre ses services aux politiques et aux très grandes entreprises. BBVA deviendra son meilleur client, avec 10 millions d'euros de contrats entre 2004 et 2017.

« Dis à tes gens de se mettre au travail. » C'est, selon le parquet, l'instruction donnée alors par « FG » à son directeur de sécurité, Julio Corrochano, un autre ex-commissaire aujourd'hui mis en examen. Pour le procureur, « FG » « a expressément autorisé Corrochano à recourir, (...) au mépris total des normes de contrôle juridique et comptable, aux services de Villarejo, sur le budget de la banque (...). Seul lui devait être informé et aucune trace écrite ne devait subsister. »

Un « groupe hostile » est alors identifié. Des politiques, des hauts fonctionnaires, des responsables d'entreprises, des jour-

nalistes, dont au minimum les téléphones sont écoutés. Selon la déclaration de Corrochano, « la principale préoccupation de Gonzalez était de connaître les ragots, qui se réunissaient quand, et de quoi parlaient-ils ». Parmi les commérages, l'homosexualité d'un secrétaire d'État qui avait travaillé auparavant à la banque.

« Il est vrai que c'est un type dur, il n'est pas là pour se faire des amis mais pour veiller aux intérêts de ses actionnaires »

Une source du secteur bancaire espagnol

Au tableau de chasse des victimes les plus sensibles, figure Carlos Arenillas, vice-président de la CNMV, le gendarme de la Bourse espagnole, et membre du Conseil de la Banque d'Espagne. Pendant des mois, le superviseur est espionné par l'un de ses superviseurs, suivi par une voiture sans que la police n'arrête les suspects. Arenillas rapporte au *Figaro* avoir reçu « FG » à la CNMV, en compagnie du président de l'organe de supervision, alors qu'il ignorait tout des agissements de BBVA. « Je me souviendrai toujours de cette phrase, prononcée en me regardant : "Je vous rappelle que j'ai beaucoup d'argent." » Un autre adjectif revient dans les conversations : « rancunier ». Des anecdotes ou des choix de carrière de collaborateurs sont transformés en accusations de déloyauté des années plus tard. Une source du secteur, plus bienveillante, conteste cette image : « Il est vrai que c'est un type dur, il n'est pas

là pour se faire des amis mais pour veiller aux intérêts de ses actionnaires. Mais c'est là une preuve de son indépendance : il n'a pas à renvoyer l'ascenseur. »

Mais si le petit courtier des débuts devait juger le grand argentier à l'aune de la valorisation boursière de BBVA, le bilan serait rude. Entre l'arrivée aux manettes de « FG » en 2000 et son départ en 2018, l'actionnaire, une fois pris en compte les dividendes, aura perdu 13 % de son investissement. « FG », lui, est parti avec un fonds de pension de 80 millions d'euros. Dans le même temps, l'actionnaire de son grand rival, la banque Santander, a gagné 36 %. Les opérations réussies, notamment au Mexique avec Bancomer, ont été lancées avant qu'il n'occupe la présidence de BBVA en solitaire, à la différence des essais manqués en Chine et en Turquie.

Reste la numérisation de BBVA, un pari personnel de l'ancien informaticien. « Une banque concurrente m'a avoué que BBVA avait deux ans d'avance dans le domaine », avance la source bancaire. « Il voulait transformer la banque en une entreprise internet, décrypte Inigo de Barron. Il a perdu son pari, engouffrant des millions pour être à l'avant-garde, alors que ses concurrents attendaient de voir si BBVA trouvait la formule magique. »

Lors de son procès, dont la date n'est pas encore connue, l'homme âgé aujourd'hui de 81 ans devrait marteler cette ligne de défense : il n'aurait pas dans le détail des questions de sécurité, qui étaient déléguées aux spécialistes de la banque. La justice jugera, en même temps qu'un homme, une époque du microcosme économique et politique espagnol. ■

Mélène Vissière Washington

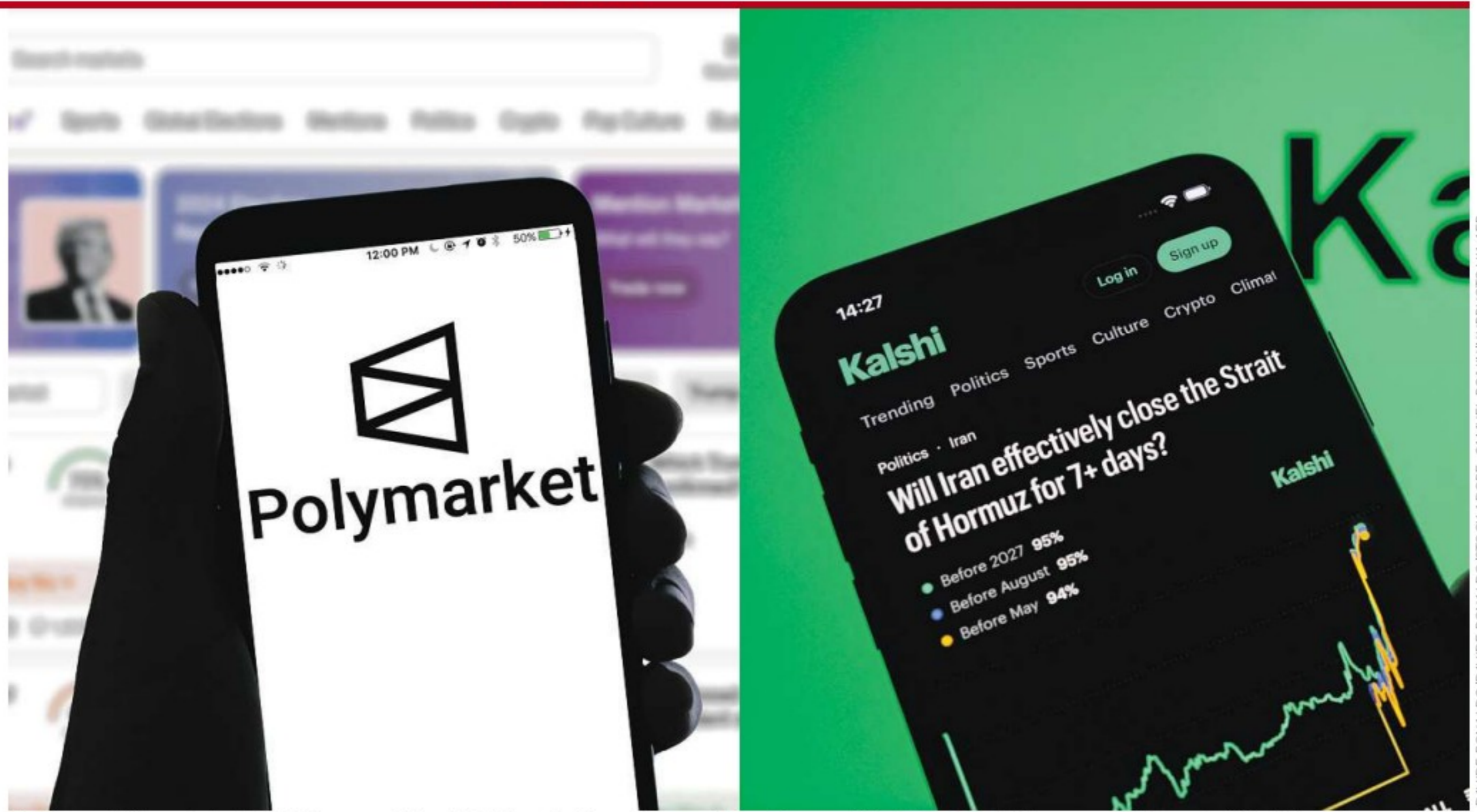
Polymarket et Kalshi sont soupçonnées d'être des nids de délits d'initié et de paris moralement douteux. États et élus cherchent à les réguler.

À 2 h 30 du matin, le samedi 28 février, Donald Trump a annoncé dans une vidéo sur son réseau social Truth Social que les États-Unis avaient attaqué l'Iran - une opération militaire préparée dans le plus grand secret. Quelques heures plus tard, Bubblemaps, une start-up française spécialisée dans l'analyse des activités sur la blockchain, a déclaré sur le réseau social X avoir identifié « six suspects de délit d'initié ». Ces derniers ont gagné 1,2 million de dollars en pariant sur Polymarket que des frappes israélo-américaines toucheraient l'Iran ce jour-là. Éléments troublants : la plupart des six individus venaient de créer leurs comptes sur cette plateforme américaine de paris prédictifs et n'ont misé que sur cet événement. Ce qui laisse penser que ces joueurs sont soit extrêmement chanceux, soit, plus probablement, qu'ils avaient eu vent de cette opération secrète...

Ils ne seraient pas les seuls. Une analyse du *New York Times* montre que moins de 24 heures avant les frappes, plus de 150 comptes Polymarket ont misé au moins 1000 dollars sur le fait qu'une telle attaque aurait lieu le lendemain. Seize d'entre eux ont remporté des gains de plus de 100 000 dollars. Le plus gros gagnant a empoché près d'un demi-million. « C'est fou que ce soit légal. L'entourage de Trump profite de la guerre et de la mort », s'est insurgé sur X le sénateur démocrate Chris Murphy. L'Administration Trump a évidemment nié toute implication.

Polymarket permet de parier anonymement sur des événements à venir. Beaucoup concernent des résultats sportifs. Mais on peut aussi miser sur le vainqueur des prochaines présidentielles, le prochain acteur qui va incarner James Bond, la date de l'invasion terrestre de l'Iran par l'armée américaine, l'étendue des dégâts d'un incendie, et même sur la date du retour de Jésus-Christ (4 % de chances que ce soit avant 2027).

Ces plateformes de marchés prédictifs, dont les leaders sont Polymarket et Kalshi, connaissent une croissance phénoménale. Le volume des transactions mensuelles y a dépassé les 20 milliards de dollars, contre 1,2 milliard il y a un an, selon TRM Labs. Ces services sont interdits depuis novembre 2024 en France, car, faute d'agréments délivrés par l'Autorité nationale des jeux, ils



Portés par Polymarket et Kalshi, les marchés prédictifs voient leurs transactions dépasser 20 milliards de dollars mensuels, contre 1,2 milliard il y a un an.

Les dérives des leaders des marchés prédictifs enflamment l'Amérique

sont assimilés à des jeux illégaux d'argent. Mais un VPN (logiciel de réseau privé virtuel) permet de passer outre ce géoblocage. Les Français seraient ainsi de plus en plus nombreux à parier sur l'actualité tricolore.

Les marchés prédictifs sont réglementés aux États-Unis par la Commodity Futures Trading Commission (CFTC), le régulateur des produits financiers à terme. Ce dernier avait bloqué les opérations de Polymarket dans le pays en 2022, car ce site, créé par l'Américain Shayne Coplan, n'avait pas d'agrément. Cette interdiction a été partiellement levée fin 2025 après que Polymarket a racheté pour 112 millions de dollars une entreprise détentrice de ce sésame, QCEX.

Ce n'est pas la première fois que Polymarket fait l'objet de soupçons de délits d'initié. En janvier, moins de cinq heures avant le début de l'opération pour capturer le président du Venezuela Nicolas Maduro, un mystérieux individu a parié sur sa chute et remporté un gain de plus de 400 000 dollars pour une mise de 33 000 dollars. Récemment, un utilisateur sous le nom de 0xafEe a empoché 1,2 million de dollars après avoir donné la liste exacte des personnalités en tête des recherches sur Google en 2025. En août, un autre, sous le pseudonyme de Romantipaul, a misé sur les fiançailles de Taylor Swift moins de 24 heures avant l'annonce officielle. Son gain a été plus modeste : 3 000 dollars.

Les paris autour de la guerre en Iran, comme « Quand aura lieu une frappe nucléaire ? », ont suscité aux États-Unis de nombreuses discussions sur la légalité et l'éthique de ces sites qui incitent à

spéculer sur la mort et la violence. Sur Kalshi, en janvier, on pouvait ainsi miser sur la date de la fin du règne de l'ayatollah Khamenei. Au moment des frappes ayant conduit à sa mort, plus de 50 millions de dollars avaient été engagés. Outre les délits d'initié, une autre dérive a été constatée : certains parieurs cherchent à plier la réalité à leurs prédictions. En Israël, un journaliste a ainsi été menacé de mort pour le contraindre à modifier l'un de ses articles.

« Le problème, c'est que Polymarket fonctionne avec de la cryptomonnaie, les utilisateurs sont donc anonymes »

Rajiv Sethi, professeur d'économie au Barnard College

Inquiets de ces dérives, l'Arizona, l'Illinois et le Connecticut ont porté plainte contre Polymarket et Kalshi en les accusant d'être des opérateurs illégaux de paris en ligne. Ce sont les 50 États américains qui sont en charge de la régulation des jeux d'argent et de hasard sur leur territoire. Mais Kalshi et Polymarket réfutent cette étiquette au profit de celle d'opérateurs de produits financiers et affirment qu'ils ne doivent donc dépendre que de la CFTC. « Ces firmes se disent déjà réglementées pour éviter d'être soumises aux lois des États », remarque Benjamin Schiffrin, de Better Markets, un groupe spécialisé sur les réformes financières. Jeudi, l'Administration Trump a déposé plainte contre les trois États et demande à la justice de donner raison aux argu-

ments de Polymarket et Kalshi. Cette bataille juridique pourrait se terminer devant la Cour suprême.

Le bras de fer se joue aussi au niveau fédéral. Des élus du Congrès ont récemment déposé plusieurs projets de loi. Certains visent à empêcher les paris sur les sujets sensibles. Deux sénateurs, eux, veulent interdire ceux sur les résultats sportifs. D'autres textes visent à empêcher aux membres du Congrès, à leur famille, et aux responsables du gouvernement les paris liés à des événements politiques qu'ils pourraient anticiper ou influencer. « Le problème, c'est que Polymarket fonctionne avec de la cryptomonnaie, les utilisateurs sont donc anonymes », observe Rajiv Sethi, professeur d'économie à Barnard College. En février, les autorités israéliennes ont tout de même arrêté plusieurs militaires de réserve et un civil accusés d'avoir utilisé des informations classifiées pour parier sur des opérations militaires.

Le Congrès est lent, très polarisé, et rien ne dit que ces mesures vont être votées. En attendant, les deux entreprises ont accru leur lobbying à Washington. Polymarket vient d'ouvrir un bar éphémère dans la capitale pour faire sa promotion. Kalshi a, lui, lancé une campagne publicitaire avec les slogans « Nous interdisons les délits d'initié », « Nous opérons selon la loi américaine »... Les deux groupes viennent également d'annoncer de nouvelles règles pour limiter les dérives. Polymarket a supprimé ce week-end un pari sur le sort du pilote américain en Iran.

Mais seul un cadre réglementaire peut empêcher les abus, estiment les experts. Aucun cependant n'est prêt à parier un (crypto) kopek sur une action

de l'Administration. Donald Trump défend avec ferveur cette nouvelle industrie. Donald Jr, son fils aîné, a investi dans Polymarket et siège à son conseil consultatif tout en étant conseiller de Kalshi! Truth Media, l'une des entreprises de Trump, prévoit de lancer son propre site de prédiction. La CFTC, désormais dirigée par un avocat proche du président, a abandonné les efforts lancés par l'Administration Biden pour contrôler le secteur. « La CFTC semble plus intéressée à faire leur promotion qu'à les réglementer », poursuit Benjamin Schiffrin.

Ces services ont pourtant un intérêt, selon les économistes. En compilant des opinions diverses en temps réel, ils fournissent parfois des prédictions plus exactes que celles des experts. En 2024, Polymarket a ainsi prévu la victoire de Donald Trump, alors que les sondages le donnaient au coude à coude avec Kamala Harris. « Les systèmes habituels de prévision s'appuient sur des données historiques et ne marchent pas toujours lors des périodes sans précédent. Les plateformes de prédiction, en revanche, sont capables de prévoir en continu et de manière pertinente », explique Rajiv Sethi. « C'est pour cela que les médias, les analystes financiers et les politiques les suivent de près. Ce qui pose un risque pour le processus démocratique. »

Un candidat à la présidentielle voyant sa cote baisser sur Kalshi pourrait décider de faire remonter sa cote dans l'opinion en misant gros sur lui-même... « Si les gens prennent sérieusement ces marchés comme des mécanismes de prévision, la manipulation est tentante », conclut Rajiv Sethi. ■

Déficit : Thierry Breton prône la « règle d'or » du 1 % du PIB

Olivia Détoyat

L'ancien commissaire européen souhaite la voir inscrite dans la Constitution à horizon 2032.

Alors que la poussée de fièvre des prix à la pompe ne redescend pas, la question des bénéficiaires de la crise énergétique prend de l'ampleur. Selon l'ancien commissaire européen au Marché intérieur Thierry Breton, la hausse du prix du pétrole génère toutefois un surplus fiscal limité pour l'État, qu'il estime entre 150 et 250 millions d'euros. « Il n'y a pas les milliards que l'on pense, explique-t-il au Grand Jury, dont il était l'invité ce dimanche. La bonne politique, ce n'est pas de baisser la TVA, comme on peut l'entendre. Cela nous coûterait entre 13 et 15 milliards d'euros. La bonne politique, c'est de redistribuer l'intégralité de ce surplus à ceux qui en ont le plus besoin : les chauffeurs routiers, les marins pêcheurs et les agriculteurs. »

Estimant que la crise énergétique actuelle est artificielle, car liée à des tensions

géopolitiques perturbant l'offre mondiale, l'ancien patron d'Atos juge en revanche tout à fait légitime de taxer les éventuels superprofits des énergéticiens, pétroliers en tête. « Il est tout à fait inacceptable qu'un certain nombre s'enrichisse sur un événement conjoncturel et artificiel », insiste-t-il.

Un peu plus d'un an avant l'élection présidentielle de 2027, l'ancien commissaire entend peser dans le débat, en appelant à une discipline budgétaire forte. « La France dépense 170 milliards de plus qu'elle ne gagne. Notre dette atteint 3500 milliards et un tiers du budget de l'État va servir à payer les intérêts. Ce n'est pas tenable, alerte-t-il. Pourquoi serions-nous les seuls en Europe et au monde à ne pas être capables de faire ce que font tous les autres pays européens ? »

Appelant à une « union sacrée » sur le sujet, il souhaite voir inscrire dans la



Thierry Breton, dimanche, sur le plateau du « Grand Jury RTL-Le Figaro-Public Sénat-M6 ».

Constitution une ambitieuse règle d'or, limitant le déficit public à 1 % du PIB à l'horizon 2032. Critiqué par certains économistes, ce projet « est tout sauf un choc d'austérité », assure l'ancien chef d'entreprise. Un pour cent de déficit, cela fait 40 milliards tous les ans de plus, auxquels vous ajoutez 40 milliards liés à la croissance. Cela signifie que nous aurons quand même chaque année 80 milliards de plus de dépenses supplémentaires que l'année d'avant. »

L'exemple de l'Allemagne

Insistant sur l'importance pour la France de réapprendre à tenir ses engagements si elle veut peser sur la scène internationale, il appelle à agir vite. « Le constat de notre situation budgétaire est fait. Il faut maintenant passer à l'exécution et s'imposer la discipline que les Allemands se sont

imposée. Sur le sujet, je vais voir tous les chefs de parti, car, plus que la recherche du candidat providentiel, il faut travailler sur le projet providentiel. »

À l'origine du Digital Services Act (DSA) adopté en 2022 pour encadrer l'activité des grandes plateformes en ligne dans l'espace numérique européen, Thierry Breton s'est attiré les foudres des géants de la tech et de l'Administration américaine. Interdit de séjour aux États-Unis depuis fin 2025, il défend ce cadre législatif, qu'il estime suffisant, pour à la fois protéger les enfants des réseaux sociaux et lutter contre les contenus en ligne illégaux et l'ingérence politique. « Nous avons vraiment bâti le corpus législatif le plus approprié et le plus structuré. Le problème, ce n'est pas les lois, qui existent, mais leur application », conclut l'artisan du texte. ■

LE FIGARO et vous



VOYAGE
OUVERTURE DE L'HÔTEL
VILLA COLETTE, UNE AUTRE IDÉE
DU LUXE AU CAP-FERRET **PAGE 23**



MUSIQUE
ENTRETIEN AVEC GILBERTO GIL,
LÉGENDE BRÉSILIENNE, AU TERME
DE SON ULTIME TOURNÉE **PAGE 25**

La victoire en beauté

Longtemps, les athlètes avec de faux ongles ou un peu trop de mascara étaient discréditées. Aujourd'hui, au contraire, les sportives de haut niveau dopent leur confiance et leurs performances en prenant soin de leur allure. **PAGE 22**

JULIUS HIRTZBERGER, LECO VAN NAZUMA PRESS WIRE VIA REUTERS, VCG VIA GETTY IMAGES, HENRI ROUSSEAU/MUSÉE DE L'ORANGERIE, RIEHEN/BASEL, FONDATION BEYELER, BEYELER COLLECTION PHOTO ROBERT BAYER



Alysa Liu, médaille d'or en patinage artistique aux JO de Milan-Cortina, le 19 février, a charmé le public avec ses cheveux bicolores et son piercing.



**Le Douanier
Rousseau en majesté
au Musée
de l'Orangerie** **PAGE 24**



Nicole Bertolt, tout pour Boris Vian

Léna Lutaud

Avec « Ma vie en Vian », celle qui gère de main de maître la carrière posthume du poète sort ses Mémoires.

Elle s'était toujours effacée derrière Boris Vian, le faisant vivre à travers son œuvre. Tri des archives, recherche de manuscrits oubliés, contrats avec les éditeurs, concerts, films, albums, pièces de théâtre, expositions, traductions, visites guidées, documentaires, aide aux chercheurs et aux journalistes... Nicole Bertolt a lancé des milliers de projets qui ont eu du succès. En ce début 2026, elle a vendu les droits cinéma de *J'irai*

cracher sur vos tombes à Jean-Pascal Zadi. « Je travaille aussi à emmener L'Écume des jours à l'Opéra », confie-t-elle. Dans trois ans, l'œuvre tombera dans le domaine public. Il était temps pour Nicole Bertolt de raconter sa vie à elle.

Ses Mémoires intéresseront les amoureux du poète, ceux qui aiment les personnalités hors norme et ceux qui gèrent la mémoire de célèbres auteurs et artistes. Avec *Ma vie en Vian*, on découvre le travail de titan qu'est

la transmission d'une œuvre : l'engagement d'une vie. Boris Vian a eu beaucoup de chance, car, dans neuf cas sur dix, les carrières posthumes s'écroulent.

« Lire, c'était être libre »

Après vingt ans de travail formidable, Ursula, sa seconde épouse, a passé le flambeau à Nicole Bertolt. « Avec nous, l'œuvre est toujours passée devant. Les uns et les autres en ont payé le prix, mais Boris, lui, n'a jamais souffert », dit-elle.

Née en 1957 « dans la dèche », son enfance n'est que malheurs. Elle oublie « la misère, les coups, la peur, la violence » en dévorant les livres de Vian, Prévert, Marcel Aymé. « Lire, c'était être libre. C'était l'exploration d'un autre monde, là où tout est possible », se souvient-elle. À 25 ans, sa vie bascule lors de vacances dans les Pyrénées-Orientales. Eus, c'est le refuge d'Ursula Vian-Kübler et de son compagnon M. d'Dé. Comme eux, Nicole est à part. Elle rejoint les

fidèles qui travaillent au côté d'Ursula pour organiser, classer et éditer l'œuvre. Nicole se met au service de Boris Vian. Elle s'installe chez lui, cité Véron, à Paris. Elle protège Ursula, puis sa fille Carole, atteinte d'une sclérose en plaques. Entre Michelle, la première épouse de Vian, ses enfants, Carole et Patrick, et Ursula et M. d'Dé, les relations sont compliquées. En ce début 2026, ils ont tous disparu.

Nicole travaille désormais avec Cédric et Jason, petit-fils

et arrière-petit-fils de Vian. Et, dès qu'elle peut, elle file à New York voir ses petits-enfants. Une façon d'effacer son enfance volée. De son fils astrophysicien, elle est fière aussi. Après un scandale cet automne autour de l'appartement de Vian, la famille propriétaire du Moulin Rouge a promis de ne pas le détruire et d'en faire un lieu de visite. En attendant, Nicole y vit toujours. ■

« Ma vie en Vian », de Nicole Bertolt, Fayard, 448 p., 24 €.

Pauline Castellani

Rejetant les idées reçues sur la manière dont elles devraient se présenter sur le terrain, les athlètes de la nouvelle génération intègrent routine de soin et mise en beauté à leur préparation afin de booster confiance et résultats.

La finale perdue d'Eugenie Bouchard à Wimbledon en 2014? Le 100 mètres décevant de Sha'Carri Richardson en 2022? La première journée d'heptathlon ratée d'Auriana Lazraq-Khlass aux JO de Paris 2024? Pour certains observateurs, une seule explication à ces contre-performances : elles ont passé trop de temps devant le miroir...

On reprochait la joueuse de tennis pour ses shootings de mode dans *Vogue*, la sprinteuse pour ses perruques extravagantes et l'athlète française pour son maquillage. Comme on a reproché à Laure Manaudou sa surexposition médiatique et à Muriel Hurtis d'être trop apprêtée. Comme on a soupçonné de dopage Florence Griffith-Joyner en partie à cause de ses combinaisons moulantes et de ses ongles XXL - une image pas naturelle et donc forcément suspecte.

L'histoire du sport féminin a longtemps été jonchée d'injonctions contradictoires. On se souvient du très macho «une femme sur un vélo, c'est moche» lancé à la télévision, au milieu des années 1980, par le cycliste Marc Madiot à Jeannie Longo qui défie alors les chronos et les records : «C'est complètement inesthétique. Il y a des sports qui sont masculins, il y a des sports qui sont féminins. Voir une femme danser c'est très joli, voir une femme jouer au football, c'est moche, voir une femme sur un vélo, c'est moche. C'est mon opinion. (...) Je regarderai le cyclisme féminin le jour où elles mettront des maillots un peu plus jolis, des cuissards un peu plus jolis et des chaussures un peu plus jolies.»

Heureusement, les temps changent et personne n'oserait critiquer le style de la nouvelle idole de la Gen Z, la patineuse américaine Alysa Liu aux cheveux bicolores (voir la page 21) et dont le piercing paraît quand elle sourit. Ni la superstar du ski acrobatique Eileen Gu, célébrée autant pour sa beauté que pour ses médailles et son franc-parler. Naomi Osaka a fait de ses looks détonnants son meilleur allié sur les courts et lorsque Simone Biles se repoudre le nez entre deux médailles d'or aux JO, l'image fait le tour des réseaux.

D'autant que cette image publique entretenue avec soin par les athlètes leur permet de construire leur «personal branding» (la promotion de leur image et de leur expertise), d'attirer les sponsors et de multiplier les contrats. On a vu lors des récents Jeux olympiques d'hiver de Milan-Cortina une nouvelle génération de sportives émancipées des stéréotypes liés à la féminité dans le sport grâce à leur attitude libre et décomplexée.



La gymnaste américaine Simone Biles se maquille avant l'épreuve au sol de la finale par équipes aux Jeux olympiques de Paris 2024.

NAOMI BAKER/GETTY IMAGES

d'égérie classique où il s'agirait de vanter, à la manière d'un mannequin ou d'une actrice, les vertus d'un déo ou de fards résistants à la transpiration.

Plus étonnamment, cette CC League est aussi vécue par les participantes comme un vrai plus dans leur préparation sportive. «Avant cette expérience, j'avais peur d'être moi-même, poursuit Heidi Gaugain. J'étais très éloignée de tout ce qui est skincare, maquillage et beauté en général. Surtout dans ma discipline assez masculine où il peut encore être mal vu de prendre du temps pour se maquiller, par exemple. J'y prends désormais tellement de plaisir que ça fait partie de ma routine avant l'entraînement pour me sentir en forme et prête à réaliser des exploits. Me sentir belle m'aide à performer.»

Même retour pour la Française Marie-Julie Bonnin, championne du monde du saut à la perche indoor en 2025 : «Me maquiller, prendre soin de ma peau, de mes cheveux, ça m'aide à avoir confiance en moi sur la piste. Un peu comme si je mettais une armure pour être prête à sauter plus haut.»

« Je pensais que les milieux de la mode et de la beauté étaient assez éloignés de celui du sport. Lorsque l'on est à l'entraînement ou en compétition, on transpire, on est un peu moins beau dans l'effort... Et puis, j'ai découvert que la mise en beauté et la préparation participent autant au bien-être qu'à la performance »

Heidi Gaugain

Multimédaillée de paracyclisme.

Des témoignages qui rejoignent ceux du documentaire *Meeting the Moment*, né du partenariat entre le groupe L'Oréal et le *New York Times*, où des athlètes hommes et femmes (le sprinter Noah Lyles, le footballeur Jules Koundé, la basketteuse Sue Bird) racontent comment leur routine beauté a un impact sur leur santé mentale, souvent sous pression.

Si ce type de projets est assez nouveau dans l'univers du luxe, voilà déjà quelques années qu'aux États-Unis le secteur de la beauté a pénétré le monde des sports féminins, notamment à travers la WNBA (Women's National Basketball Association) et la MLS (Major League Soccer). Glossier a ainsi parrainé la WNBA dès 2020, Estée Lauder lui emboîtait le pas dans une campagne mettant en scène des athlètes canadiennes quand Sephora annonçait une collaboration avec Unri-valed, la ligue de basket.

Sans parler des championnes qui lancent leur propre gamme comme Serena Williams avec son maquillage Wyn Beauty. Par sa parole libre, ses tenues hors norme et sa féminité décomplexée, la championne de tennis a immensément œuvré à la popularité des sports féminins. Elle fut d'ailleurs l'une des très rares représentantes de la gent féminine dans l'histoire du classement *Forbes* des 50 athlètes les mieux payés au monde. Preuve qu'il reste du chemin à parcourir : en 2025, aucune femme ne figurait dans ce top 50. ■

« Me sentir belle m'aide à performer » : le nouveau mantra des championnes

Ce changement de paradigme nourrit aussi leur compétitivité. Bien dans son corps, bien dans son sport? «Jusqu'à présent, je pensais que les milieux de la mode et de la beauté étaient assez éloignés de celui du sport. Je trouvais même qu'ils étaient plus ou moins contraires. Lorsque l'on est à l'entraînement ou en compétition, on transpire, on est un peu moins beau dans l'effort... Et puis, j'ai découvert que la mise en beauté et la préparation participent autant au bien-être qu'à la performance», confie Heidi

Gaugain, la multimédaillée de paracyclisme. Cette Française de 21 ans est l'une des sept athlètes (escrimeuse, escaladeuse, nageuse...) recrutées dans la CC League, un programme de deux ans mis en place par la maison Chanel qui consiste notamment en des séances de coaching et d'ateliers beauté sous l'égide de Renee Montgomery, ancienne joueuse américaine de basketball. Et qui surfe sur l'influence croissante des sportives de haut niveau désormais perçues, à l'instar de leurs alter ego masculins,

comme des «role models» pour les jeunes (et moins jeunes) générations.

L'initiative capitalise habilement sur le personnage de Gabrielle Chanel, une pionnière des sports en plein air (équitation, tennis, natation, golf, ski...), et donc sur la force émancipatrice de sa griffe. Et si elle relève, certes, de la communication de marque, elle permet de renouveler le discours autour d'une cosmétique souvent taxée de superficielle comme sur la façon de travailler avec les sportives autrement qu'en signant un contrat

Aux JO d'été de 1984, gros plan sur la gymnaste américaine Mary Lou Retton en train de se maquiller avant sa compétition au Pauley Pavilion, à Los Angeles.



La médaillée d'or en ski acrobatique Eileen Gu, membre de l'équipe olympique chinoise, lors des JO d'hiver de Milan Cortina, le 22 février 2026.

Multimédaillée de paracyclisme, Heidi Gaugain est l'une des sept athlètes du programme CC League mis en place par Chanel.



L'Américaine Florence Griffith-Joyner, championne du monde d'athlétisme (ici, en 1988), a longtemps défrayé la chronique avec son maquillage et ses ongles XXL.

Jeanne Propeck

Fièremment porté par son propriétaire, Laurent Taïeb, cet établissement de 28 chambres, à l'univers onirique et feutré signé Philippe Starck, ouvre un nouveau chapitre de l'hospitalité sur la presqu'île. Visite en avant-première.

« Plus crémeux le cappuccino! Moins flotieux le café! » À l'entendre corriger le staff en cuisine, on pense à Stanislas Lefort, chef d'orchestre survolté de *La Grande Vadrouille*, tançant ses musiciens lors de la dernière répétition générale. Nous sommes alors à deux semaines de l'ouverture de l'hôtel Villa Colette et Laurent Taïeb, énergique propriétaire des lieux, se démène pour que sa partition hospitalière soit parfaitement exécutée le jour du lever de rideau, le 2 avril. Si la commission de sécurité vient tout juste de donner son feu vert, les peintres et électriciens s'affairent à parachever les atours de cette demeure néo-XIX^e flambant neuve, tandis que les jardiniers figent l'installation de l'arrosage automatique devant les carrés de pelouse encore emballés sur leurs palettes.

Un contraste d'ambiance avec la quiétude qui règne sur la place Walter Reinhard, avec son manège Cap Caramel, à l'angle du boulevard de la Plage et de la rue des Mouettes, juste au bord de la plage. Pour venir jusque-là, nous avons sauté dans la navette maritime à Arcachon, traversé le bassin, salué de loin la dune du Pilat, accosté trente minutes plus tard à la jetée Bélisaire, puis rejoint à pied la Villa Colette (prénom de la mère et d'une des filles de Laurent Taïeb).

« Un projet de cœur »

Ode à l'élégante discrétion de la presqu'île, celle-ci se dévoile derrière la grille d'un jardin fraîchement paysager où de grands pins se dessinent sur un ciel bleu dur. Pierre blanche de Bordeaux, briques rouges, balustrades en bois, frises de toit, les éléments architecturaux rappellent les riches heures de la bourgeoisie arcachonnaise installée dans le quartier de la Ville d'hiver imaginé par les frères Pereire sous Napoléon III. « L'idée n'était pas de se faire remarquer, raconte Laurent Taïeb, prenant le temps de nous détailler cette aventure de longue haleine. On ne veut rien changer de ce qu'est le Cap Ferret. Bien qu'entièrement neuve, on dirait que cette villa a toujours été là! Je l'ai imaginée comme une grande maison secondaire héritée d'une dame au très bon goût. »

Après Madame Rêve dans l'ancienne Poste rue du Louvre et le Too Hôtel dans les tours Duo de la Porte d'Ivry, Villa Colette est le premier hôtel « de destination » du groupe Utopik. Pourquoi le Cap Ferret? « J'ai découvert le bassin quand j'étais gamin, continue-t-il. Je venais en colonie de vacances à Andernos. Plus tard, sur cette même petite place où nous sommes, j'emmenais ma fille faire du manège, et j'avais repéré cette propriété face à la mer. J'ai élaboré un projet



Villa Colette, écrin néo-XIX^e flambant neuf.

PHOTOS JULIUS HIRTZBERGER

Avec Villa Colette, le Cap Ferret a son premier 5-étoiles

qui a convaincu le propriétaire de me vendre son terrain. Le permis de construire a été déposé en 2017 et, après des procédures diverses (notamment celles qui ont opposé durant cinq ans Laurent Taïeb à Pascal Bataille, propriétaire de l'hôtel 4 étoiles mitoyen Côté Sable, ainsi qu'à l'association de protection de l'environnement Cœur du Ferret, NDLR), les travaux ont commencé en 2023. Ça a été long, c'est un projet de cœur. »

Pour créer les intérieurs de cette maison de famille fantasmée de 28 chambres et suites, l'entrepreneur a fait appel à son fidèle collaborateur, ami et voisin Philippe Starck (ferretcapien de longue date, installé dans l'ancienne maison de Jean Anouilh toute proche). Résultat, une sorte de jardin mental, rempli de souvenirs et d'énigmes. Pas de lobby formel; dans un même espace au plafond bas, le comptoir d'accueil d'un côté et le bar avec son imposante malle à alcools de l'autre embrassent un salon aux allures de boudoir jaune pâle, meublé de canapés et fauteuils garnis de

coussins, de petites tables de jeu, d'un piano à queue en sycamore et d'un poêle à bois émaillé. Dans le prolongement, le restaurant rose-thé et sa cuisine ouverte, chapeautés d'un toit verrière coulissant : une prouesse technique qui invite la brise, le soleil et les étoiles... « Faites entrer la bonté, la beauté est au-dehors », semble avoir murmuré cette dame au designer. Âme complice, celui-ci ose dévoiler quelques secrets : derrière de grands miroirs illustrés de riantes visages féminins signés du peintre Domergue, de grands portraits d'hommes sont dissimulés, comme autant de mystérieux souvenirs doux-amers.

Éden balnéaire

Dans les chambres lumineuses, le luxe de l'acajou verni et du marbre blanc se mêle à l'originelle simplicité ferretcapienne. Quant à la poésie « ferretstarckienne », elle s'illustre dans l'hybridation d'un miroir-fenêtre, ou l'oxymore d'un chevet-chaise-luminaire (« un geste de pauvre exécuté comme un Riva », dit

le designer), ainsi que dans les frises de petits miroirs incrustés de visions surréalistes du bassin qu'on dirait générées par l'IA, entre rêve et réalité.

Plages sauvages, nature préservée, douceur de vivre, sécurité... Si le Cap Ferret conserve tous les attributs d'un éden balnéaire, chantés déjà par Cocteau dans les années 1920 (« Sur la dune de l'océan, rien ne donne l'époque, on se croirait aux premiers âges du monde »), la réalité d'aujourd'hui n'est pas toujours à la hauteur de l'attente quand pointe l'affluence touristique de la haute saison. « Sur les 25 km qui séparent Lège de l'extrémité du Cap, il y a seulement une douzaine d'hôtels », souligne Isabelle Laban Hequet, directrice du Pôle communication du Syndicat intercommunal du bassin d'Arcachon. « Impossible alors d'avoir une table dans un restaurant ou de louer un bateau, ajoute Laurent Taïeb. Ici, notre mission est donc d'offrir à nos hôtes le bonheur de vivre le Cap Ferret rêvé, avec des services et des expériences rendus possibles grâce à nos partenaires locaux, comme le chantier naval Dubour-dieu qui possède les plus belles pinasses pour aller pique-niquer à l'île aux Oiseaux ou sur le banc d'Arguin. Surf côté océan, yoga au lever du soleil, balade à cheval à travers les pins ou à vélo jusqu'au village de L'Herbe, dégustation d'huîtres aux cabanes ostréicoles face au Mimbeau... tout cela sera réalisable à la carte sur deux ou trois jours. »

Le téléphone sonne à nouveau, l'homme-orchestre se lève et dit en partant : « Le but ultime? Que, grâce à Villa Colette, le Cap Ferret puisse entrer dans le circuit des cinq ou six villages incontournables que chérit la clientèle smart. Pour ça, on a besoin de rendre les arrière-saisons plus vivantes, de générer de l'activité locale. L'hôtellerie haut de gamme est une solution. Alors on va essayer. Aujourd'hui, je veux être utile. Créer de la vie. » ■



Dans les chambres lumineuses, le luxe de l'acajou verni et du marbre blanc se mêle à l'originelle simplicité ferretcapienne.

La nostalgie heureuse selon Philippe Starck

LE FIGARO. - Quelle figure vous a guidé dans la réalisation de Villa Colette? PHILIPPE STARCK. - Des actrices françaises très élégantes des années 1930 à 1950, comme Danielle Darrieux, Micheline Presle, Michèle Morgan, elles me fascinaient quand j'étais petit. Ma mère aussi était comme ça, parisienne, ravissante, enjouée. À l'image des petits tableaux de Domergue dans le restaurant, des femmes mutines, au nez effronté.

Pouvez-vous nous raconter d'où vient cette « nostalgie heureuse » qu'exhale cette villa? J'ai imaginé une sorte de fin de carrière pour une de ces femmes, qui se retire à

la campagne où elle compte finir ses jours dans la joie de la nature et la tranquillité, une vie élégamment désuète, insouciant et pensif. Elle y installe ses meubles et son bric-à-brac comme elle peut, et ça donne cette promenade poétique à travers ses souvenirs, dits et surtout non-dits, car le mystère est partout. Il y a la trace de choses disparues, cette nostalgie heureuse, quelque chose qui serre un peu le cœur mais qui est tissé de jubilation, cette joie profonde qui fait sourire intérieurement.

Cela se traduit par des espaces ouverts aux couleurs douces, avec tout un jeu de miroirs illustrés

invitant à regarder ce qui se cache derrière... Qui sont ces portraits d'hommes qu'ils dissimulent? Dans une chanson, Souchon dit « Ce n'est pas tant Suzanne qui me plaît tant / C'est le mystère qui est dedans ». Ces grands miroirs avec au centre ces femmes ravissantes parlent de ce mystère, et d'amour, car derrière l'amour, il y a souvent un homme, et c'est souvent une joie, et aussi souvent un chagrin, c'est presque tout le temps un chagrin. J'ai voulu montrer cette femme rayonnante, et derrière elle, un homme sombre, flou, en noir et blanc, massif, brutal, à l'opposé de sa légèreté. Il y a toute cette « matière » dans cette maison.

La notion d'amitié est également très présente ici. Avec quels amis, vivants ou morts, aimeriez-vous dîner à la Villa Colette? Avec l'élégante Audrey Hepburn, le génial Ptolémée et Erik Satie, car c'est strictement la musique de cet endroit.

Pour vous, où se niche la poésie du Cap Ferret? Dans son côté submersible, mouvant, relatif, il n'existe pas vraiment. Ici, à marée basse, je marche au fond de l'eau, je suis un crabe comme un autre, c'est très rafraîchissant! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR J. P.



JEAN-BAPTISTE MONDINO

Philippe Starck s'est mis en quête d'une « nostalgie heureuse, quelque chose qui serre un peu le cœur mais qui est tissé de jubilation ».

CARNET DE ROUTE

Y ALLER

Si vous arrivez en voiture par la route, le parking privé sous-terrain dispose de 30 places. 50 € par nuit. Le TGV inOui direct place Arcachon à environ trois heures de Paris Montparnasse. De la gare d'Arcachon, on rejoint en 10 minutes à pied la jetée Thiers, où se trouvent le guichet de l'Union des bateliers arcachonnais et la navette maritime en partance. La traversée dure 30 minutes. 10 € par personne l'aller simple. Bateliers-arcachon.com

SÉJOURNER

L'hôtel 5 étoiles Villa Colette dispose de 22 chambres et 6 suites (de 26 m² à 55 m²) avec balcon, terrasse ou jardin privé donnant sur le bassin, la pinède ou le village. Plafond à quatre pans, parquet blanc, murs roses, mobilier en acajou, guéridon habillé de soie, draps brodés. À partir de 400 € la nuit en chambre classique jardin, petit déjeuner compris. Le restaurant, raffiné et joyeux, se transforme en patio par beau temps. Il dispose de 60 couverts et est ouvert à la clientèle extérieure. La cuisine est orchestrée par le chef Benjamin Six, qui propose une carte internationale et un semainier mêlant pêche locale et influences d'ailleurs. Précision : si un plateau de fruits de mer (Joël Dupuch) figure bien à la carte, la maison invite à aller déguster les huîtres à la douzaine là où elles sont les meilleures, c'est-à-dire dans les cabanes ostréicoles qui s'égrainent le long de la presqu'île. Le bar, le salon et la terrasse accueilleront le tea-time (26 €, Atelier des pains, Pierre Hermé), le brunch du dimanche (90 €) et les cocktails signatures de fin de journée, annoncés comme autant de rituels immanquables. Une salle de fitness est à venir. Ouverture de l'hôtel de début avril à fin octobre. 39, boulevard de la Plage. Tél. : 05 35 75 75 35 ; villacolette.com

UNE BONNE TABLE

Dans le village des pêcheurs du Phare, face au Mimbeau et à la dune du Pilat, les cabanes ostréicoles en activité sont autant de comptoirs et microterrasses de dégustation des coquillages du bassin. La Kabane de Yoan & Chloé propose des huîtres « bonbons », très petites, charnues et subtilement iodées. 10 € les 6. Tél. : 06 77 15 66 57 ; lakabanecapferret.fr

SE RENSEIGNER

Office du tourisme de Lège-Cap Ferret. Tél. : 05 56 03 94 49 ; lege-capferret.com

Le Douanier Rousseau comme on ne l'a jamais vu

Éric Biétry-Rivierre

D'une ampleur unique, la rétrospective au Musée de l'Orangerie consacrée au plus célèbre des peintres « naïfs » a bénéficié de prêts exceptionnels.

« **L** i serait naïf de l'appeler naïf », disait de lui André Malraux. Dans l'histoire de l'art, Henri Rousseau (1844-1910), dit le Douanier Rousseau, a beau s'imposer comme l'autodidacte par excellence - ce n'est qu'à l'âge de 49 ans qu'il prend sa retraite de l'octroi pour se consacrer à la peinture autrement qu'en amateur -, c'est en termes de carrière qu'il raisonnait. Cet opiniâtre guignait surtout les palmes académiques et les médailles au Salon, gages de commandes publiques. Comme le souligne la rétrospective visible actuellement au Musée de l'Orangerie. Au tournant du XX^e siècle, les modèles de Rousseau ne furent donc pas tant ses malicieux compères Braque et Picasso, ni même ces anarchistes de Seurat et de Luce, cadets qui lui ouvraient pourtant généreusement les portes du Salon des indépendants, que les Bouguereau, les Gérôme ou les Cabanel, peintres très installés.

Rousseau envoyait ces trajectoires officielles plus que celle des jeunes pousses des avant-gardes. Bien plus que le cubisme ou le fauvisme, c'est donc à cet art-là qu'il s'est abreuvé. Cette peinture d'histoire vue au Louvre, dite de grand genre, que reflètent particulièrement ses *Représentants des puissances étrangères venant saluer la République en signe de paix* (1907, Musée national Picasso, Paris). Cet art dit pompier, aux formules davidiennes certes galvaudées, chargé de dieux et de héros, aussi pontifiant que mélodramatique, mais qui se trouvait encore fort rémunérateur. Et notre homme avait une famille à nourrir : une femme et huit enfants, dont sept morts en bas âge. Toute sa vie, il a joint difficilement les deux bouts.

On pouvait craindre que cette manière d'envisager la production sous l'angle pragmatique, celui de ses ventes et de la stratégie de reconnaissance, ne nuise au poète éthéré d'*Un soir de carnaval*. Le récit d'une ambition allait-il étouffer la



La Bohémienne endormie, par Henri Rousseau (1897).

beauté simple, comme évidente, de ces visages de poupée, de ses vues enfantines du bois de Vincennes ou de la Mayenne natale, et aussi de tant d'ailleurs, tous plus fantasmagoriques les uns que les autres et tous colorés comme des batiks indonésiens ? Mais non, la magie éclate ici, notamment dans la dernière grande salle. Celle réservée aux « jungles » les plus flamboyantes, ces scènes souvent cocasses ou cruelles, toujours mystérieuses dans leur écrin de verdure exotique et qu'ont passionnément appréciées les surréalistes, André Breton en tête, et encore Kandinsky, Delaunay, Dufy, Gleizes, Metzinger, les futuristes italiens et jusqu'aux muralistes mexicains...

De telles sections auraient été impossibles à monter avant 2024. En effet, jusqu'alors les statuts de la Fondation Barnes de Philadelphie - institution qui possède dix-huit toiles du Douanier, soit le plus grand fonds dans ce do-

maine après le Musée d'Orsay - décourageaient toute demande de prêt. Pour admirer les merveilles de cette collection la plus riche en art impressionniste et moderne outre-Atlantique, il fallait obligatoirement se rendre sur place, en Pennsylvanie. Par testament du Dr Albert Barnes (1872-1951), un des plus puissants industriels de son temps, il est stipulé que chaque trésor demeure sur place dans une scénographie précise.

Retrouvailles transatlantiques

Par bonheur pour nous, Européens, après une longue bataille juridique ces clauses ont pu être contournées. Le « board » actuel a réformé son mode de travail et il lui est désormais loisible de répondre favorablement aux demandes d'envoi dès lors qu'elles leur semblent justifiées. Les neuf huiles de Rousseau, dont certaines parmi ses plus importantes, comme *Mauvaise surprise* et *Joyeux*

farceurs, ont ainsi, pour la première fois depuis leur naissance, retraversé l'Atlantique. À l'Orangerie, elles retrouvent leurs sœurs demeurées sur ces berges de la Seine telles *La Guerre* et *La Charmeuse de serpents* du Musée d'Orsay. Et elles se confrontent aux autres toiles envoyées des musées d'Europe dont quelques perles comme *Moi-même, portrait-paysage*. Ce fameux autoportrait en pied vient du Musée national de Prague. À l'autre extrémité, *Le lion, ayant faim, se jette sur l'antilope* est l'unique « jungle » de la Fondation Beyeler à Bâle. Mais c'est assurément la plus monumentale de cette série qui a fait la gloire du peintre.

On le constate : l'accord de Philadelphie a eu un effet boule de neige, excepté en Russie (Musée Pouchkine), du fait de la guerre en Ukraine, mais particulièrement en Amérique du Nord, où nombre d'autorisations de sortie ont été signées. Le MoMA de New York s'est temporaire-

ment départi de son énigmatique *Bohémienne endormie*, icône qui n'avait pas été présentée en France depuis plus de quarante ans. Cleveland a fait prendre l'avion à son *Combat de tigre et de buffle*, Chicago à sa *Cascade*, Washington à sa *Bougie rose* et New York à ses *Rives de la Bièvre depuis Bicêtre*.

Le Musée de l'Orangerie s'impose donc comme la première institution au monde à bénéficier des largesses nouvelles de la Fondation Barnes. Cela avec sa maison mère, le Musée d'Orsay, laquelle a reçu deux Renoir pour son actuelle rétrospective consacrée à ce peintre. Une telle coproduction est frappée au coin du bon sens : il y a un siècle, Paul Guillaume, le galeriste et collectionneur à l'origine du fonds maison (1891-1934), conseillait Barnes lorsqu'il venait faire ses emplettes d'art à Paris. ■

Jusqu'au 20 juillet au Musée de l'Orangerie (Paris 1^{er}). Catalogue Flammarion, 224 p., 39 €.

André Marcon, un comédien miraculeux

Nathalie Simon

À l'affiche de « Des rayons et des ombres », de Xavier Giannoli, le comédien reprendra en septembre le rôle d'« Ubu roi » au Théâtre de Paris.

« **L** e théâtre, c'est ce que j'ai voulu faire dès l'origine. Le cinéma, je n'y pensais pas trop. Si je dois avoir une place dans le monde, c'est au théâtre », réfléchit André Marcon, d'un naturel timide et réservé malgré ses 77 ans. « Quoi qu'il fasse, il est toujours bon. Il est content de toucher à tout. Au théâtre, un comédien est libre, il ne doit rien à personne », renchérit Daniel Benoin, qui vient de diriger l'acteur dans *Ubu roi*, d'après Alfred Jarry, au Théâtre Anthea d'Antibes (à partir du 9 septembre au Théâtre de Paris). C'est la première fois qu'il faisait appel à lui : « J'ai travaillé avec plus de 500 comédiens, précise-t-il. André Marcon est formidablement attentif et à l'écoute du metteur en scène. Il est inventif, il respecte les murs de maison, mais monte jusqu'au ciel. »

« J'ai de lui une image de l'acteur idéal, si j'en avais le pouvoir, je considérerais comme obligatoire de le voir sur scène », observe Alain Françon à propos de son ami, avec qui il montera *La Société de chasse*, de Thomas Bernhard. Et le metteur en scène d'ajouter : « André, c'est l'art de l'acteur. Il a une science totale de la variation continue d'intensité et une manière admirable de circuler là-dedans. Il a un éventail de jeu incroyable, il a tout joué ou presque. »

L'intéressé revient de loin. Sa mère était femme de ménage, son père

travaillait à la Manufacture d'armes de Saint-Étienne. Le jeune garçon a 15 ans quand il perd son papa. « J'ai quitté l'école très tôt. J'ai eu mon BEPC, c'est tout, raconte André Marcon. Mon frère aîné et moi avons dû gagner notre vie. J'ai fait tous les boulots. » Avant de réussir le concours d'entrée dans l'administration et de décrocher un poste aux allocations familiales de Saint-Étienne. « Ma mère était contente de me savoir fonctionnaire. Elle rêvait que je grimpe les échelons. Ça ne l'a pas enchanté quand j'ai été engagé par Jean Dasté. »

Il doit au pionnier de la décentralisation théâtrale en France, qui jouait en plein air avec sa troupe, sa vocation. « Il m'a engagé au bout d'une année de cours. J'avais 19 ans », se souvient son ancien élève. « J'ai l'impression que les choses m'arrivaient miraculeusement. Au fond, j'ai toujours été porté par les

« J'ai l'impression que les choses m'arrivaient miraculeusement. Au fond, j'ai toujours été porté par les rencontres, je n'ai jamais eu l'impression de décider quoi que ce soit. Les choses se sont enchaînées », confie André Marcon.

DAVID NIVIERE/ABACAPRESS.COM

rencontres, je n'ai jamais eu l'impression de décider quoi que ce soit. Les choses se sont enchaînées. » Il part « jouer » avec un copain en Afrique pendant un an. À son retour, Alain Françon lui demande de le rejoindre dans sa troupe, le Théâtre éclaté, à Annecy. « On avait des amis communs à l'École des beaux-arts, explique le metteur en scène. Je lui ai proposé, ainsi qu'à Christiane Cohendy et Évelyne Didi, de fonder une troupe en 1971. »



« On a appris beaucoup. On faisait tout nous-mêmes, la mise en scène, les décors, les costumes. On avait des problèmes d'argent. On habitait même ensemble ! », se remémore Alain Françon. « Dans Soldats, de Carlos Reyes, André interprétait un personnage avec un postiche pour avoir un gros ventre. Il m'a fait hurler de rire. Plus tard, les metteurs en scène ont vu chez lui un côté sombre, alors que c'est un homme rayonnant et drôle. »

« Rester bienfaisant et énergique »

Réclamé par la télévision et le cinéma, il affiche au compteur plus d'une soixantaine de films. Il incarne le père de Jean Luchaire (Jean Dujardin) dans le dernier long-métrage de Xavier Giannoli, *Des rayons et des ombres*. « Un rôle météoritique, tempère-t-il. Depuis Marguerite, Xavier Giannoli me sollicite régulièrement. Il réalise en même temps qu'il est avec nous après avoir beaucoup travaillé en amont. » Récemment, il était le procureur dans *Maigret* et le mort amoureux, de Pascal Bonitzer, et le maître Moreau dans *Furcy*, né libre, signé Abd al Malik.

« Les films peuvent être difficiles à tourner, mais jamais autant qu'au théâtre où on met ses tripes sur la table, où on joue sa peau. Si on fait des choses auxquelles on ne croit pas et pour de mauvaises raisons, on le paye cher. Quand on est

malheureux au théâtre, c'est un malheur XXL. » Rien n'est acquis pour le grand comédien qui, pour chaque rôle, « redevient un petit enfant. On doit réapprendre à parler - la langue de l'auteur -, et à marcher. » Michel Bouquet a été l'un de ses grands maîtres : « J'ai joué *No man's land*, de Pinter, avec lui, Jean Bouise et Guy Tréjean. On déjeunait, on dinait et on parlait de théâtre ensemble. J'avais la théorie au restaurant et la pratique sur scène. On était dirigés par Roger Planchon. Il était intelligent, il avait cet amour du théâtre sans artifice. »

En janvier prochain, l'acteur se produira seul sur scène dans *Heureux les heureux*, de sa complice Yasmina Reza, au Théâtre du Petit Saint-Martin. Il a marqué les esprits avec son interprétation d'Anne-Marie la beauté, une actrice oubliée, de la même dramaturge. Il continue d'avoir le trac, mais il doit « rester bienfaisant et énergique », insiste-t-il. « Plus jeune, j'ai connu des moments de panique, parce que j'avais mal travaillé. Maintenant, je sais qu'il ne faut pas seulement apprendre le texte, mais faire l'expérience sensible du rôle pour l'habiter complètement, qu'il descende en soi. » André Marcon a gardé en mémoire Michel Serrault. « À l'époque où il jouait *L'Avare* de Molière avec Roger Planchon, il disait : « Quand j'entre en scène, je ne sais pas si je ne vais pas partir avec la cassette ! » » ■

Propos recueillis par **Olivier Nuc**

La légende de la musique populaire brésilienne, qui vient d'achever une tournée monstre en Amérique du Sud, était invitée le 3 avril au Châtelet. Rencontre avec un artiste serein.

La semaine passée, Gilberto Gil était de passage à Paris, au Théâtre du Châtelet, dans le cadre du festival Back2Black, pour un concert avec sa compatriote Agnes Nunes et le Camerounais Blick Bassy. Un prolongement singulier et intimiste de sa grande tournée «Tempo Rei», qui vient juste de se terminer en Amérique du Sud, et l'occasion pour *Le Figaro* de rencontrer cette star de la musique brésilienne.

LE FIGARO. - Le 28 mars dernier, vous donniez un concert géant, à São Paulo, devant 50 000 personnes. Une véritable célébration ?
GILBERTO GIL. - Cette date marquait le point final d'une tournée longue d'une année, pendant laquelle je me suis produit dans de grands stades, au Brésil, bien sûr, mais aussi au Chili et en Argentine. Et me voici ici, au Théâtre du Châtelet, pour un concert beaucoup plus intimiste. Cela touche beaucoup moins de public, mais pour moi, c'est aussi important en termes de prestige.

En avez-vous fini avec les grandes salles ?
Je pense. J'espère. Je vais avoir 84 ans le mois prochain. J'ai passé ma vie à voyager et à jouer devant des foules immenses. C'est un peu trop fatigant pour moi, je suis un vieil homme, désormais. Mais je ne compte pas arrêter la scène pour autant. Dorénavant, je me contenterai de salles plus réduites.

Pour ce dernier grand concert, vous étiez entouré de certains de vos enfants et petits-enfants. La musique est une histoire de famille, chez vous ?
Cela fait partie de ma vie. Je me suis marié une première fois à l'âge de 22 ans. De ce mariage, j'ai eu deux filles. Puis, d'un autre mariage, j'ai eu trois autres enfants. Puis un troisième a produit trois enfants de plus. Mes maisons ont toujours été remplies de musique. Les enfants se sont habitués



Gilberto Gil : « Je suis un homme accompli »

à en entendre, à voir mes collègues musiciens passer chez nous. Certains d'entre eux sont devenus professionnels, d'autres sont encore en cours d'apprentissage et espèrent en faire leur métier. Ceci n'a pas été planifié. Ce n'est pas un rêve. C'est juste la conséquence de ce mode de vie.

Quel était votre propre rêve d'enfant ?
J'ai commencé à jouer de l'accordéon à l'âge de 8 ou 9 ans. Mon rêve, alors, était de devenir musicien. J'ai acquis la méthode, j'ai mis mon talent à l'épreuve, j'ai mis les choses en perspective. Les attentes du jeune homme que j'étais alors étaient assez élevées. Mais je ne cultive plus ces rêves : je les ai réalisés désormais. Je suis un homme

accompli, le musicien que j'ai toujours rêvé d'être.

Vous étiez considéré, dans les années 1960, comme le plus accompli des artistes issus du mouvement tropicaliste. Caetano Veloso a déclaré qu'il avait développé ses capacités musicales en vous observant.

Que vous inspire cette considération ?
Oui, il a dit ça. Je peux dire pour ma part que j'ai développé bon nombre de mes propres capacités en l'observant à mon tour. En particulier sur le plan des idées, de la poésie et de l'utilisation des mots. Mais sur le plan strictement musical, il est vrai que j'ai représenté une référence pour lui. Caetano est l'ami le plus important

qu'il m'ait été donné de rencontrer dans la vie.

Vous avez été un peu comme John Lennon et Paul McCartney
Un peu, oui. Nous avons été dans la lignée de ces paires musicales que l'on rencontre dans le monde entier, de l'Amérique à l'Europe.

Vous avez partagé la prison puis l'exil à Londres au tournant des années 1960 et 1970. Quels sont vos souvenirs du Swinging London ?
Il me reste énormément de bons souvenirs de ce temps-là. J'ai assisté à tant de concerts là-bas ! Je me souviens d'avoir vu Jimi Hendrix quelques

Le chanteur et compositeur Gilberto Gil, à São Paulo le 28 mars 2026, lors de la tournée «Tempo Rei», annoncée comme son adieu aux grandes scènes.
LECO VIANA/ZUMA PRESS WIRE VIA REUTERS

semaines avant sa mort seulement. Je dirais que cette expérience londonienne m'a appris à devenir un vrai leader musical. Avant cela, j'étais davantage un artiste solo. À Londres, et en Europe en général, j'ai eu le sentiment de pouvoir entraîner des musiciens avec moi, leur permettre de m'aider à faire aboutir la musique que j'avais dans la tête. Quincy Jones m'a appris à devenir un vrai chef de bande. Il était un grand ami.

Que vous reste-t-il de l'expérience tropicaliste ?
Un goût pour la nouveauté. Un parfum d'émotions, une manière de contribuer au développement de la musique et de la poésie, entre autres. Ce mouvement a représenté une période de grand accomplissement pour moi. Et cela m'a accompagné toute ma vie.

C'est aussi le début de votre conscience politique. Celle-ci a-t-elle toujours eu une place importante dans votre vie ?
Non, je ne dirais pas ça. Bien sûr, la politique a toujours imprégné mon travail d'auteur-compositeur. Et j'ai aussi consacré pas mal de mon temps à l'action publique. Mais je n'ai jamais rêvé de devenir un homme politique au sens premier du terme.

Cela ne vous a pas empêché de devenir ministre de la Culture en 2003...
Oui, après avoir reçu une invitation du président Lula. J'étais sur scène, à São Paulo, en train de répéter, lorsque Lula, qui venait d'être élu, m'a appelé pour m'inviter à Brasília, où il m'a proposé le poste. Alors je suis rentré à la maison, j'en ai parlé à ma famille, à mes amis, à mes collègues. Tous pensaient que cela serait une belle contribution. C'est comme cela que je suis devenu ministre de la Culture.

Rétrospectivement, était-ce une bonne expérience ?
C'était au moment où internet devenait vraiment important. Et nous avons développé des programmes de cyberculture. Nous avons aussi travaillé sur la notion d'héritage culturel. Je suis resté en poste six ans. C'était bien.

Êtes-vous toujours en contact avec Lula ?
Oui. Il est devenu un ami. Il a conservé un grand respect pour ce que nous avons accompli ensemble. ■

Festival Reims Polar : un cru moyen

Éric Neuhoff Envoyé spécial à Reims (Marne)

Le jury de la manifestation, présidé par la comédienne Emmanuelle Devos, a sacré «Disaster», sur un serial killer. La police a également décerné son prix à ce film japonais.

Brut de brut : pour sa sixième édition, le festival Reims Polar ne dérogea pas à la règle. Il y avait beaucoup de cadavres et ça n'était pas seulement ceux des bouteilles généreusement servies par les maisons de champagne qui accompagnent l'événement. Les spectateurs eurent donc droit à leur lot d'inspecteurs fiévreux et de tueurs psychopathes. Le sang faisait des taches rouges sur la neige, sur le sable et même sur des kilos de cocaïne, ce qui s'appelle gâcher la marchandise. Dans la Cité des sacres, le printemps s'avère toujours meurtrier.

Comme la grêle perturbe certaines années les vendanges, il semblerait que la météo n'ait pas été très favorable au millésime 2026. Au moins, la sélection permettait de prendre la température du genre. Petite forme mondiale, apparemment. Il y eut des exceptions. Elles furent dûment récompensées. Le

jury, présidé par Emmanuelle Devos, donna son grand prix à *Disaster*, variation japonaise alambiquée sur un serial killer. Le jury police, assez snob pour une fois, choisit également les deux petits malins coréalisateurs, Yutaro Seki et Hirase Kentaro. *Winter of the Crow*, de Kasia Adamik - fille d'Agnieszka Holland -, rafla à la fois le prix du jury et celui de la critique, dirigé par le tonitruant Philippe Rouyer, de *Positif*, succès mérité par cette plongée au cœur de Varsovie en pleine loi martiale de 1981, avec une impériale Lesley Manville en psychiatre britannique coincée en Pologne après le coup d'État. Du Graham Greene dans un univers gelé et cotonneux, arrosé par des litres de vodka et des tonnes de suspicion. Des tempêtes de doute bouillonnent sous sa toque en fourrure.

Le prix Sang neuf échut à *Father*, de Tereza Nvotova, tragédie de couple, drame de la paternité. Le public, lui,



Disaster, de Yutaro Seki et Hirase Kentaro, est une variation japonaise alambiquée sur un tueur en série.
SEKI/KENTARO

Mathieu Denis. On se demandait vraiment ce que fabriquait là-dedans, même en avant-première, le très vain *Cri des gardes*, de Claire Denis, avec un Matt Dillon égaré dans un chantier africain. Isaac de Bankolé, qui figure au générique, livra sur scène un discours parfois émouvant de vingt-cinq minutes. Record battu. On se consola avec l'hommage rendu à Gus Van Sant, qui présenta *La Corde au cou*, récit d'une prise d'otages avec apparition d'Al Pacino comme un clin d'œil à *Un après-midi de chien*.

Dans les salons Roederer, on disputait des mérites de Xavier Giannoli. Chez Ruinart, la conversation tournait autour du *Dernier tango* et de Bertrand Blier. Au siège de Taittinger, il fut question du futur Festival de Cannes. La maison Thiénot offrit une visite de ses caves. À table, la romancière Danielle Thiéry cita un proverbe landais : « Quand les oies se rassemblent, elles se baignent. » Suspense. Une journaliste résuma parfaitement la situation : « C'est vraiment bon, le jambon de Reims ». Ce sera le mot de la fin. L'enquête est bouclée. ■

salua *Red Code Blue*, du Letton Oskars Rupenheits, chronique sur le quotidien d'un commissariat à Riga en 1995 où un jeune inspecteur perd assez vite ses illusions. On gardera le souvenir d'une séquence marquante où deux soûlots tirent sur la porte de leur bureau pour vérifier l'efficacité de leur arme de service. *Keep Quiet*, de Vincent Grashaw, se déroule dans une réserve indienne et prouva que Lou Diamond Phillips a bien changé depuis *La Bamba*. On vérifia avec *Le Maure de Karatas* que Luc Besson avait des émules kazakhs. Dans *Les*

Silences de Riyad, de la Saoudienne Haifaa al-Mansour, le corps non identifié d'une jeune fille est retrouvé sur une dune.

Discours émouvant

Mi amor, de Guillaume Nicloux, s'attachait au destin d'une DJ dans une île des Canaries, sur un scénario rappelant étrangement celui d'*Islands*, primé l'an dernier. Boules Quies conseillées. Samir Guesmi, au physique de Jeremy Strong en moins teigneux, jouait un trader malchanceux dans *Gagne ton ciel*, du Canadien

Mirabeau, la complexité d'un révolutionnaire

Blaise de Chaballier

Le destin du grand orateur est retracé dans « Parlez-moi d'Histoire » au fil d'un débat avec les historiens Patrice Gueniffey et Loris Chavanette.

« **A** llez dire à ceux qui vous envoient que nous sommes ici par la volonté du peuple et qu'on ne nous en arrachera que par la puissance des baïonnettes ! » Ces paroles historiques prononcées par le comte de Mirabeau le 23 juin 1789, dans la salle du Jeu de paume à Versailles, ont marqué les esprits. Cette déclaration lancée à l'envoyé de Louis XVI, le marquis de Dreux-Brézé, signifie au roi le refus de l'assemblée des députés de siéger séparément, selon les trois ordres. Cette scène, immortalisée notamment par Fragonard dans un célèbre tableau datant de 1830, illustre bien le tempérament fougueux et révolutionnaire de Mirabeau.

« C'est là où on reconnaît Mirabeau. C'est le jaillissement, c'est la parole forte », explique Loris Chavanette, auteur du livre *Le 14 Juillet de Mirabeau. La revanche du prisonnier* (Éditions Taillandier). Cet universitaire est invité

par Guillaume Perrault dans « Parlez-moi d'Histoire », avec un autre historien, Patrice Gueniffey, qui a notamment publié *La Politique de la Terreur. Essai sur la violence révolutionnaire* (Gallimard). Ce dernier souligne le côté intuitif du personnage : « C'est un grand orateur et il y a chez lui une part de spontanéité (...). C'est quelqu'un qui sait saisir l'occasion et qui probablement sent son public. Il trouve les bons mots au bon moment. »

Comment expliquer que cet aristocrate né en 1749 a voulu et réussi à devenir une figure de la Révolution ? « Il ne fait pas partie de la génération révolutionnaire, il est plus âgé. En général, ils sont nés entre le milieu des années 1750 et la fin des années 1760. Donc, il est plus vieux qu'eux, il a plus d'expérience aussi. Il est vraiment le produit de l'Ancien Régime », explique Patrice Gueniffey, qui note toutefois que sa famille « détonne dans le milieu de l'aristocratie de l'époque. Non pas tant par les écarts de la vie privée (...) mais par le fait



Entouré de Loris Chavanette (à gauche) et de Patrice Gueniffey, Guillaume Perrault explore la manière dont le comte de Mirabeau, pur produit de l'Ancien Régime, est devenu une figure de la Révolution.

FIGARO TV

qu'elle avait le génie de la publicité. C'est-à-dire le fait d'étaler leurs affaires privées sur la place publique ». Une chose est certaine, le parfum du scandale accompagne Mirabeau. Cet homme multiplie en effet conquêtes féminines et dettes de jeu, tout en étant poursuivi par la haine de son père.

Démocratie royale

Ce dernier « fait enfermer son fils par lettres de cachet à plusieurs reprises, dans les prisons d'État du royaume, jus-

qu'à la veille de la Révolution. Il le fait enfermer d'abord sur l'île de Ré, puis au château d'If, où Mirabeau va passer une année. Alexandre Dumas s'est d'ailleurs inspiré de lui pour composer son personnage d'Edmond Dantès dans son roman *Le Comte de Monte-Cristo* », détaille Loris Chavanette. L'aristocrate déclassé est également emprisonné un temps au fort de Joux dans le Doubs. Bénéficiant d'une certaine liberté, il en profite pour séduire la femme du premier président de la Chambre des comptes de Dole, Sophie de Monnier, avec laquelle il fuit en Hollande. De quoi provoquer un énorme scandale !

Durant ses périodes de détention, notamment trois années au donjon de Vincennes, Mirabeau écrit des textes dans lesquels il dénonce l'arbitraire de la monarchie absolue en général et les

lettres de cachet en particulier. Ainsi devient-il un personnage qui compte parmi ceux qui défendent les idées des Lumières. Rejeté par la noblesse, il est élu député du tiers état à Aix-en-Provence lors des élections aux états généraux en 1789. Ce qui ne l'empêche pas de plaider, jusqu'à sa mort de maladie, en 1791, pour une monarchie constitutionnelle. Un système qu'il appelait démocratie royale, au sein duquel il rêvait de devenir le ministre de Louis XVI. Aurait-il réussi, s'il avait vécu plus longtemps, à éviter le basculement de la Révolution dans la Terreur qu'il redoutait tant ? La question reste entière. ■

« Parlez-moi d'Histoire » À 21 heures, sur Le Figaro TV Notre avis : ●●●●

« Dear Killer Nannies » : Pablo Escobar raconté par son fils

Constance Jamet

Dans cette série autobiographique pour Disney+, Juan Pablo Escobar sonde les traumatismes de son enfance sans vraiment convaincre.

Avec *Narcos*, récit de l'ascension puis de la chute du narcotraffiquant colombien Pablo Escobar, Netflix avait marqué un grand coup et prouvé qu'une fiction non anglophone pouvait devenir un phénomène de pop culture mondial. Mais le succès de la série avait enragé les proches du « roi de la cocaïne », abattu en 1993. Son fils Juan Pablo Escobar dénonçait de nombreuses approximations et contre-vérités, et regrettait « une glorification des activités criminelles de (son) père ». Il a entrepris de rétablir la vérité dans une bande dessinée, puis un documentaire. La catharsis ne doit pas être complète puisque est apparu sur Disney+ *Dear Killer Nannies*. Présenté à Séries Mania,

ce récit autobiographique de huit épisodes sonde les traumatismes de son enfance, auprès d'un père adoré, absent, imprévisible et violent.

Réalisme et poésie

Juan, dit « Juampi », est un petit garçon solitaire qui grandit dans le luxe de Medellín sous la surveillance des gardes du corps de la famille. Des rustres d'une vingtaine d'années prompts à boire, draguer les filles et dégainer leurs armes à feu mais qui sont ravis de divertir le fils du chef même si leurs jeux ne sont guère appropriés pour un gamin. « Juampi » ne comprend pas tout de suite que ses « nounous » chéris sont des tueurs à gages, et que son père, loin d'être un homme d'affaires

protégeant les pauvres, est en réalité l'ennemi public numéro un.

Dear Killer Nannies se place à hauteur d'enfant. Ce point de vue intimiste débouche sur une reconstitution qui allie réalisme et poésie. La violence surgit par éruption forçant « Juampi » à l'exil ou lui faisant miroiter la vengeance et la rétribution. « Replonger dans ces années de jeunesse a été le point de départ d'un processus de guérison : j'ai redécouvert quel enfant j'étais et les défenses qui m'ont permis de survivre dans un environnement aussi hostile. Mon père était capable de l'amour et de la violence les plus extrêmes. Avec cette série, j'aimerais empêcher les générations futures de perpétuer l'héritage criminel que nous avons reçu de mon père.

L'histoire de mon père ne doit jamais se reproduire », confiait au *Figaro* Juan Pablo Escobar.

Et de poursuivre : « Même en grandissant dans un climat effroyable, on peut choisir sa propre voie, surmonter la douleur, se libérer de son histoire, de son nom. Rien ne nous oblige à suivre un chemin tout tracé. Il faut être intelligent et attentif aux décisions que l'on prend à chaque étape de sa vie. » Cet architecte, basé en Argentine, où il s'était réfugié avec les siens, a d'ailleurs changé de patronyme et a adopté celui de Sebastian Marroquin.

Le showrunner argentin de *Dear Killer Nannies*, Sebastian Ortega (remarqué pour *El Marginal*), a pu tourner dans le fief de Pablo Escobar à Medellín

pour être le plus authentique possible. Reste que ce devoir d'inventaire et cet angle filial original peinent à convaincre. La faute à une narration alourdie par la voix off trop systématique de Juan Pablo Escobar. Le méli-mélo des chronologies entre son enfance et son adolescence n'aide pas non plus. Campé par le trop rare John Leguizamo, Pablo Escobar est maintenu en périphérie du récit. Difficile de sentir le recul que revendique Juan Pablo Escobar sur son géniteur. Cette retenue flirterait presque avec de la complaisance. ■

« Dear Killer Nannies » Huit épisodes sur Disney+ Notre avis : ●●○○

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

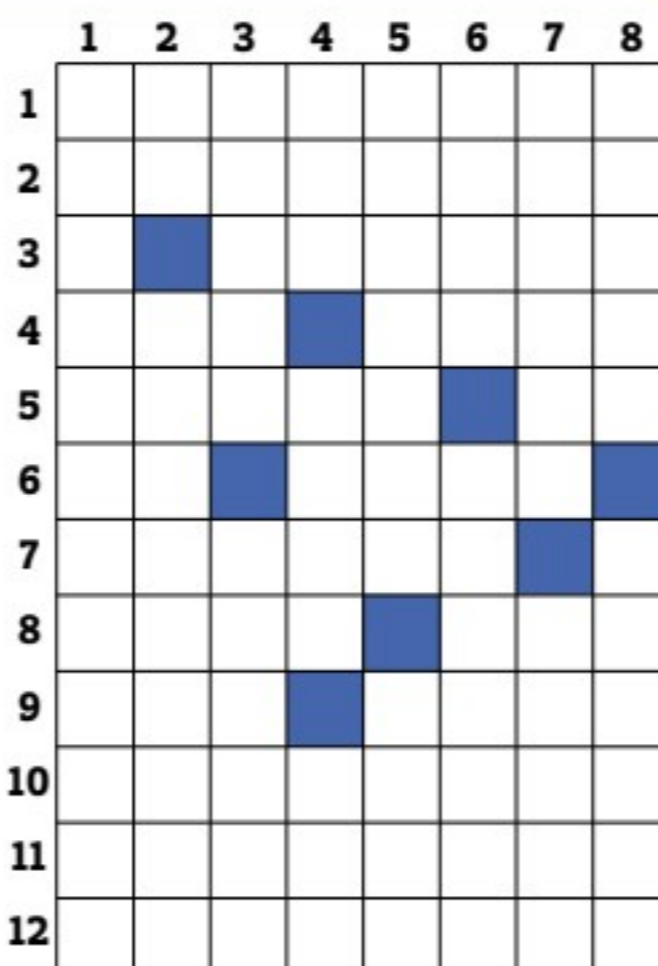
PROBLÈME N° 7197

HORIZONTALEMENT

1. En Belgique, étudiants qui prennent un petit boulot pendant les vacances. - 2. Passe dans la vessie. - 3. Va enrichir le parti. - 4. Un grand moment d'histoire. Frère de l'ai. - 5. Les Indiens en pincet pour lui. Neuf et à moitié prix. - 6. Fils d'Écosse. Bois du vin. - 7. Travailler à perdre haleine. - 8. S'étend le long d'une grève interminable. Personnel mis à la retraite. - 9. C'est un tendre, en bref. Placés en retenue. - 10. Procédaient à une mise à pieds. - 11. Son cours se termine dans une grande froideur. - 12. Un tout petit peu de tenue.

VERTICALEMENT

1. A dû faire face à des frondeurs (prénom et nom). - 2. Tout le contraire d'un fébrifuge. Évoque la soutane ou le soulier. - 3. On y est à cheval sur la propreté. Anciens élèves d'une grande école. - 4. Divine nounou. Problème de physique pour les lycéens. Planche à relier. - 5. En a plus qu'assez. Passe à Auvers. - 6. Ce que tu as. Phase de validation publicitaire. - 7. Marchais pour marcher. Voué aux balais ou à la littérature. - 8. Mesures pluviales. Après la consécration, elle connaît l'élévation.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 7196

HORIZONTALEMENT 1. Dateuses. - 2. Omoplate. - 3. Caresser. - 4. Trets. - 5. RG. Séant. - 6. IRM. rioH. - 7. Nias. Tee. - 8. Astis. LR. - 9. Isolats. - 10. Rai. Camp. - 11. Enserrai. - 12. Stérasse.

VERTICALEMENT 1. Doctrinaires. - 2. Amaigrissant. - 3. Torr. Matoise. - 4. Épées. Sil. Er. - 5. Ulster. Sacra. - 6. Sassait. Sars. - 7. Été. Noël. Mas. - 8. Sérothérapie.

LE FIGARO Jeux

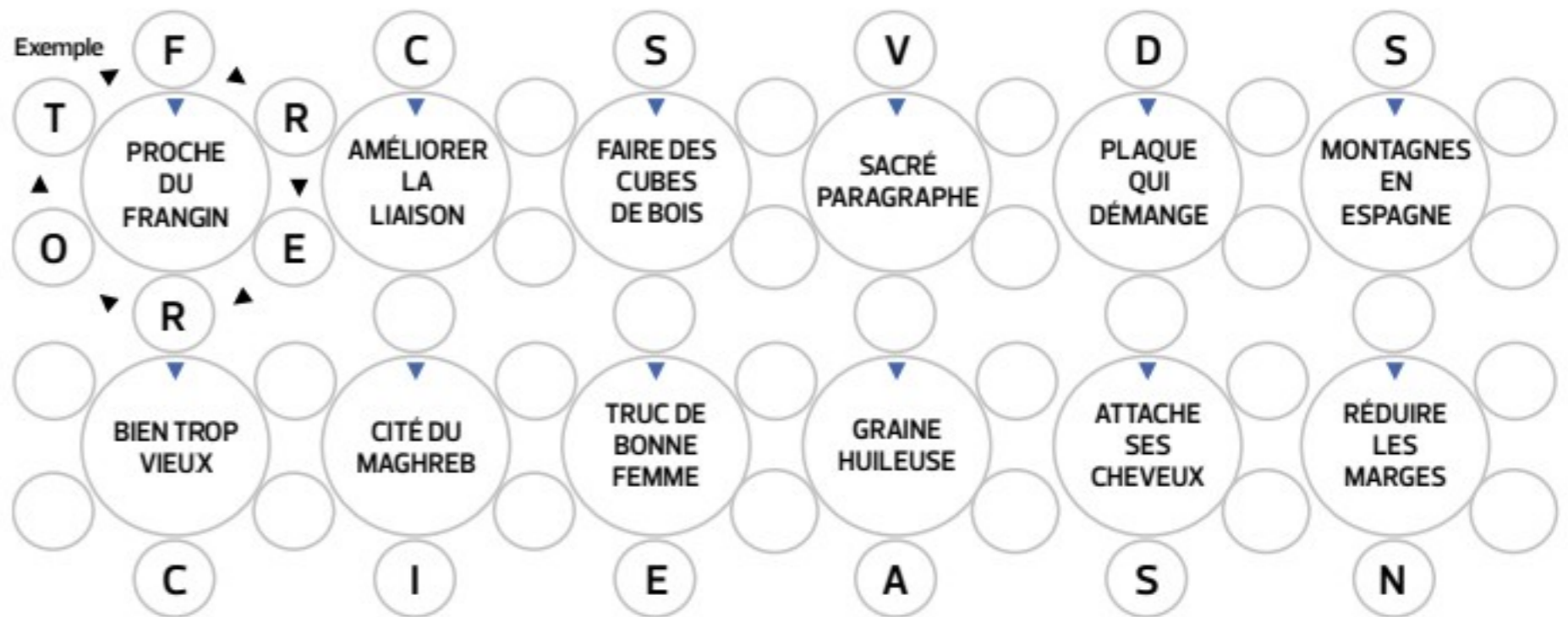
TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



RONDE DES MOTS®

RCI JEUX

Trouvez les mots correspondant aux définitions centrales et inscrivez-les autour de la case qui leur revient. La première lettre de chaque mot est indiquée par le triangle. Chaque mot se lit dans le sens des aiguilles d'une montre.



SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

SOLUTION DU N° 5403

3	6	7	4	2	9	8	5	1
9	2	1	3	5	8	4	7	6
8	4	5	7	1	6	9	2	3
7	9	6	2	8	5	1	3	4
5	1	3	6	4	7	2	9	8
4	8	2	1	9	3	7	6	5
6	5	4	9	7	1	3	8	2
2	7	8	5	3	4	6	1	9
1	3	9	8	6	2	5	4	7

SOLUTION DU N° 5404

5	2	1	7	4	3	9	8	6
4	6	7	8	9	1	2	3	5
9	8	3	2	5	6	7	4	1
7	4	8	5	3	2	6	1	9
6	1	5	9	8	7	4	2	3
2	3	9	1	6	4	8	5	7
3	5	2	6	7	8	1	9	4
8	9	6	4	1	5	3	7	2
1	7	4	3	2	9	5	6	8

SOLUTION DU N° 5405

3	6	7	1	5	9	4	8	2
8	4	9	3	2	6	5	1	7
1	5	2	8	7	4	6	9	3
9	7	8	6	3	5	2	4	1
6	2	5	4	8	1	7	3	9
4	1	3	7	9	2	8	5	6
7	9	1	2	4	8	3	6	5
5	3	4	9	6	7	1	2	8
2	8	6	5	1	3	9	7	4

LETTRES EN PLUS
GARÇON - GARNIR - FÂCHER - FUTILE.

LETTRES EN MOINS
Les mots à trouver sont :
PRIME (Rostre, entré, aphone, faille, opalin).
MALIN (Arbre, lisse, pérot, fleur, loger).



ÉPHÉMÉRIDE St-Marcellin

Soleil : Lever 07h15 - Coucher 20h30 - Lune décroissante

TF1

21.10 Karaké
Film. Comédie

Fra. 2024. Réal. : Stéphane Ben Lahcene. 1h45. Avec Michèle Laroque, Claudia Tagbo. Inédit. Pressée par une artiste en herbe fort tenace, une chanteuse d'opéra dont la carrière est en déclin accepte de participer à un concours de karaoké.

22.55 New York Unité Spéciale.
Série. Policière. 5 épisodes.

CANAL+

21.09 Un prophète
Série. Dramatique

Fra. 2026. Saison 1. Avec Sami Bouajila. Tirailé entre deux dans, Malk ne sait plus à qui accorder sa confiance, mais le temps est compté : s'il veut survivre, il doit agir et forger des alliances à tout prix.

22.13 FAKE YOU! : Une vraie histoire de faux. Documentaire.

france 2

21.10 Je sais pas
Série. Dramatique

Fra. 2024. Saison 1. Avec Lola Dewaere, Hubert Delattre. 2 épisodes. Inédit. Emma disparaît lors d'une sortie scolaire et revient avec le foulard de sa maîtresse Jade, maintenant elle aussi disparue. Sa mère Camille commence à avoir des doutes.

22.55 Trop mortel. Série. Suspense. 3 épisodes. Inédit.

arte

20.55 Sept ans de réflexion
Film. Comédie

EU. 1955. Réal. : Billy Wilder. 1h45. Avec Marilyn Monroe, Tom Ewell. Après le départ en vacances de sa famille, un mari modèle rêve de séduire sa séduisante voisine, qui ne fait guère d'efforts pour le dissuader.

22.40 Marilyn Monroe, la célébrité à tout prix. Documentaire. Inédit.

france 3

21.10 Poulet au vinaigre
Film. Policier

Fra. 1985. Réal. : Claude Chabrol. 1h45. Avec Jean Poiret, Michel Bouquet. Dans une petite ville de province, la tyrannique madame Cuno, impotente, refuse de vendre sa maison à trois notables impatients, bloquant ainsi leur mirifique projet immobilier.

22.55 Inspecteur Lavardin. Film. Policier. Avec Jean Poiret.

6

21.10 Mariés au premier regard
Documentaire

Fra. 2026. 2h15. Inédit. Les candidats se demandent s'ils doivent oser franchir certains paliers avec leurs coups de cœur. Récemment, Jenna et Laurent se sont dit «oui» devant les caméras et devant leurs proches.

23.25 Qui veut épouser mon fils ? Télé-réalité. Inédit.

LE FIGAROTV
Île-de-France

12.00 Points de vue.
18.45 La France de Fourquet.
19.00 Bienvenue en Île-de-France. Magazine.
20.00 Points de vue. Magazine.

21.00 Parlez-moi d'Histoire. Magazine. Guillaume Perrault reçoit les historiens Patrice Gueniffey et Loris Chavanette pour retracer le destin de Mirabeau.

21.30

Histoire secrète de l'antiterrorisme
Documentaire. Réalisé par Patrick Rotman en 2018. Les principaux responsables de la lutte antiterroriste en France exposent les secrets de leur combat, leurs échecs et leurs réussites depuis plus de trente ans.

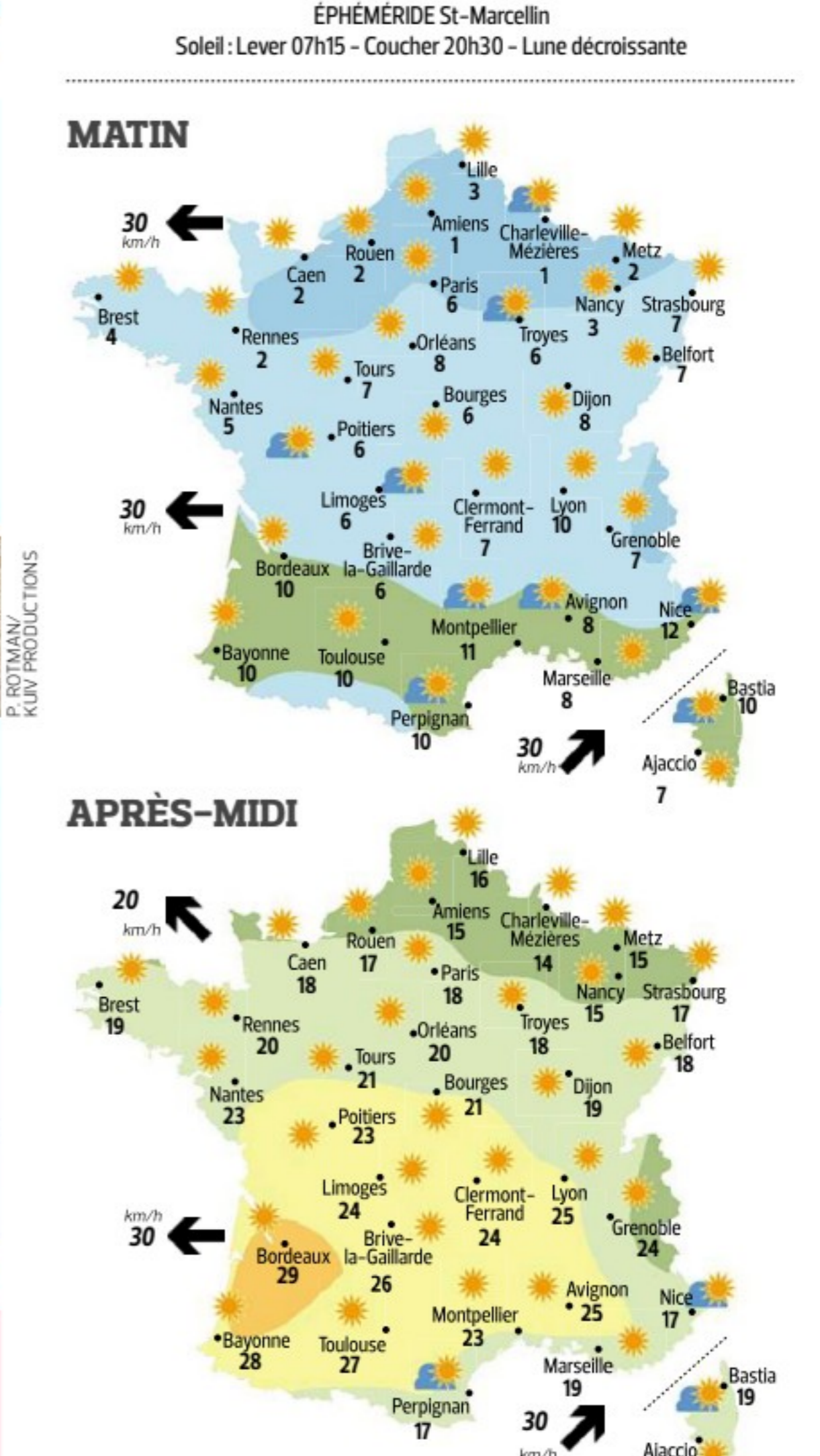
Pour regarder Le Figaro TV ?
Canal 34 de la TNT
en Île-de-France ou sur les box
SFR 194 | Orange 118
Free 203 | Bouygues 247

À LA DEMANDE

NETFLIX

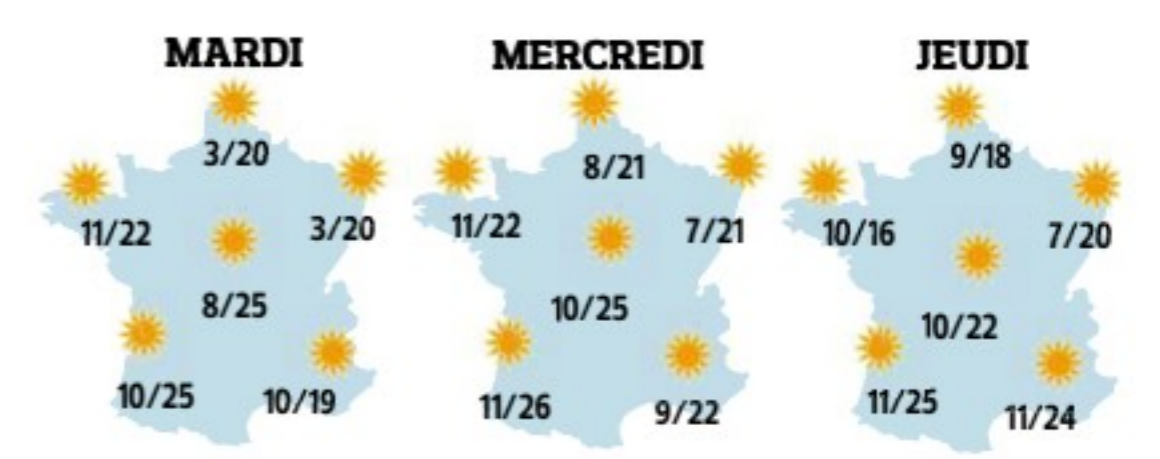
Monsieur Je-sais-tout

Vincent Barteau (Arnaud Ducret) entraîne les jeunes footballeurs du centre de formation de La Rochelle. Célibataire endurci, il mène sa vie dans son coin. Jusqu'au jour où sa famille lui confie la garde de son neveu Léo, un garçon autiste âgé de 13 ans. As des échecs, Léo trouve le sport de son oncle finalement très simple. Pour lui donner une leçon, Vincent le place dans les cages, où Léo se révèle excellent. Seulement, l'adulte ne sait que faire de cet encombrant neveu. Réalisé par le duo Stéphane Archinard / François Prévôt-Leygonie, coutumiers du procédé, «Monsieur Je-sais-tout» invite le public à se confronter à sa propre ignorance sur un sujet de société : ici, le syndrome d'Asperger. Un film pour se «conscientiser».



LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	11/26	AMSTERDAM	3/13	ATHÈNES	9/22
BARCELONE	12/18	BELGRADE	8/21	BERLIN	5/12
BERNE	8/20	BRUXELLES	3/15	BUDAPEST	14/19
COPENHAGUE	5/9	DUBLIN	6/13	LISBONNE	15/21
LONDRES	3/15	MADRID	9/25	PRAGUE	7/13
RABAT	17/24	ROME	7/24	TUNIS	7/20



la chaîne météo **lachainemeteo.com**

Par téléphone : **3201** **LIVE 24/24** **CANAL+** **Sur L'APPLI GRATUITE** **La Chaîne Météo**

MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°4416 RCJ-JEUX

ANAL- GESIQUE INSUP- PORTABLE	LETTRE GRECQUE PAS JUTEUSE	OUVRAGES DE RE- FERENCE AROMATE	CLAMEUR BAIE PEU PROFONDE	IL EST À LA BOTTE DU CAVALIER	GRAND LAC DES USA PAS APPAUVRI	COUTURE PROVI- SOIRE	AFFLIGÉE ACTION AU PIED AU RUGBY	IL A SOUVENT BESOIN D'ARGENT	LABEL DE VINS BLOCAGE DES PRIX	S'ÉCHAPPE PAR DERRIÈRE	APÉRITIF D'ORIGINE BOURGUI- GNONNE	CEST DU FLANI! BOUT DE LARD
				FIGURE À QUINZE CÔTES DEMI- GANTS							MONTA- GNES EN TURQUIE ET EN CRÈTE	
HÉSITATION						CLAS- SEMENT AT- TRAVANT		DYNA- MISME QUI DATE INNE		FAIRE FEU		
MOUSSES AUX CEUFS				CONTRAIRE À LA RAISON ENTAILLE						VILLE DU PEROU		
COURT MÉTRAGE CHINOIS		HASAR- DEUX GARDIEN D'ENTÉTÉS				À ELLA CHAIR DE POULE DIRIGE			FACILITÉ DES ROBOTS ANNEAUX MARINS			
				VIELLE BOITE CITÉ DE SAGIENS			RESSERRÉ					
FLEUVE DE SIBÉRIE					ABRI DE TOURISTE ÉTATS GROUPE		POINT RELIGIEUX	IL FRÉVILLE DANS UN BOCAL	AU NIVEAU DES PAQUE- RETTES (A)			
			EMBARRAS ELU DE BIGORRE			ANTIQUES CHARRUES ARNAQUÉ				DEVANT CELUI QUE L'ON FÊTE		
BON À JETER		CASSÉS EN LANGAGE POPULAIRE			HISTOIRE CONTÉE PAR VIRGILE (L)				SUR LA ROSE DES VENTS			
ENCHAN- TEMENTS				AVANT ET APRÈS LE COMBAT			QU'EST PAS TERRESTRE					

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

EMVUESGEBEREGE
PIPAGE CAUGHEMAR GAUFORTI
ANNONGER AMAIGRISSEMENT
GISELEUR VERONE ASSIMILAI
ROTIK VAIN TIC AM ELITE R
REU AERE TRACTICIONS NEVED
MAIE LIA REPOIT SIAENS
ROTH PREMIERE BRENNE SI
ESOA AA OINT SA BAUX NA E
NASMIN DSNEES RP BRIGONER
NTESSER ES SCOLIOSE NON
LEGO RENVOIE TIE NITEL TRACIE
NUAS N VOIE NITEL AERA RN
MASSE CS BR INTER
G ELAN OMETTRE
ANAR TRA SMOG C G
EPALISE ATIO RUI B ALGAI
ALESEE D ITE HITS
IR NEPE I CANDI
INOUI A ESSEN UR
S SISE EPIERE
RA PSITT P A P A CRANE S
SALE IRESPIRABLE STAND
ETC INSISTANCE ALLUMETTES
TICA A PAULETTE ATTESTE P
EGORNURE TITE B NILES ARAL
GISMOTE ATIO RUI B ALGAI
ATTO ETAIN DESOISE ACHETE
ERNEE OTEE EVE YACHERIN
PAR A NUIS MATINEE TARIPE
R AVEULT CORSE MTSER GT
VAGORER RIARINE CELA NITIE
SIBORER DESO MORSURS EU
REGI AMARINE SART THE OST
NERVIS CELLULE
THONIER PILLER E
TINCA AVIGUEE ION
LEISE STOPS SINUS



PAR
Aldric Meeschaert

À 22 ans, il a bouclé le plus long format de la Lapland Arctic Ultra, une course polaire extrême en Laponie suédoise : 500 km à pied en 7 jours, 23 heures et 1 minute.

Au bout de cinq jours de course, en pleine nuit lapone, Stanislas d'Augustin avance « comme un zombie ». Devant lui, rien qu'un sentier blanc, à peine découpé dans l'obscurité. Derrière lui, déjà des centaines de kilomètres parcourus à la force des jambes, une pulka - sorte de traîneau individuel de « 10 à 20 kg » pour transporter son matériel - accrochée au bassin, des pauses trop courtes, des réveils hachés, les pieds gonflés. Il ferme parfois les yeux en marchant. Quand la neige change de texture sous ses semelles, il comprend qu'il dérive à côté de la trace, rouvre les yeux et se replace. À un moment, il s'endort presque debout.

La scène dit presque tout. Le froid, d'abord - jusqu'à moins 15°C -, suffisamment intense pour affaiblir progressivement le corps tout en le maintenant en permanence sous tension. Les grandes étendues blanches aussi : des lacs gelés traversés pendant une heure sans en voir le bout, suivis de passages en forêt, avec des montées, des descentes. Et puis cette mécanique de survie qu'il s'invente au fil des jours : marcher 45 minutes, boire, croquer un morceau de fromage ou de chocolat, s'allonger quelques minutes

Stanislas d'Augustin : le froid, la neige, l'épuisement avant l'exploit



Stanislas d'Augustin lors de la Lapland Arctic Ultra, début mars 2026.

sur la pulka, repartir. Chanter aussi, pour tenir. Souvent *Emmenez-moi* de Charles Aznavour, trois phrases répétées en boucle pour occuper l'esprit.

Le 1^{er} mars 2026, Stanislas d'Augustin a pris le départ de la Lapland Arctic Ultra, une course polaire d'ultra endurance en autonomie, en Laponie suédoise, sur le format le plus long : 500 kilomètres (l'épreuve se décline en cinq formats - 20, 50, 85, 185 et

500 km). Dans cette compétition où la moyenne d'âge tournait autour de 44 ans, sa présence disait déjà quelque chose de sa précocité. Ils étaient 24 au départ, seulement 15 à l'arrivée. « Stan » a bouclé le parcours en 7 jours, 23 heures et 1 minute. Il a franchi la ligne en troisième position, avant d'être reclassé cinquième à cause de neuf heures de pénalité, six pour un GPS déchargé la dernière nuit - le règlement impose en permanence un suivi pour des raisons de sécurité -, trois pour une raquette perdue sur la piste.

« Stan » a grandi à Courbevoie, « entre les buildings de la Défense », dans une famille où l'on a laissé de la place à son tempérament. Sa mère, Caroline, parle d'un garçon « très libre dans sa tête et dans ses idées », peu fait pour les carcans. Dernier d'une fratrie de quatre, il aime très tôt ce qui dépasse.

Le sport lui donne un premier cadre : treize ans de rugby, un peu d'athlétisme, de tennis, puis l'escalade. Pendant longtemps, il veut même devenir pilote de chasse. Puis viennent les livres, surtout ceux de l'aventurier sud-africain Mike Horn, offerts à Noël, et le goût de l'aventure prend une autre épaisseur. Depuis peu, la famille a quitté la région parisienne pour s'installer à La Baule. Pour Stanislas, le changement compte. Ce nouveau décor lui offre un vrai terrain de jeu : la plage pour tirer des pneus, les bois pour travailler en traction, de l'espace pour s'entraîner.

Le vrai déclic vient après le bac. À 18 ans, il part seul dans le Queyras (Hautes-Alpes). Quatre jours seulement, mais déjà une vraie aventure à ses yeux. Sauf qu'il part trop chargé, mal équipé, sans réelle expérience. Il revient avec des ampoules énormes, les pieds abîmés : une bonne claquette d'humilité. Géraud, son cousin, s'en souvient très bien : « Il était revenu tout cassé. » L'année suivante, il part en Asie, rejoint ce dernier au Cambodge, puis voyage un mois en Indonésie avec un sac à dos. Le voyage lui plaît, mais il comprend qu'il lui manque le versant physique, l'effort pur. Il monte alors un premier vrai projet : 200 kilomètres dans le Sahara marocain, en solitaire et en autonomie, dans la région de Drâa-Tafilalet. Il structure davantage son aventure, échange avec la plateforme Pachamama Outdoor Innovation, trouve un soutien chez Human Adaptation Institute, qui lui fournit un chariot pour transporter eau et matériel.

Sur le terrain, pourtant, le désert le remet à sa place. Cinquante degrés à l'ombre, vents brûlants, eau chaude, deux tempêtes de sable dans la même journée, puis les roues qui lâchent à cause des épines d'acacia. Il devait faire 200 kilomètres et rester dix jours; il s'arrête après 60 kilomètres et trois jours de progression. Un échec rude, mais utile. Lui n'en retire pas un renoncement, plutôt une certitude : il veut continuer.

Après le grand chaud, il veut connaître le grand froid. La Lapland Arctic Ultra s'impose. Il se renseigne, contacte les expérimentés Thierry Corbarieu, multiple vainqueur de grandes courses polaires, Guillaume Grima, spécialiste français de l'ultra endurance en milieu extrême, récupère des conseils, adapte un plan d'entraînement. Pendant quatre mois, il prépare sa course de manière presque artisanale : de vieux pneus attachés à un harnais, tirés sur la plage et dans la forêt, pour reproduire l'effort de traction de la pulka.

Son cousin parle d'un garçon doté d'un « mental de spartiate », mais aussi d'une vraie capacité d'écoute. Sa mère le dit têtu, parfois un peu inconscient, mais capable de se remettre en question

À côté, il faut financer. La course coûte cher : environ 2500 euros de dossier, du matériel à louer, du matériel à acheter, les billets d'avion, la nourriture. Pour boucler le budget, il travaille en restauration. En parallèle, il suit une licence de gestion à distance avec l'université de Montpellier, après avoir quitté Skema. Au total, son aventure en Laponie lui a coûté « entre 5000 et 6000 euros ». Sur la course, il découvre tout à la fois : son premier dossier, ses premiers gels, sa première vraie gestion du sommeil en situation extrême. Il dort deux à trois heures par nuit, parfois moins. Aux check-points, il mange chaud, sèche ses chaussettes, recharge ses poches en pâtes de fruits, en noix, en chocolat, puis repart vite. Sa mère et toute la famille le suivent sur le tracker, plusieurs fois par jour, depuis La Baule.

Ce qui frappe chez Stanislas d'Augustin, ce n'est pas seulement la performance. C'est sa manière d'en parler. Sans pose. Il raconte ses erreurs - la pulka trop lourde, les amandes en trop, la batterie oubliée, la raquette perdue - avec la même simplicité que ses bonnes idées. Son cousin parle d'un garçon doté d'un « mental de spartiate », mais aussi d'une vraie capacité d'écoute. Sa mère le dit têtu, parfois un peu inconscient, mais capable de se remettre en question.

Lui sait déjà que la suite passera aussi par autre chose que l'effort brut : apprendre à raconter, à se montrer, à trouver des partenaires, sans tomber dans la mise en scène vide. Il parle déjà de descendre un fleuve en hydrospeed, d'une autre aventure dans le Grand Nord, peut-être en binôme cette fois. À 22 ans, « Stan » n'a pas encore une carrière, il ne s'est pas encore créé un personnage. Il a mieux pour l'instant : une direction. ■

POLLENS :

anticipez, respirez !

La météo pollinique en temps réel et à 2 jours, ville par ville

La meilleure info météo

www.lachainemeteeo.com/allergie-pollen

Télécharger dans l'App Store

DISPONIBLE SUR Google Play